

n° 452
JANVIER
2017
4,60 €

Silence

ALTERNATIVES EN CHAMPAGNE-ARDENNE

ACCUEILLIR DES RÉFUGIÉ-ES RENFORCE NOTRE SOCIÉTÉ

UBÉRISATION : LA FIN DU SALARIAT ?



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À...

Philippe Meirieu,

professeur en sciences de l'éducation, ancien vice-président EELV de la région Rhône-Alpes, auteur du livre *Éduquer après les attentats*

Vous avez écrit que "les savoirs unissent alors que les croyances séparent", qu'entendez-vous par là ?

Les attentats révèlent que notre démocratie est fragile, très fragile.

Quelle utopie propose-t-on aux jeunes aujourd'hui au-delà d'un consumérisme et d'un individualisme à outrance ? Il ne faut pas s'étonner que l'idéologie radicale salafite puisse être attractive, en particulier pour les plus fragiles ; elle clarifie le bien et le mal, donne des solutions et permet de trouver un sens à sa vie dans la mort. Que proposons-nous à ces jeunes en face ?

Même si, évidemment, l'éducation ne peut pas tout, il faut néanmoins qu'elle joue son rôle dans ce combat contre la barbarie, contre ceux qui veulent éradiquer l'humanité en eux et dans les autres.

Pour cela, elle doit, plus que jamais, prendre au sérieux la question de la laïcité. Pas une laïcité qui se confond avec l'athéisme ou

un rationalisme qui ignore la prégnance du fait religieux, mais une laïcité qui aide réellement les enfants à distinguer le savoir et le croire. Non pas pour délégitimer systématiquement toutes les croyances, mais pour montrer que les savoirs réunissent les humains au-delà de leurs croyances. Il y a là un facteur d'unité, qui permet de se parler, de débattre. Dans le rapport de forces entre croyances, il n'y a pas d'issues autres que violentes, symboliques ou physiques. Pour que les humains se parlent, il faut des savoirs qui les relient et qui leur permettent de se parler sans se renier.

Et puis le savoir fondateur que doit transmettre l'école c'est ce qui réunit les humains, à travers les questions qu'ils se posent, est bien plus important que ce qui les sépare.

Vous avez publié en 2016 un livre intitulé *Éduquer après les attentats*. L'école est-elle selon vous le bon outil pour la transmission de valeurs comme la tolérance et le respect des autres ?

Je n'oppose nullement l'instruction, l'éducation et la citoyenneté. Nous ne lutterons pour les valeurs de la République – Liberté, Égalité, Fraternité – que si nous parvenons à les incarner partout : dans la vie politique, les institutions publiques, l'organisation sociale, les modes de vie, etc. Mais, même si j'ai des opinions, en tant que citoyen, sur le nécessaire renouveau de notre vie publique ou le partage du travail, c'est sur la question de l'éducation que j'ai le plus travaillé et me sens le moins illégitime.

Quant à l'idée que ce serait un "effort d'instruction" qui serait nécessaire, je n'ai pas de peine à y adhérer : qui peut être contre plus

d'instruction, plus d'apprentissages, plus de formation tout au long de la vie ? Il faut que l'École, mais aussi les politiques, les entreprises et les médias prennent leur part dans ce projet... Il me semble que l'Histoire nous a tragiquement démontré que l'instruction n'était pas toujours suffisante. Comme le remarque cruellement Chaïm Potok, "à la conférence de Wannsee qui a planifié l'anéantissement des Juifs d'Europe huit des treize participants avaient un doctorat". C'est pourquoi je crois à la nécessité d'inscrire l'instruction dans un projet d'éducation assumé, conscient de ses finalités et clair sur ses valeurs.

Quel message les écologistes peuvent-ils faire passer sur l'école ?

Notre modèle scolaire, faute de véritable projet politique alternatif, se laisse doucement porter par la vague libérale. L'écologie politique doit oser poser la question des finalités de l'École. Il nous faut revenir aux fondamentaux : l'Éducation nationale a la responsabilité essentielle de garantir la possibilité de l'engagement démocratique de chaque citoyen pour construire "le bien commun" : tout jeune de seize ans doit avoir accédé aux savoirs sans lesquels il ne peut ni comprendre le monde, ni se comprendre dans le monde. Nous devons enseigner aux jeunes générations "ce qui unit et ce qui libère". Dans cet esprit, il faut revisiter sérieusement le "socle commun" et, en particulier, donner, en son sein, toute leur place

à l'éducation à l'environnement, au Droit, à la réflexion philosophique et à l'expression artistique.

Notre École doit, non seulement, permettre aux élèves d'apprendre, mais aussi d'apprendre ensemble, afin de faire l'expérience d'une socialité solidaire : elle est incompatible avec toute forme de triage et de discrimination.

L'enseignement doit se dégager des logiques de marchandisation de savoirs qui prévalent aujourd'hui et réduisent les connaissances à des utilités scolaires enrôlées pour activer la concurrence entre les individus. Cela suppose que les apprentissages soient pensés comme des outils d'intelligibilité du monde et de développement des personnes.

■ Philippe Meirieu, *Éduquer après les attentats*, ESF éditeur, 2016, 250 p. 16 €.

HAUSSE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL



ÉVACUATION DE LA JUNGLE DE CAIRIS : CERTAINS MIGRANTS ONT CHOISI LEURS DESTINATIONS PAR HASARD



FILLON PRO-POÛTINE



USA : AVEC TRUMP, LES CHOSSES VONT CHANGER





■ DOSSIER ALTERNATIVES EN CHAMPAGNE-ARDENNE

5 Les oiseaux de passage

Réunir les activités d'un restaurant et d'un centre culturel, le premier finançant le second, c'est le pari réussi de Fanny et Jill à Troyes.

7 Enercoop au sein d'un territoire en transition

Dans les Ardennes, les collectivités ont engagé une réflexion sur la gestion des énergies renouvelables, les économies d'énergie et l'après-pétrole. Des démarches engagées avec Enercoop, distributeur d'électricité et promoteur des économies d'énergie.

10 Vivre sur une petite surface avec une herberie

Vivre de manière simple, en cohérence avec ses idées : Sophie Creton et Xavier Decloux ont développé chacun leur activité. Sophie Creton exerce ses talents sur l'email. Sur seulement un hectare, Xavier Decloux produit et cueille des plantes aromatiques qu'il vend ensuite directement chez lui et sur les marchés locaux.

13 La Hulotte, un lien entre les enfants et la nature

Pierre Déom anime depuis 1972 la revue La Hulotte, dont chaque numéro est consacré à un animal ou une plante sauvage. Une réussite qui perdure depuis maintenant 45 ans.

16 Quand médecins et malades chantent ensemble

Après dix ans d'interventions, la compagnie Solentiname vient de décider d'arrêter ses activités, conséquence de la baisse des aides publiques. Va-t-on abandonner ce travail remarquable ?

18 L'homme qui plantait des arbres

Xavier Deleau pourrait être seulement maraîcher bio. Trop simple ! Il est aussi un militant actif dans de nombreux domaines.

20 L'École des jardiniers

Née au sein d'une AMAP de Reims, l'École des jardiniers a pour but de permettre à chacun-e d'apprendre à faire son jardin... Outre des stages de formation, sa principale activité consiste à produire des légumes dans un cadre social.

■ CHRONIQUES

25 Bonnes nouvelles de la Terre :

La ferme où les handicapés mentaux se font paysans

29 Catastrophe de Fukushima :

Façons de parler

30 L'écologie, c'est la santé : Perturbateurs endocriniens : la Commission Européenne soutient les industriels

31 100 dates féministes pour aujourd'hui :

Chiffons rouges

32 En direct de nos colonies :

Encore un sommet Afrique France !

34 Nucléaire ça boum ! :

Un Traité d'interdiction des armes nucléaires en 2017

■ ARTICLES

36 Résistances créatives face à la violence en Turquie, Iran et Syrie

De la Turquie à l'Iran, de la Syrie à la France, des résistances créatives naissent et se construisent malgré des niveaux de répression et de violence élevés. Pinar Selek, activiste et sociologue, a invité lors d'une table-ronde des acteurs et des actrices engagé-es à venir confronter leurs analyses et leurs témoignages.

40 Le capitalisme rattraperait-il aussi les réseaux d'approvisionnement alimentaire ?

Les circuits courts de proximité sont à la mode. De plus en plus d'AMAP et de groupements d'achats, créent des réseaux d'approvisionnements alimentaires un peu partout en zone urbaine ou rurale. Les créateurs et les créatrices de cet élan resteront-ils / elles acteurs et actrices de leurs choix ?

42 Cachez ces thyroïdes que je ne saurais voir !

Le Levothyrox, hormone de substitution de la thyroïde, est devenu le médicament sur ordonnance le plus vendu en France. Mais officiellement, cette hausse faramineuse n'a rien à voir avec les accidents nucléaires. Un avis que ne partage pas la CRIIRAD, laboratoire indépendant sur la radioactivité. Entretien avec son président.

44 "Accueillir des réfugiés- renforce notre société"

Accueillir des personnes migrantes, demandeuses d'asile ou réfugiées, est à la portée de tout le monde, sans besoin d'être expert-es en la matière. L'association Singa met en lien des Français-es et des migrant-es autour de centres d'intérêt ou de métiers partagés, ou encore d'activités artistiques et sportives. Et ça marche !

47 Uberisation : la fin du salariat ?

Ian Dufour, inspecteur du travail dans le Rhône et secrétaire national du syndicat des inspecteurs du travail SNTFFP-CGT, nous aide à décrypter le phénomène d'ubérisation et sa place dans l'économie actuelle.

56 Dessins-témoins d'une journaliste kurde emprisonnée

Zehra Dogan est une femme, kurde, journaliste, travaillant au sein de l'agence de presse Jinha, agence 100% féminine, féministe et progressiste. Elle a été emprisonnée au cours de l'été 2016, accusée d'appartenir à une organisation illégale. Du fond de sa cellule, elle continue à faire son métier en dessinant.

■ BRÈVES

22 Alternatives en Champagne-Ardenne • 23 Alternatives
26 Climat • 26 OGM • 27 Environnement • 28 Énergies
28 Société • 29 Nucléaire • 30 Santé • 31 Femmes,
hommes, etc. • 32 Politique • 32 Nord/Sud • 33 Politique
34 Paix • 35 Agenda • 35 Annonces • 49 Courrier
50 Courrier • 51 Livres • 54 Quoi de neuf ?

Prochain dossier :
**Travailler moins,
et si on essayait ?**



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 30 novembre 2016.

Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 1^{er} trimestre 2017 - Tirage : 4550 ex. - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Monique Douillet, Nadège Tromeur - Directrice de publication : Monique Douillet - Comité de rédaction : Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Lasserpe, Luko - Correcteurs : Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Emmanuelle Pingault - Photographes : Mouhamad Abo.Kasem, Eleanor Beardsley, Bruno Chareyron / Criirad, Marie Clem's, Guillaume de Crop, Xavier Deleau, Enercoop Ardennes, Gauthier Gomes-Leal, Franck Laharrague, Robin Letellier, J.-S. Moisan, P. Rappeneau, Syria Solidarity UK, Dirk Walter - Et pour ce n° : Isabelle Cambourakis, Philippe Cazal, Chloé Cosson, Manon Deniau, Dominique Lalanne, Hermine Rosset, A. Strid, Yanis Thomas, François Veillerette - Couverture : U.S. Agency for International Development - Internet : Damien Bouveret, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

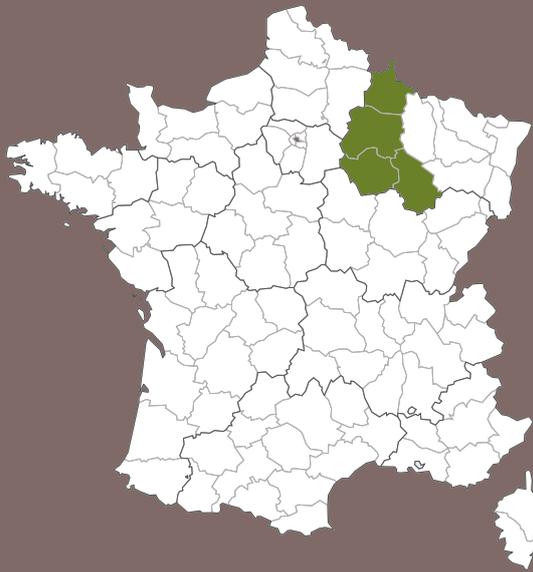
Association Silence

9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et
jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Dépositaires,
stands et gestion : Olivier Chamarande :
mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Rédac-
tion : Guillaume Gamblin et Michel Bernard :
lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre,
Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur – Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39,
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB



ÉDITORIAL

Champagne ? Pas pour tout le monde...

Même si la région de Reims et la zone de culture du champagne font de la résistance, la population de la région est en baisse démographique depuis 1982 (1). Le plus spectaculaire est la Haute-Marne (-15 % depuis 1968). Les autochtones partent vers d'autres régions (notamment l'Île-de-France) et à l'inverse peu de gens viennent s'installer dans cette région.

Et pourtant dans la mouvance "alternative", on constate qu'il y a des installations ou des retours. C'est même la première fois que l'on rencontre lors d'un reportage régional autant de personnes natives d'une région, qui en sont parties et qui y sont revenues.

Cette faible pression démographique (52 habitant-es au km²... avec des zones "ultra-rurale" à moins de 5 habitant-es au km²) fait que le gouvernement en profite pour y placer ses pires installations : centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine à l'ouest, futur centre d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure à l'est, à la frontière avec la Lorraine, avec entre les deux, plusieurs sites d'entrepôts de déchets radioactifs autour de Soulaing, centrale nucléaire de Chooz, au nord, à la frontière belge.

Plutôt que de laisser installer nos déjections nucléaires, cette région aurait tout intérêt au contraire à favoriser l'implantation d'initiatives en lien avec les grands espaces disponibles. Un message qui pour le moment ne semble pas audible au niveau de trop d'élus, dont le seul horizon serait une hypothétique manne touristique.

Michel Bernard

(1) L'INSEE estime que le déficit démographique de la région atteindra 5,5 % de la population entre 2005 et 2030. C'est la plus forte baisse en France devant la Lorraine, région voisine.



Le portail du Centre culturel et restaurant, p. 5



Dans la serre de Xavier Deleau..., p. 18



L'école des jardiniers, p. 20



Marie Clements

▲ Aux oiseaux de passage, le dimanche matin, on se régale avec un brunch.

Les oiseaux de passage

Réunir les activités d'un restaurant et d'un centre culturel, le premier finançant le second, c'est le pari réussi de Fanny et Jill à Troyes.

CELA NE SE FAIT GUÈRE DE PARTIR EN reportage le dimanche... mais là, nous avons vu que c'était le jour du brunch. Alors nous nous sommes invités à table. Autour de nous, c'est l'effervescence, surtout des jeunes parents avec des enfants. Un vaste buffet accueille quelques plats chauds, des toasts divers, des légumes crus et cuits, des desserts, le tout savamment parfumé par des épices... Le choix est d'autant plus vaste qu'à chaque assiette vidée, une autre la remplace avec de nouvelles découvertes. C'est absolument délicieux ! Autour, les enfants papillonnent entre nourriture et jeux qu'ils et elles vont chercher librement dans une vaste bibliothèque située en fond du restaurant. Beaucoup de familles s'attardent. C'est très cocooning...

LA RESTAURATION COMME LIEU DE PARTAGE

Jill est originaire de Troyes. Elle a fait une licence d'arts plastiques à Paris puis a arrêté les études, préférant voyager. Pour financer son itinérance, elle a commencé à travailler dans des restaurants. A Berlin, en 2009, elle découvre un art moins élitiste, une vie plus consacrée à la famille et aux amis, moins au travail... et la pratique des prix libres dans un certain nombre de structures alternatives. Jill parcourt ensuite les pays de l'Est de l'Europe, où elle est choquée par les importantes discriminations. Elle en part avec l'idée de participer à

des activités où l'on accueille tout le monde. Lors d'un bref voyage à New York, elle est éblouie par la culture, mais dégoûtée par les écarts entre riches et pauvres, comme ce qu'elle a déjà vécu à Paris.

Jill revient finalement à Troyes en 2013 et lance un projet de restauration avec l'idée d'impliquer le voisinage. Elle trouve un local en plein centre touristique. Tout de suite, elle propose l'endroit à des parents, des artistes et des associations. Elle instaure une fois par semaine, une cantine à prix libre afin de s'ouvrir à ceux et celles qui n'ont pas les moyens d'aller au restaurant.

Fanny travaillait dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Début 2015, Jill et Fanny se retrouvent à parler de leurs idéaux et décident de s'associer. Fanny intègre *les Oiseaux de passage* et développe des ateliers pour enfants et les diners spectacle. Le restaurant du centre ville devient vite trop petit. Avec trois autres amis, elles décident d'acheter une maison qui puisse à la fois accueillir leurs logements, le restaurant et l'association qui régira l'aspect socio-culturel du lieu.

NOUVELLE ADRESSE ET ÉLARGISSEMENT DES POSSIBILITÉS

Elles trouvent une maison de maître en vente, à la limite d'un quartier populaire, sur les bords de la Seine, un peu excentrée, avec un grand jardin clôturé. Ils et elles se regroupent à cinq dans une société civile



▲ Le restaurant-espace culturel se trouve au rez-de-chaussée de cette maison.

■ Aux oiseaux de passage,
24, mail des Charmilles,
10000 Troyes,
tél : 06 87 11 57 75,
www.auxoiseauxdepassage.com

immobilière (SCI) pour acheter la propriété. Le collectif dispose de 30 % du capital nécessaire (420 000 euros). La Banque populaire leur accorde un prêt, au regard des bons résultats financiers du premier restaurant. Le rez-de-chaussée et le jardin servent aux activités de restauration, les étages deviennent des appartements. Pour mettre le rez-de-chaussée aux normes, il faut encore investir 70 000 euros... dont une bonne part pour l'accessibilité aux handicapés. Près d'une centaine de personnes sont venues aider et/ou ont fait des dons de matériel.

Le premier restaurant était une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) au nom de Jill. Le deuxième ouvre sous forme de société par actions simplifiées (SAS), avec le projet de devenir ensuite une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) (1). L'association *Kalatou* anime les lieux, loue les locaux à la SCI et peut elle-même sous-louer pour d'autres activités.

A une époque où les lieux culturels disparaissent faute de subventions, la grande idée est qu'ici la restauration permet dans un premier temps de rembourser le prêt bancaire, puis dans un deuxième temps d'aider aux activités culturelles.

Le nouvel emplacement ouvre début 2016. Il a tout de suite sa clientèle, celle-ci ayant suivi le mouvement dans sa grande majorité. Au brunch, c'est majoritairement une clientèle familiale, avec pas mal d'enfants. En semaine, c'est un mélange de personnes âgées et de personnes travaillant à proximité.

En dehors des périodes de restauration, la salle principale sert déjà pour des cours de yoga, des cours périscolaires donnés par des retraités... Des spectacles se tiennent en soirée (repas plus spectacle à 25 €), une estrade constitue une jolie scène au fond du restaurant.

L'association et ses adhérents vont mettre en place des ateliers "do-it yourself" (apprendre à

faire soi-même), le jardin va accueillir un potager avec cours de jardinage, bourse de graines...

Trois personnes se relaient aux cuisines (Marco, Minouche et Khadi) à raison de deux par service. Le choix de la nourriture est le compromis de différents désirs : favoriser les producteurs locaux, introduire progressivement des aliments bio, proposer des plats végétariens à chaque repas (voire sans lactose ou sans gluten, à la demande) et garder un prix raisonnable pour s'ouvrir au maximum de personnes (2).

Les deux associées gèrent le restaurant de manière à privilégier l'humain et les valeurs qu'elles défendent tout en étant vigilantes sur l'aspect comptable et la gestion de l'entreprise. Jill déplore le manque de réalisme de certaines associations qui contribue à les mettre en difficulté alors que leurs projets sont pourtant très intéressants. Elle regrette aussi l'abus de normes qui augmentent sans cesse les coûts (3).

S'OUVRIER (LOCALEMENT) AU MONDE ?

Le projet a été présenté largement dans de nombreuses associations et les centres sociaux du nouveau quartier. L'association *Kalatou* va remettre en place la cantine à prix libre et offrira des soirées animées autour de débats, musique, jam session... Le statut associatif est un bon moyen pour permettre à des bénévoles de proposer des ateliers ou d'apporter leur aide.

Michel Bernard ■

(1) Ce projet de passage en SCIC est aujourd'hui en voie d'abandon du fait d'un certain nombre de difficultés de mise en œuvre.

(2) A midi, deux formules à 10 et 13 euros. En soirée, une formule tapas avec plancha végétarienne ou non. Enfin, le dimanche midi, brunch.

(3) L'exemple le plus frappant concerne l'entrée du restaurant. Celle-ci donne sur un petit perron qui domine le jardin de quelques marches. Comme le perron n'a pas la profondeur nécessaire pour manœuvrer avec une chaise roulante, il a fallu refaire l'escalier en augmentant la largeur du perron... qui reste inaccessible aux chaises roulantes, à cause des marches !



Enercoop Ardennes

▲ Installation d'une des trois éoliennes citoyennes des Ailes des Crêtes.

Enercoop au sein d'un territoire en transition

Dans les Ardennes, les collectivités ont engagé une réflexion sur la gestion des énergies renouvelables, les économies d'énergie et l'après-pétrole. Des démarches engagées avec *Enercoop*, distributeur d'électricité et promoteur des économies d'énergie.

LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES Crêtes préardennaises, au sud de Charleville-Mézières, a à cœur de développer une démarche participative réelle. Elle a, à proximité, les exemples des coopératives belges et, au niveau national, le comité de liaison des énergies renouvelables (1) qui fait la promotion des compagnies électriques municipales allemandes.

A la fin des années 1990, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (2) met en place, avec les collectivités, les espaces Info-énergie. L'Agence locale de l'énergie (ALE) de Charleville-Mézières a vu le jour à ce moment là. Elle a principalement un rôle de conseil.

Vers 2002-2003, quand arrivent des développeurs éoliens qui cherchent à s'implanter — avec le plus souvent comme seul critère de gagner de l'argent —, un débat s'engage entre l'ALE et les collectivités à propos de la maîtrise des ressources locales, du fait que le vent est un bien commun et que les collectivités ont leur mot à dire dans la gestion de cette ressource.

DES COLLECTIVITÉS POUR UNE DÉMARCHÉ GLOBALE

Enercoop Champagne-Ardenne voit le jour en 2004, avec comme but initial d'assurer la distribution de l'électricité fournie par des producteurs exploitant des énergies renouvelables. C'est la première initiative en France. Un an après naît *Enercoop* sur le plan national.

Pour que les collectivités y trouvent leur place, l'idée est de créer une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) qui assure la production. Les SCIC, nées en 2001, ont une grande souplesse : elles permettent de s'ouvrir à différents collègues, dont les collectivités : cela permet d'encadrer l'usage des bénéficiaires (contrairement à ce qui se passe dans les sociétés), selon le principe coopératif qui veut qu'une personne égale une voix. La *SCIC Energie* voit le jour en 2009. Elle a adopté comme principe de départ de reprendre la démarche *négaWatt* : un tiers des investissements vise la production à partir de sources renouvelables, un tiers est consacré aux moyens de faire des économies d'énergie, un tiers vise à améliorer l'efficacité énergétique (3).

A l'usage, ce sont les économies d'énergie qui se sont développées le plus rapidement : elles correspondent maintenant aux trois quarts de l'activité. Il y a beaucoup d'accompagnement pour le développement de chaufferies municipales au bois.

La communauté de communes s'avérant trop restreinte, la *SCIC Energie* s'est étendue à tout le département. Il y a de la demande pour s'étendre à la région, mais les Ardennes sont trop excentrées pour penser raisonnablement couvrir l'ensemble. Elle commence alors à intervenir dans le nord de la Lorraine, par manque d'autres initiatives.

(1) Comité de liaison des énergies renouvelables, 2 bis rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 55 86 80 00, www.cler.org

(2) Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, agence gouvernementale, www.ademe.fr

(3) Association *négaWatt*, boîte postale 16280, Alixan, 26958 Valence Cedex 9, tél : 06 64 52 63 42, www.negawatt.org

► **Les Ardennes misent sur l'éolien**
Avec plus de 300 MW installés, les Ardennes produisent déjà plus de 25% de leur consommation électrique, dépassant les objectifs fixés au niveau national. Mais l'électricité n'est pas tout, et la question du remplacement du pétrole est encore à expérimenter.



Marie Clem's



Marie Clem's

QUEL DÉVELOPPEMENT POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ?

De même que la SCIC s'est développée du local vers le régional, il a été décidé que le développement des énergies renouvelables devait partir de ceux et celles qui sont déjà là, donc les agricultrices chez qui on va installer différentes structures ou utiliser le bois. Ils et elles sont des prestataires : coupes de bois, broyage, séchage...

La SCIC a un fonctionnement ouvert où il faut prendre le temps de bien se comprendre. Lors d'une ou deux réunions annuelles, agricultrices et élu-es viennent partager leurs questionnements et résoudre ensemble les problèmes.

Lorsqu'il s'agit d'investir, la loi Hamon permet aux collectivités de détenir jusqu'à 50% du capital. La SCIC a donc dû faire des montages financiers pour que les collectivités, les agriculteur-trices et les industriel-les s'y retrouvent.

En 2010, la communauté de communes des Crêtes préardennaises a ainsi fait le projet de

restaurer le toit de l'église de Renneville avec des panneaux photovoltaïques. L'église étant classée, il fallait que cela soit bien intégré dans la toiture. L'architecte des bâtiments de France a imposé des panneaux noirs mats. Les banquiers n'ont pas suivi et il a fallu trouver une solution d'auto-financement pour un budget de 225 000 euros. Un appel a été lancé à la population et, en trois semaines, la somme a été collectée. Alors que les banques auraient prêté à 4%, l'emprunt public a été lancé à 2,5% sur 1 à 12 ans. Il a été choisi d'utiliser des panneaux construits en Europe, même s'ils étaient un peu plus chers.

DES ÉOLIENNES CITOYENNES

En 2015, la SCIC a lancé un projet d'installation d'éoliennes. Elle a choisi de limiter la hauteur des pales à 100 m, ce qui correspond à des éoliennes de 0,8 MW (4). Le prix de revient de l'électricité a été estimé à 72 euros le MWh. EDF a l'obligation d'acheter le courant éolien à 82 euros le MWh et bénéficie, pour payer la différence avec le prix du marché, des apports de la contribution aux services publics de l'électricité (CSPE), taxe prélevée sur les factures. *Enercoop*, qui voulait acheter cette électricité, ne bénéficiait pas de cette taxe et ne pouvait donc proposer un prix d'achat aussi élevé, se limitant à une offre d'environ 60 euros le MWh (5). Pour équilibrer les comptes, il a été décidé de faire deux contrats : deux éoliennes vendent leur électricité à EDF (donc avec 10 euros le MWh de marge), et la troisième la vend à *Enercoop* (avec 12 euros le MWh de perte). La combinaison des deux formules doit permettre de rester légèrement bénéficiaire.

Le budget est conséquent. Bernard Delville, militant belge, est venu expliquer à *Enercoop* la procédure qu'il a suivie à Arguillon, en Belgique : mettre l'une des trois éoliennes au nom de mineur-es. Le principe est le suivant : les parents

Des structures interdépendantes

L'Agence locale de l'énergie, la SCIC Energie et *Enercoop* occupent les mêmes locaux. Tout le monde travaille à temps partiel, souvent dans deux des trois structures. Globalement, cela concerne huit personnes pour cinq équivalents temps plein.

Selon les moments et les besoins, les postes glissent de l'une à l'autre des structures.

Il y a eu des discussions sur la grille de salaire : personne ne se trouve sous le seuil de pauvreté (1240 euros net pour 35 h), et le ratio maximum a été fixé à 2,5. Les salaires varient ensuite selon le temps de travail et l'ancienneté.

(4) Donc plus petites que celles développées actuellement : entre 2 et 5 MW, ce qui est un handicap pour le coût de production.

(5) La situation a changé le 29 septembre 2016 : *Enercoop* est devenu le premier opérateur à obtenir l'agrément nécessaire pour bénéficier des mêmes financements que EDF.



Enercoop Ardennes

▲ Pale d'une des éoliennes en cours de montage

ou grands-parents achètent des parts au nom de leurs enfants ou petits-enfants et ceux-ci, à leur majorité, deviennent les propriétaires des parts. C'est un moyen de transmettre un capital.

Selon Christelle Sauvage, d'*Enercoop*, que nous avons rencontrée, cette solution séduisante a été extrêmement difficile à mettre en place juridiquement. Les mineur-es ne pouvant pas toucher de rémunérations, les bénéficiaires de leur éolienne doivent être réinvestis dans l'animation pédagogique et dans des rencontres des enfants.

Les enfants sont représentés par leurs tuteurs au sein d'un collège de la SCIC. Ils récupèrent leurs droits à la majorité et peuvent alors revendre leurs parts... sous contrôle de la SCIC.

Enercoop a collecté des parts de particulier à hauteur de 100 euros avec un taux de rémunération modeste de 1,18 % (on investit pour le projet, pas pour gagner de l'argent). Il était aussi possible d'entrer dans le capital directement (avec des parts à 5000 euros). 550 personnes ont souscrit (70 % étant des habitants du département). Ces parts ont permis de collecter 1,8 million d'euros, soit un tiers du budget. Le reste provient des collectivités, qui ont souscrit à hauteur de 300 000 euros, et d'un emprunt bancaire à la Caisse d'épargne pour 1,7 million d'euros. Budget total : 3,8 millions d'euros.

ECONOMISER L'ÉNERGIE

Le fonds d'investissement *Energie partagée* (6) collecte de l'argent au niveau national pour financer des projets dans le sens d'une évolution négaWatt... mais, concrètement, la majorité de ces fonds finance de la production d'électricité (éolienne, photovoltaïque). Cela interroge sur la démarche à adopter pour promouvoir la baisse des consommations.

La *SCIC Energie* a engagé une réflexion sur le couplage possible, en cas de réfection de toitures,

Une réflexion plus globale

La réflexion engagée au niveau de la communauté de communes élargit la problématique et débouche sur plusieurs projets : outre la *SCIC Energie* pour la production d'électricité, elle a soutenu la création d'une *SCIC Alimentation* pour la mise en place de circuits courts alimentaires, d'une *SCIC Habitation* pour valoriser la construction saine. Comme ces SCIC ont un rôle d'interface entre les collectivités et les producteurs, la mise en place d'une *Société coopérative de production Bois* est par ailleurs soutenue pour produire du bois de construction, ainsi qu'un groupement d'intérêt économique (GIE), *Chanvre des crêtes*, pour développer la culture du chanvre. Tout ne va pas bien fonctionner : si le GIE s'est développé, ainsi que la *SCIC Energie*, la *SCIC Alimentation* n'a pas réussi à se mettre en place et la *SCOP Bois* a cessé ses activités.

de la pose de panneaux solaires et d'une isolation préfabriquée : l'idée serait de mettre 40 cm d'ouate de cellulose sous chaque panneau. *Enercoop* achèterait alors le courant produit par les panneaux, ce qui ferait baisser le prix de l'isolation.

La communauté de communes des Crêtes préardennaises a aussi engagé une réflexion sur l'après-pétrole. Comment, en milieu rural, se déplacer sans recourir à des carburants en voie d'épuisement ? Des études sont engagées pour la production de biogaz agricole, les possibilités de favoriser le covoiturage... Actuellement, il existe des expériences de méthanisation à la ferme, et cela sert déjà à faire fonctionner des tracteurs et d'autres engins agricoles. Le bilan est meilleur que le recours aux appareils électriques (au rendement très faible), et cette méthode permet surtout d'alimenter les véhicules existants (en remplacement du diesel).

Même si le département des Ardennes est peu peuplé, son niveau de réflexion sur la transition énergétique présente une certaine avance.

M. B. ■

■ **Enercoop Ardennes-Champagne**, 17, rue Iréné-Carré, 08000 Charleville-Mézières, tél : 03 24 32 12 29, www.enercoop-ardennes-champagne.fr

■ **Les Ailes des crêtes**, éoliennes installées à Chagny, Bouvellemont, ingrid.julien@aillesdescretes.com, tél : 06 30 58 52 43 ou 03 24 32 12 29

(6) *Energie partagée*, 16-18, quai de Loire, 75019 Paris, tél : 01 80 18 92 21, <http://energie-partagee.org>



▲ La boutique auto-construite

Marie Clem's

Vivre sur une petite surface avec une herberie

Vivre de manière simple, en cohérence avec ses idées : Sophie Creton et Xavier Decloux ont développé chacun leur activité. Sophie Creton exerce ses talents sur l'émail. Xavier Decloux produit et cueille des plantes aromatiques qu'il vend directement chez lui et sur les marchés locaux, le tout sur seulement un hectare.

EN 2009, XAVIER DECLOUX ET SOPHIE Creton achètent une prairie de un hectare. Un tiers de la surface est défriché pour y construire une petite maison et y planter des plantes aromatiques. Le reste du terrain sert, dans un premier temps, à accueillir des ânes pour des balades. Depuis, ils ont été cédés au centre nature voisin, et la seule activité touristique qui reste est un tipi chambre d'hôte. Les ânes nécessitent des soins quotidiens et empêchent de partir en vacances. Ils ont été remplacés par des poules, plus faciles à confier à des amis quand on veut faire

une pause. La prairie est fauchée un an sur deux, pour l'entretenir. C'est une réserve de plantes sauvages, tout comme la forêt environnante.

La maison, comme la boutique, a été autoconstruite. Les fondations ont été réalisées avec les pierres trouvées lors du défrichage. L'ossature bois est constituée de troncs débités localement. La paille de remplissage provient des champs voisins. Un poêle de masse assure le chauffage et complète le séchage des plantes. Des panneaux photovoltaïques offrent une puissance de 65 W en basse tension 12 volts, ce qui assure l'éclairage, la diffusion musicale et le fonctionnement de l'ordinateur. Un convertisseur 220 volts assure un complément de 200 W pour quelques appareils électroménagers.

Le futur parc national

Le parc national des feuillus de plaine, sera à cheval sur la Champagne et la Bourgogne. Il protégera l'une des plus vastes forêts de feuillus en France. Il se situe sur la ligne de partage des eaux qui alimentent la Méditerranée (Saône), la mer du Nord (Marne) et la Manche (Seine). Il devrait voir le jour en 2017, avec, en son centre, 3000 ha de réserve intégrale. Cette réserve se fait sans aucune expulsion. Elle ne sera ouverte qu'aux scientifiques dans le cadre d'une étude à long terme sur le changement climatique.

Le parc se heurte pour le moment à des groupes de chasseurs, non pas locaux mais extérieurs, qui ont acheté des droits de chasse dans la région.

UN JARDIN DE PLANTES AROMATIQUES

Le terrain, très drainant, est constitué d'un sol calcaire sur du sable argileux. Exposé à l'ouest, il bénéficie de plusieurs sources d'eau (nous sommes au bord du plateau de Langres, à l'extrême sud de la région). Le sol et l'orientation permettent de cultiver de nombreuses plantes méditerranéennes, alors que l'on se trouve à la limite nord.

Dans le jardin, aménagé en petites terrasses, sont cultivées 40 espèces, la plupart vivaces (qui durent



Marie Clem's



Marie Clem's

▲ Mare aménagée sur la prairie, Xavier Decloux nous faisant visiter son jardin.

La prairie du possible

Le 28 juin 2014, le festival "La Prairie du possible" a réuni sur le terrain 40 exposant-es (20 associations et 20 productrices) provenant tou-tes du périmètre du futur parc national. Il était prévu que l'événement soit itinérant, avec une organisation horizontale. Sophie s'est beaucoup investie dans l'organisation mais malheureusement, il n'a pas encore eu de suite : la rotation n'a pas fonctionné.

Dans le jardin

Quelques-unes des plantes cultivées :

- La **sauge** peut être utilisée dans les eaux de cuisson, les bouquets garnis, comme compresse (en désinfectant) ou en encens. Ce pro-œstrogène régule les règles et aide à la ménopause.
- L'**Agastache mexicana** a une odeur de menthe. Elle est utilisée dans les infusions, les desserts et les salades de fruits.
- La **rue** est une plante abortive, comme l'absinthe.
- L'**ysope** peut servir dans les infusions pulmonaires.
- La **monarde** est une plante d'Amérique du Nord qui sert dans les thés rouges.
- Le **houblon** est utilisé par les brasseries locales pour la bière. C'est un somnifère.
- La **mélisse**, ou **citronnelle**, est un digestif et un somnifère.

plusieurs années). A l'origine, il s'agissait de plantes échangées avec d'autres jardins, notamment lors de la foire aux plantes de Bezouotte, près de Dijon, où l'on compte une centaine d'exposant-es.

Le jardin est enrichi par du fumier d'alpaga fourni par une amie éleveuse du voisinage (1). Les plantes se développent le plus naturellement possible. Le désherbage se fait à la main et les cultures sont organisées pour densifier le jardin et renouveler les plantes. Pour les visiteu-ses, un petit parcours fléché explique la démarche.

Xavier récolte environ 200 kg de plantes à l'année, qu'il complète par des cueillettes de plantes sauvages dans les prairies et les forêts des environs. Cela lui permet d'obtenir, après séchage, 20 kg de plantes sèches et de produire un millier de sachets à l'année.

Le séchage se fait dans la boutique ; sur des claies recouvertes de papier de soie.

Au départ, Xavier a bénéficié du revenu de solidarité active (RSA). En 2015, son activité lui a permis de dégager un demi-smic. Il est en train d'agrandir la boutique pour disposer de plus de séchoirs et vise, à terme, un doublement de son activité. Le séchage est entièrement naturel.

Xavier ne pratique pas d'extraction comme pour les huiles essentielles. Selon lui, ces méthodes "très à la mode sont consommatrices d'énergie, nécessitent un plus haut niveau de technologie... et ne sont pas utiles".

Avec le séchage et les infusions, dit-il, "j'ai l'impression de faire ce que l'on faisait depuis des siècles". L'écologie n'est pas une chose nouvelle ! La permaculture ou l'agroécologie sont, pour lui, "des mots nouveaux pour faire comme avant". Ce qui l'intéresse, c'est d'avoir le moins possible recours à des technologies qu'ils ne maîtrisent pas, d'adopter une démarche de simplification.

Le terrain a été payé comptant, la maison réalisée sans aucun crédit. Il n'y a pas d'électricité ou d'eau à payer... donc on peut y vivre avec peu de recettes. Sophie, qui fait de l'artisanat d'art dans la commune — des plaques émaillées — a des revenus fluctuants. Selon les conditions, ils recourent encore parfois au RSA.

PARTAGE DES SAVOIRS ET SAVOIR-FAIRE

Xavier complète son activité par des visites sur le terrain. Il fait de la "lecture de paysages"

■ **Herberie de la Tille**, Xavier Decloux, rue des Quatre-Noyers, 52160 Villemervy, tél : 06 80 38 93 51, herberiedelatile.fr

■ **Emaillerie Sophie Creton**, tél : 06 23 32 24 94, <https://sophiecreton.wordpress.com>

(1) Les alpagas d'Orival, Lamargelle-aux-Bois, tél : 06 75 03 57 36, lesalpagasdorival.com



▲ *Claies de séchage*

pour enseigner comment repérer les sites favorables à telle ou telle plante sauvage. Il explique aussi, dans ces "lectures", comment prendre en compte les possibles pollutions de l'eau, éviter les champs pollués d'herbicides. Il montre que la diversité des plantes est maximale aux frontières : rives de ruisseaux, bords de forêts... "La diversité est dans les marges", ironise-t-il. Il organise des stages de formation en se faisant connaître sur les réseaux sociaux et via un site internet (2). Enfin, Xavier organise des conférences sur notre rapport avec les plantes. Il explique l'histoire de la réglementation sur l'usage des plantes : "Aujourd'hui, il y a encore 128 plantes libres ; toutes les autres sont encadrées par la loi." Il fait partie des mouvements qui revendiquent le droit d'échanger librement des plantes.

Il utilise des simples pour vivre simplement (3).

M. B. ■

Un parcours atypique

Xavier Decloux est originaire de ce pays classé comme milieu ultra-rural avec seulement 4 habitant-es au km² et une population en baisse. Après un lycée agricole, il est parti en voyage (Pologne, Inde, Madagascar, Roumanie) avec une première vie d'artiste-peintre. Il cherchait particulièrement le contact avec la nature. Son observation l'a conduit à étudier de plus en plus les plantes. Il a alors bénéficié de l'enseignement d'un ami botaniste et d'une vieille cueilleuse. Il a complété avec la lecture de livres. Ensuite, pour être dans le concret et par souci de vivre simplement, il s'est lancé dans les techniques d'autoconstruction. Après avoir habité en Provence puis à Toulouse, il est revenu dans ses paysages d'enfance pour y créer une activité en cohérence avec ses idées. Il n'est pas le seul : de nombreux autres natifs de la région reviennent ainsi pour se lancer dans des micro-initiatives.

(2) Pour disposer d'internet, il doit se rendre au village, à un kilomètre, chez une personne connectée.

(3) Les "simples" sont un autre nom pour les plantes médicinales.

Les Bures haleurs

En décembre 2012, Achille, musicien en Lorraine, 56 ans, Piot Pépère, chanteur, 50 ans et David, guitariste, 30 ans, tous les trois militants antinucléaires de longue date, se retrouvent sur la même scène musicale en Haute-Marne, lors d'une série de débats autour de l'enfouissement des déchets à Bure. Ils décident de monter un groupe pour soutenir différentes causes.

Chaque année, ils participent au "halage du débat", promenade cycliste itinérante, généralement autour du site de Bure. Avec le temps, ils ont aussi rejoint des initiatives autour de Notre-Dame-des-Landes et, durant l'été 2016, leur "vélorution

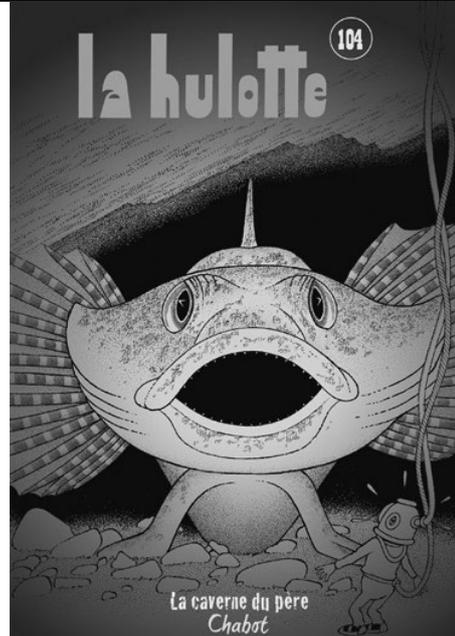
déjantée" s'est déroulée entre Bure et Valduc (Côte-d'Or), où ils sont arrivés le 6 août 2006 pour le début du jeûne contre l'armement atomique.

David et sa compagne Manon vivent à l'année dans le sud de la Haute-Marne, à une vingtaine de kilomètres du centre atomique de Valduc, où l'on entretient les armes nucléaires. Quand il ne chante pas, David est forgeron. Manon fait du massage. Avec quelques initiatives voisines, ils animent une toute petite revue de liaison dans le sud de la Haute-Marne, notamment avec Xavier et Sophie, de l'Herberie.

• *Manon et David, tél : 06 61 40 41 30*



▲ Le tout premier numéro...



▲ et le dernier numéro !

La Hulotte, un lien entre les enfants et la nature

Pierre Déom anime depuis 1972 la revue *La Hulotte*, dont chaque numéro est consacré à un animal ou une plante sauvage. Une réussite qui perdure depuis maintenant 45 ans.

PIERRE DÉOM NOUS REÇOIT DANS SON atelier de dessin. Très contemporain, le local donne, par de larges baies vitrées, sur un paysage rural reposant. Nos yeux s'écarquillent lorsqu'il ouvre un grand placard à plans et qu'il en sort des originaux. Un travail au Rotring, un stylo qui permet de faire des traits toujours de la même épaisseur. Ceux-ci, d'une grande finesse, apportent à la revue une précision scientifique.

"INCITER LES ENFANTS À ENFILER LEURS BOTTES"

En 1969, plusieurs instituteurs des Ardennes réfléchissent à un projet d'éducation à la nature pour les enfants. Nous sommes dans les "Trente Glorieuses", et les projets d'aménagements dévastateurs se multiplient. Localement, on construit une centrale nucléaire à Chooz, à la frontière avec la Belgique. Les instituteurs créent une association de protection de la nature qui lance, en 1972, un bulletin de liaison. *La Hulotte des Ardennes* a pour but d'échanger des expériences, de présenter sous forme de fiches des actions de terrain possibles. Le bulletin, lancé avec l'aval de l'Académie, est diffusé en milieu scolaire. Pour Pierre Déom, le but

est "d'inciter les gamins à mettre leurs bottes et à sortir en pleine nature". Les fondateurs espéraient ainsi que dans les mille écoles, naissent une centaine de clubs de protection de la nature... Concrètement, seuls 25 clubs voient le jour dans le département mais le bulletin, lui, reçoit un bon accueil et atteint rapidement un millier d'abonnés.

Il est décidé qu'une espèce animale ou végétale soit présentée dans chaque numéro. Au fil des ans, le nombre des abonnés augmente, la diffusion s'élargit tandis que les structures évoluent : une fédération des clubs de protection de la nature voit le jour et une société est créée pour gérer la revue, alors que l'association locale de départ voit ses activités décliner au début des années 1980.

En 1981, un article de Marc Amboise-Rendu, dans *Le Monde*, fait connaître la revue au niveau national. Cela valut ensuite de nombreux articles dans des magazines et déclencha l'envol du nombre d'abonnés.

UNE REVUE DE PLUS EN PLUS PROFESSIONNELLE

Rapidement, Pierre Déom arrête son activité d'instituteur pour se consacrer entièrement à la revue, dont



Marie Clém's

le succès va croissant. N'étant plus payé par l'Éducation nationale, il déménage pour venir habiter au Centre d'initiation à la nature de Boulton-Bois, puis dans une autre maison du village.

Pour gérer les abonnements et les tâches administratives, deux secrétaires sont embauchées. La femme de Pierre, Christine, rejoint rapidement l'équipe. Une documentaliste est embauchée. Aujourd'hui, la revue compte plus de 150 000 abonné-es, et l'équipe comprend sept salarié-es, un nombre qui double pendant les quelques jours de l'expédition.

Pierre Déom n'a jamais appris à dessiner. Il a commencé à faire des dessins pour des raisons naturalistes au sein de l'association de départ. Puis il a progressé, d'année en année. Le succès de la revue s'explique par son talent de pédagogue et sa justesse sur le plan scientifique. Au fil du temps, la minutie du travail a été tellement développée que la revue, d'abord trimestrielle, est devenue semestrielle. Le numéro 100 a été publié en 2013.

Claire, la documentaliste, passe parfois un an à collecter les données d'un numéro. Du fait de la grande sensibilité envers la nature de pays comme l'Angleterre ou l'Allemagne, elle épluche les publications disponibles dans ces pays. Elle fait tout un travail de vérification des données, n'hésite pas à prendre contact avec des chercheurs pour des précisions, afin d'éviter des erreurs.

Ensuite, Pierre Déom conçoit le scénario du numéro à partir de cette masse d'informations — plusieurs gros classeurs par numéro ! —, relevant des anecdotes savoureuses, introduisant des scènes humoristiques, s'obligeant à utiliser un vocabulaire qu'un enfant de 12 ans peut comprendre... et ceci, sans dénaturer les connaissances scientifiques. Un travail d'une grande complexité. Comme il le dit lui-même, "si un martien devait réaliser un numéro pour présenter ce qu'est un humain, ce ne serait pas facile".

Il est souvent confronté à des observations divergentes, les animaux ayant aussi une personnalité, et il doit donc opter pour le comportement qui semble le plus classique. Il cite le cas d'un troupeau de chevreuils : ils sont tous différenciables.

Pierre Déom s'attelle alors à la réalisation des dessins, puis à la mise en page. Il réalise seul l'ensemble de la revue. Quitte à y passer toutes ses journées.

UN SEUL AUTEUR, AVEC TOUTE UNE ÉQUIPE

Le choix du thème de chaque numéro se fait en alternant les espèces connues et méconnues (reptiles, insectes, quelques plantes), mais avec une limite : il faut rassembler suffisamment d'études pour avoir un contenu abondant.

Par exemple, Pierre Déom voulait présenter la vie de la taupe. Mais il ne trouvait pas d'illustration où l'on voit l'animal vivre en souterrain. Il attendit dix ans... et puis, en Grande-Bretagne, une étude est sortie où, avec une caméra chirurgicale, une taupe avait été filmée dans ses tunnels. Le numéro a alors pu voir le jour.

Pendant que Pierre travaille sur un numéro, Claire, la documentaliste, est déjà tournée vers les numéros suivants... et les autres salariées, Frédérique, Aurélie, Sophie, Liliane, Christine et Nadine, s'occupent de la vente des numéros déjà parus : toute la collection est régulièrement réimprimée, et il se vend 100 000 anciens numéros par an. On compte des abonnés dans 70 pays : enfants, parents, grands-parents. La rédaction réfléchit actuellement à une traduction en anglais, mais elle se heurte à la difficulté de conserver l'humour d'une langue à l'autre.

Pour certains animaux comme l'araignée, Pierre Déom a fait ses propres observations. Il partait dans la campagne, en septembre et octobre, à l'aube, au moment où la rosée est



Eleanor Beardsley

▲ Pierre Déom

abondante, pour photographier les toiles avant que le soleil ne les rende invisibles. Une fois la toile photographiée, il repassait dans la journée pour identifier l'araignée sur place.

Pour certains numéros, il négocie l'achat de photos qu'il va ensuite interpréter sous forme de dessins. Sur ce plan, internet s'avère précieux pour découvrir les clichés des naturalistes du monde entier.

Pour les abonné-es, Claire tient une permanence téléphonique deux heures par jour, trois jours par semaine, afin de les conseiller au sujet des animaux sauvages (animaux trouvés blessés, oisillons tombés du nid...).

L'ÂGE DU CAPITAINE ?

L'âge est un avantage : aujourd'hui, à 67 ans, Pierre Déom bénéficie d'un réseau amical dans le milieu scientifique... Beaucoup de chercheur-ses sont des abonné-es qui ont découvert La Hulotte lorsqu'ils et elles étaient enfants. Certains numéros ont bénéficié directement de l'aide d'un spécialiste français. Mais il reste encore de grands manques dans la recherche hexagonale : alors que les Anglais ont une approche familière de la nature, Pierre Déom constate qu'en France, "il y a encore beaucoup de gens pour qui la nature est quelque chose de négatif, qu'il faut combattre".

Pierre Déom voit toutefois une évolution : la population est de plus en plus sensible à ces questions... alors que nos dirigeant-es politiques et économiques y sont toujours fermé-es.

Il rappelle que la biodiversité est en chute libre et se souvient que "dans les années 1970, lorsque vous preniez une voiture, au bout d'une centaine de kilomètres, il fallait nettoyer le pare-brise car il était recouvert d'insectes. Aujourd'hui, les pare-brises restent quasiment propres".

Il se souvient qu'il a entendu parler pour la première fois de l'écologie politique lors d'une

émission de Jean Carlier sur RTL en 1977. Il a toujours suivi avec intérêt les débats sur la place de l'écologie en politique, mais il ne comprend pas que cela ne prenne plus de place aujourd'hui. Il s'étonne aussi du manque de débats autour des structures comme EE-LV, par exemple sur les éoliennes — il n'est pas persuadé que les grandes éoliennes ne posent pas de problèmes de santé, ayant lu sur internet des études sur l'émission d'infrasons. Il aimerait que les écologistes soient plus dans le débat et parviennent aussi à contrer le discours dominant des industriels.

Pierre Déom n'envisage pas de prendre sa retraite ni de chercher un successeur. Chaque revue étant réalisée par lui seul, elle s'apparente plutôt à un livre et, lorsqu'un auteur de livre arrête, il n'a généralement pas de successeur. Financièrement, les comptes sont sains et, en cas d'interruption, la société a provisionné les sommes permettant de rembourser les abonnements.

Souhaitons bonne santé à ce brillant vulgarisateur qui nous fait rêver depuis plusieurs générations.

M. B. ■





▲ Intervention en chansons au service des soins palliatifs à l'hôpital de Troyes.

Quand médecins et malades chantent ensemble

Après dix ans d'interventions, la compagnie Solentiname vient de décider d'arrêter ses activités, conséquence de la baisse des aides publiques. Va-t-on abandonner ce travail remarquable ?

EN 2006, TROIS METTEURS EN SCÈNE DE LA région de Troyes décident de mettre en commun leur travail et choisissent le statut de coopérative. Gaëlle, amie de l'un d'entre eux, rejoint l'aventure pour assurer la partie administrative de la *SCOP Solentiname*. Un des metteurs en scène a beaucoup pratiqué le théâtre-forum (1). Ils désirent travailler en parallèle de leurs créations artistiques, dans le domaine de la santé et vont notamment s'investir dans le service des soins palliatifs de l'hôpital de Troyes. Outre le milieu hospitalier, ils interviennent aussi dans des collèges, lycées et foyers de jeunes travailleurs, autour de la question de la prévention dans le domaine de la santé.

LE THÉÂTRE POUR APPRENDRE À GÉRER SES ÉMOTIONS

Dès le début, le projet est soutenu par la région et par la Direction régionale des arts et de la culture (2). Pour disposer d'une partie d'auto-financement, les fondateurs développent des stages sur le travail du corps et de la voix pour les particuliers et les professionnels (enseignants, soignants, cadres, etc.) ce qui les entraîne aussi bien en région parisienne qu'à Lyon ou ailleurs.

La coopérative mène des actions avec les équipes de soins palliatifs pour apprendre à mieux vivre et exprimer leurs émotions.

Le théâtre-forum met en scène des situations vécues : un médecin joue le malade ou l'aide-soignant, par exemple. Cela permet d'étudier la façon dont on écoute l'autre alors que l'on est allongé-e. Des scènes se jouent aussi avec les malades, les familles. Souvent, il n'y a pas de scénario préalable : on commence à partir d'une question posée par les participant-es. Cela prend différentes formes : théâtre, mais aussi beaucoup de chants, de musique, de danse. Il y a des croisements avec d'autres actions du personnel comme de la relaxation, du massage...

"QUAND ON CHANTE, ON CHANTE !"

Ces interventions font sauter les barrières : "Quand on chante, on chante ! On n'est plus malade ou soignant. Cela brise la hiérarchie hospitalière."

Le chant semble être un moyen efficace de lutter contre les baisses de moral : "La voix reflète tout, au niveau des émotions." Deux artistes se relaient tous les vendredis... mais les chants sont repris aussi les autres jours de la semaine. Gaëlle raconte que parfois, quand ils arrivent, ils retrouvent "médecins et malades en train de chanter".

La réaction des patients diffère : certains commandent des chansons, d'autres ferment la porte de leur chambre, d'autres invitent leur famille le vendredi ou

(1) A partir d'une question du quotidien, cette forme de théâtre crée un spectacle dans lequel les spectateur-trices sont invité-es à intervenir pour proposer différentes évolutions possibles. Cela permet d'essayer des scénarios et de trouver une ou des solutions à la question de départ. Le théâtre-forum est très utilisé pour sortir des situations de violence.

(2) Service représentant le ministère de la Culture dans chaque région.



P. Roppeneveu

▲ *Wild West Women* est un western théâtral, en partenariat avec le Théâtre de l'Ecrou de Fribourg (Suisse), ayant pour sujet l'Amérique du 19^e siècle et s'inspirant des mouvements féministes et abolitionnistes.

font connaissance entre eux... "C'est un moment de vie et de joie, la vie continue même en soins palliatifs." Certaines familles demandent même des interventions au moment du décès.

Comme c'est éprouvant, les artistes changent régulièrement : un-e artiste fait deux vendredis de suite, à cheval avec deux autres. Un retour avec tout le groupe sert à raconter comment cela s'est passé et permet d'assurer la continuité, malgré le renouvellement des artistes. Un suivi est également assuré avec la psychologue du service.

Au fil du temps, la situation a évolué : le service de pédiatrie a demandé des interventions. Le collectif a proposé en 2012 d'utiliser un ancien bâtiment comme résidence d'artistes sur le principe "un-e artiste, un projet, un service". Ce projet est toujours en cours, mais peine à trouver des financements. Une liaison a été faite entre l'hôpital et la médiathèque de la ville pour ouvrir le travail artistique au plus grand nombre.

Un protocole précis est présenté à chaque nouvel-le artiste : l'artiste n'est pas un-e soignant-e (3), le travail se fait toujours en binôme avec une autre personne qui a déjà fait une intervention, les artistes sont tous des professionnel-les.

TRAVAILLER AVEC LES RÉFUGIÉ-ES

Récemment, de nombreu-ses réfugié-es (Europe de l'Est, Syrie) sont arrivé-es dans la ville et certain-es hospitalisé-es sont souvent très isolé-es par le barrage de la langue. Un guitariste syrien a rejoint la SCOP : cela a été une richesse supplémentaire pour chanter dans de nouvelles langues. Dans les binômes, il y a presque toujours un musicien, car la musique est compréhensible par tous, sans problème de langue. D'autres arts passent par-dessus les langues : magie, cirque...

Avec une bibliothèque et plusieurs associations, la SCOP a travaillé sur un projet d'alphabétisation intégrant la chanson et la poésie :

"Un texte en rime se retient mieux. Récité par un-e clown avec la gestuelle, il permet de mieux mémoriser les mots." Des spectacles ont été mis en place avec les réfugié-es pour qu'ils et elles racontent leur histoire : la mise en scène leur permet de mettre une distance avec des moments difficiles.

BLOCAGE FINANCIER

La fusion des régions et les élections régionales ont provoqué un brouillage des financements : les interlocuteurs dans le domaine de la culture et de la santé ont changé. Les restrictions sont aussi venues, du côté de l'Etat. A partir de 2014, l'argent a commencé à manquer.

Les aides pour la prévention ont fortement baissé et celles de la culture se sont effondrées. La Scop a également subi le décès d'un de ces pianistes, pilier des interventions à l'hôpital et des stages. La compagnie s'est alors rendu compte qu'à partir de mi-2016, elle serait déficitaire. Elle emploie 4,5 équivalents temps plein à l'année. Un plan de sauvegarde a été mis en place en juin 2016 et la liquidation prononcée en août 2016.

Le milieu culturel de Troyes souffre énormément car d'autres éléments s'ajoutent au manque de subventions : manque de liaisons ferroviaires avec la capitale, département pauvre et sinistré.

Du côté de l'hôpital, l'annonce de l'arrêt des interventions a été perçu comme catastrophique. La création d'une association est à l'étude pour reprendre les interventions, à condition de trouver de nouvelles méthodes de financement.

M. B. ■

■ Coopérative Solentiname, solentiname_scop@yahoo.fr

(3) Il ne s'agit donc pas d'art-thérapie.



▲ Plantations dans les serres, au printemps, pour se protéger de la pluie... et des limaces.

Marie Clem's

L'homme qui plantait des arbres

Xavier Deleau pourrait être seulement maraîcher bio. Trop simple ! Il est aussi un militant actif dans de nombreux domaines.

XAVIER DELEAU A TRAVAILLÉ COMME ouvrier agricole pendant une année dans une exploitation de maraîchage conventionnel. Il a pu mesurer la toxicité des produits utilisés et les inconvénients des grandes cultures. Licencié en 1991, il ne veut plus entendre parler de maraîchage. Alors qu'il aide un ami dans la région toulousaine, il a l'idée de demander une analyse de sol où s'était formé une mare suite à l'arrosage des plantes. Le résultat est effrayant. Cela l'amène à s'intéresser à l'agriculture biologique.

En 1995, il se lance comme épicier bio sur les marchés à Langres, Vesoul, Dijon, dans les foires locales et les petits villages. Il commence par les produits secs (huile locale, lentilles...) puis élargit sa gamme : d'abord du pain, puis des légumes frais provenant d'une ferme en biodynamie près de Troyes. Même en privilégiant le local, au fur et à mesure qu'il développe le nombre de produits, il doit faire de plus en plus de trajets.

Sa réflexion l'amène à penser qu'il pourrait produire une partie de ce qu'il vend. C'est le retour au maraîchage, mais cette fois, à sa façon.

Il découvre, sous les remparts Est de Langres, une ancienne exploitation horticole en vente, arrêtée depuis six ans, avec un hectare de terrain, quelques serres et une maison. Xavier Deleau s'associe avec une amie pour acheter le lieu en société civile immobilière (SCI). Ils partagent la maison, lui cultive les terrains.

UNE AGRICULTURE EN PAIX AVEC LA NATURE

La première année de culture donne de bons résultats, mais pas la seconde. Notre maraîcher comprend que la première année, il a "bénéficié" des restes d'engrais répandus dans le sol du temps de l'horticulture. Il essaie de tout labourer pour nettoyer le sol, mais cela perturbe fortement les équilibres et, après deux ans, il se contente d'aérer le sol avec des outils à dents.

Xavier Deleau travaille à développer un compost de bonne qualité (équilibre entre azote et carbone), qu'il intègre ensuite au sol. Le compost, contrairement aux engrais, s'intègre bien dans les activités microbiennes et libère l'azote progressivement. Le compost dynamise le sol alors que les engrais classiques tuent les micro-organismes, bloquent les réactions, polluent l'eau : "Les engrais et pesticides sont nés de la guerre et continuent à faire la guerre dans le domaine de l'agriculture."

Xavier Deleau se forme à différentes techniques : cultures associées, préparations fermentées (avec l'utilisation de protocoles qui utilisent des plantes que l'industrie essaie de faire interdire, par exemple le purin d'orties).

Dans cette région humide, les limaces prolifèrent. Que faire ? Les ramasser et les détruire ? Mission impossible. Il essaie de limiter l'arrosage en été et

Marie Clémis



▲ Xavier Deleau

constate que, s'il laisse les plantes monter en graines dans ces conditions, les plantes ressemées résistent de mieux en mieux à la sécheresse estivale, génération après génération. Il en arrive à faire les semis au printemps sous serre, puis à repiquer en pleine terre quand la saison pluvieuse se termine, en supprimant l'arrosage : toutes les plantes s'y sont faites, sauf les salades. Pour celles-ci, il les cultive au début du printemps, quand il y a encore beaucoup d'humidité, puis arrête à partir du mois de mai.

Sa recherche de diversité maximale l'amène à produire des dizaines de variétés de choux, carottes, courgettes, concombres, melons, courges, tomates, fraises, groseilles, raisin, ail... Il plante des arbres fruitiers : cerisiers, pruniers, pommiers, poiriers, noyers, noisetiers... et cultive entre les arbres. Il a fait de l'agroforesterie avant qu'on en parle ! Il a choisi des "hautes tiges", des arbres qui ne fructifient qu'au bout de cinq ans mais dont la durée de vie est beaucoup plus longue. Au début, il a acheté des plants provenant de l'Institut national de recherche agronomique (INRA), mais il a constaté que c'était un mauvais choix. Depuis, il achète ou échange des variétés anciennes, mieux adaptées aux sols locaux. Un arbre bien adapté développe un système racinaire profond qui ne gêne pas les cultures en surface. Xavier Deleau a déjà planté 200 arbres, jamais plus de deux de la même variété.

SE FORMER AU MARAÎCHAGE

Xavier Deleau accueille des adultes en stage dans le cadre du brevet professionnel de reconversion agricole (BPREA), mais il estime que c'est peu intéressant pour eux : les stages sont trop courts pour suivre le cycle complet d'une plante. Il constate qu'"il y a beaucoup de rêves autour du maraîchage et pas toujours la compréhension que c'est un métier extrêmement prenant". Xavier

Deleau ne s'accorde qu'une semaine de vacances par an, mi-octobre. Du dimanche au mercredi, il est dans ses cultures, le vendredi et le samedi, il est au marché le matin et assure la vente à la ferme le soir. Reste le jeudi pour préparer le marché. Il prend sur son temps de travail en début de semaine ou le dimanche pour ses activités militantes.

Il accueille également des collégiens de 15 ou 16 ans en échec scolaire pour deux à trois semaines, mais seulement pour leur faire retrouver un rythme de travail. Selon lui, la motivation est plus importante que la formation (1).

ACTIF SUR PLUSIEURS TERRAINS DE LUTTE

Il y a de nombreuses parenthèses dans son emploi du temps classique car il est très actif dans plusieurs secteurs. Xavier Deleau est administrateur du *Groupement des agriculteurs biologiques* au niveau départemental (GAB52) et de la *Fédération régionale de l'agriculture biologique* (FRAB). Il soutient la Confédération paysanne. Il participe à une association locale qui travaille sur les questions de mobilité. Il fonce à Bure pour protester contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires chaque fois que c'est nécessaire. Enfin, il est membre actif des faucheurs volontaires d'OGM. Il regrette qu'il y ait si peu de militants disponibles dans la région : lui-même, avec un travail très prenant, arrive à dégager du temps, au détriment de ses revenus, mais il ne comprend pas pourquoi il n'y a pas plus de personnes prêtes à faire de même. Xavier Deleau cherche à s'associer avec une autre personne pour passer en SCOP, société coopérative de production (2).

M. B. ■

■ Les Jardins du plateau,
120, chemin du Miraux, 52200
Langres, tél : 03 25 90 22 88

(1) Xavier Deleau s'est formé tout seul : apprenti à 14 ans pour devenir cisellier-coutellier comme son grand-père, il a été refusé au CAP car il est épileptique.

(2) Pour postuler, il faut avoir un BPREA et au moins trois ans de pratiques.



▲ Espace dédié aux cultures expérimentales

Marie Clémis

L'École des jardiniers

Née au sein d'une AMAP de Reims, l'École des jardiniers a pour but de permettre à chacun-e d'apprendre à faire son jardin... Outre des stages de formation, sa principale activité consiste à produire des légumes dans un cadre social.

LORSQUE, EN 2010, LES MICHELS, MARAÎchers depuis quatre générations, ont annoncé aux adhérent-es de leur AMAP l'arrêt de leur activité pour cause de retraite, Karine Varloteau et Hervé Fleischmann, les fondateurs de l'AMAP, ont aidé à la mise en place d'une association pour continuer à utiliser les terres, qui appartiennent en grande partie à la communauté d'agglomération Reims Métropole. Les discussions montraient que nombre d'adhérent-es auraient aimé avoir leur propre potager mais qu'ils ne savaient pas comment commencer.

Une association a donc repris le terrain disponible — 13 000 m² dont cinq serres de 250 m². Au fil des discussions et des pratiques, le projet s'est enrichi et l'association l'École des jardiniers agit désormais selon quatre axes.

L'ÉCOLE DU PETIT JARDINIER

L'école du petit jardinier a pour but d'accueillir des classes d'enfants et de leur faire découvrir le jardinage de manière ludique.

L'une des parcelles est spécialement aménagée pour cela. Elle présente des cultures différenciées pour que les enfants comprennent l'importance du compost, les différences entre espèces, les besoins en eau, qu'ils sachent différencier les insectes utiles ou destructeurs. Les enfants peuvent ensuite lancer leur propre projet avec leurs enseignant-es : actuellement, huit jardins ont vu le jour dans des écoles maternelles ou primaires et un dans une crèche.

SENSIBILISER LE GRAND PUBLIC

L'école du jardinier amateur accueille ceux et celles qui veulent démarrer un potager. Un stage se tient un week-end sur deux : désherber malin, économiser l'eau, faire son compost, rôle du paillage, insectes pollinisateurs, bouturage, taille des plantes... Les stages sont très fréquentés, mais les animateurs de l'association constatent que nombre de participant-es ne franchissent pas le seuil de leur propre mise en culture.

FORMER LES PROFESSIONNEL-LES

Les terrains dont dispose l'association ne sont pas tous en culture et il est possible, pour quelques futurs maraîchers, de venir se tester en disposant de quelques milliers de m². Ces débutants disposent d'outils prêts, gérés collectivement, et de conseils provenant du voisinage avec les cultures des jardins partagés (1).

DES JARDINS PARTAGÉS

L'école du jardin partagé, qui occupe la plus grande surface du terrain, permet à des volontaires de faire du maraîchage collectivement, les surplus étant destinés à des structures sociales.

C'est aujourd'hui l'activité la plus importante. Les habitants des centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) n'ont pas le droit d'exercer un travail rémunéré, mais rien ne les empêche de faire du maraîchage pour leurs propres besoins, puis d'offrir les excédents

(1) Quelques ruches ont été installées en partenariat avec un apiculteur pour favoriser la fécondation des plantes.



Marie Clem's

▲ *Plants de tomates sous abris, sous l'œil attentif des jardiniers*

à des structures sociales. Une vingtaine de personnes sont ainsi présentes sur place et cultivent généreusement de grandes surfaces de légumes.

François Lesellier, ancien maraîcher qui a été un temps directeur d'une structure socio-culturelle, assure l'encadrement et la communication de l'association. Il est aidé sur le terrain par deux salariés, des réfugiés arméniens qui ont obtenu un statut légal leur permettant de travailler. En 2015, outre la nourriture pour une vingtaine de familles, 4 tonnes d'excédents ont été données à une épicerie sociale.

Cette activité étant une réussite, et le nombre de réfugiés devenant de plus en plus important, elle attire beaucoup de demandes extérieures pour reproduire l'initiative auprès d'autres structures d'accueils de réfugiés, mais également dans des maisons de retraite, dans un foyer de jeunes travailleurs...

DES RÉFUGIÉ-ES DE TOUTES LES COULEURS ?

La venue des réfugié-es montre que la relation avec le jardinage varie fortement d'un pays à l'autre. Ainsi, pratiquement aucun-e Syrien-ne ne passe à l'école des jardiniers : ceux et celles qui demandent le statut de réfugié-e en France sont plutôt des intellectuel-les qui, à l'origine dans leur pays, ne faisaient pas de jardinage. Pour elles et eux, se lancer dans cette activité serait plutôt perçu négativement.

A l'inverse, beaucoup de migrant-es d'Europe de l'Est, issu-es du milieu rural, sont passionné-es par le potentiel qu'offre le jardinage. Cela leur permet de cuisiner des légumes frais.

Les Africain-es sont aussi très intéressé-es, même si on constate un strict partage des tâches : les femmes sont généralement cantonnées aux semis et à la cueillette.

MULTIPLICATION DES JARDINS PARTAGÉS

François Lesellier est submergé par les demandes de collectivités qui veulent mettre en place des jardins partagés sur des terres disponibles. La demande se fait dans un contexte d'interdiction des pesticides (maintenant pour les collectivités, et dès 2017 dans les jardins des particuliers). L'association a mis au point une maquette pédagogique pour expliquer les étapes à suivre : de quels outils a-t-on besoin, comment former les jardiniers, comment échanger entre plusieurs jardins, comment animer un groupe de jardiniers amateurs, quelles techniques permettent un travail irrégulier ? La permaculture trouve ici toute sa place.

Les demandes proviennent de lieux de plus en plus éloignés (Grand-Est, Ile-de-France et même Madagascar).

Lors de rencontres organisées pour se coordonner avec différentes structures liées au jardinage social — jardins familiaux de Reims, Jardins du cœur fondés par l'association des Restos du cœur (présents sur des parcelles voisines) —, on échange sur les statuts des jardiniers. Ainsi, aux Jardins du cœur, il s'agit de personnes en réinsertion, tandis qu'à l'Ecole des jardiniers, il n'y a que des bénévoles maintenant encadrés par sept salariés (encadrement du jardinage, animations sur place et à l'extérieur, administration).

Les salarié-es interviennent de plus en plus à l'extérieur, et il manque des bénévoles pour renforcer les activités sur place : seule une quarantaine d'adhérent-es sont acti-ves. Il y a clairement un risque d'épuisement du fait de la trop forte demande extérieure (2).

M. B. ■

■ **L'école des jardiniers**, Maison de la vie associative, 122 bis, rue du Barbâtre, 51100 Reims, tél : 06 51 83 53 57, <http://lecoledesjardiniers.fr>

■ **Terrain ouvert** du lundi au samedi, 54, rue Pasteur, 51370 Saint-Brice-Courcelles

■ **Épicerie sociale et solidaire**, 1, rue des Salines, 51000 Reims, tél : 03 26 04 31 75

(3) L'association ne vend pas de légumes. Il y a quelques subventions de Reims Métropole, de l'Agence de l'eau, certains projets sont financés ponctuellement par des fondations, mais ce sont de plus en plus les prestations extérieures qui permettent de boucler un budget atteignant actuellement 180 000 € par an.

Alternatives en Champagne-Ardenne

Également signalé-es par nos lect-rices

Au cœur des champs



Situé à la frontière belge, dans le parc naturel régional des Ardennes, ce centre de vacances propose depuis 2009 dans un cadre champêtre et familial, un accueil personnalisé pour groupes, familles, associations, centres de loisirs. Créé par une enseignante à la retraite. Seul Accueil paysan en région Champagne-Ardenne ! Deux chambres d'hôtes + trois dortoirs pour groupes. Maximum 20 personnes.

♦ **Au Cœur des Champs**, Claudie Boulet, 2, La Songière, 08230 Regniowez, tél : 03 24 29 43 02, aucoeurdeschamps@west-telecom.com, <http://aucoeurdeschamps.com>.

Les Pa Pié Nu

L'association Pa Pié Nu est née en mai 2009 avec pour but d'intégrer l'écologie de manière simple et économique dans la vie quotidienne. Elle propose différents ateliers pour adultes et enfants : apprendre à faire ses cosmétiques, produits d'entretien, cuisine, avec les plantes et les fleurs, etc.

♦ **Les Pa Pié Nu**, 5, rue des Maisons-Brûlées, 10180 Saint-Lyé, tél : 06 30 34 07 31, <http://www.papienu.fr>

Artisans du monde

Artisans du monde est un réseau de solidarité internationale qui propose à la vente des produits issus du commerce équitable, en partenariat avec les producteurs locaux.

- ♦ **Artisans du monde**, 14, rue de la Paix, 08000 Charleville-Mézières, tél : 03 24 32 55 60.
- ♦ **Artisans du monde**, 17, avenue Saussier, 10000 Troyes, tél : 03 25 46 12 04.
- ♦ **Artisans du monde**, 23, rue de l'Université, 51100 Reims, tél : 03 26 88 50 08.
- ♦ **Artisans du monde**, 20, rue Cardinal Morlot, 52203 Langres, tél : 03 25 87 20 71.
- ♦ **Artisans du monde**, 10, place des Halles, 52000 Chaumont, tél : 03 25 32 17 00.

Et si la beauté pouvait sauver le monde ?

L'association Art, Culture et Communication organise le congrès "Et si la beauté pouvait changer le monde" depuis 1990. C'est également un centre de formation d'animateurs en milieu rural depuis 1976.

♦ **Association Art, Culture et Communication**, 4, rue du Tournefou 10190 Pâlis Tél. : 03 25 40 58 37. www.congres-beaute.org

Parentage et compagnie

A Charleville-Mézières, un réseau de parents et futurs parents s'est mis en place pour partager autour du "parentage". L'association promeut l'éducation non-violente et une manière plus écologique d'élever nos enfants (couches lavables, produits bio...).

Elle propose des moments d'échange entre parents sur différentes thématiques (fratrie, gestion des colères, épuisement parental...); des activités de groupe le dimanche (balades en forêt, activités artistiques, découvertes musicales...); une halte-jeux gratuite d'inspiration Montessori; un prêt de livres, de moyens de portage physiologiques, de couches lavables et d'autres activités et ateliers.

♦ **Parentage et compagnie**, MCL Ma bohème, 21, rue d'Aubilly, 08000 Charleville-Mézières, www.parentage-et-compagnie.org

Coopelis

Coopelis est un groupement d'économie solidaire qui coordonne différents projets d'insertion :

- ♦ **Les Maraichers d'Arduina**, Adeline Departe, tél : 06 30 89 19 19 ou 03 24 54 57 34.
- ♦ **Les Ressourceries Bell'occas** à Auvilles-les-Forges, Charleville-Mézières (9, rue du Petit-Bois), Rethel (37, avenue Gambetta) (au total 45 salariés dont 34 en contrat aidé)
- ♦ **Acacia Construction** (logements sociaux écologiques), ZI Le Fourneau, 13, rue des Grèves, 08380 Signy-le-Petit. Se sont rapprochés du groupe Chênelet (voir reportage dans le numéro sur le Nord-Pas-de-Calais), lequel a réalisé des logements sociaux à Revin.
- ♦ **LEDA**, 55, avenue Jean-Baptiste Clément, 08500 Revin (l'environnement d'abord – au service de l'insertion professionnelle : fabrication/entretien de composteurs, toilettes sèches, etc.) www.lenvironnementdabord.fr/fr/ à Revin
- ♦ **Coopelis**, 19 route de Rocroi, 08260 Auvillers-les-Forges, <http://coopelis.fr/>

Et également

» Ardennes

♦ **AgroBio Ardennes**, 1, rue Jacquemart Templeux, CS 70733, 08013 Charleville-Mézières cedex, tél : 03 24 33 89 64

♦ **Festival mondial de marionnettes à Charleville-Mézières**, BP249, 25, rue du Petit-Bois, 08103 Charleville-Mézières cedex, tél : 03 24 59 94 94, <http://www.festival-marionnette.com> né en 1961 (biennale depuis 2009).

♦ **Jardin de Cocagne Pluta Joseph**, 37A, avenue De Gaulle, 08110 Carignan, tél : 03 24 22 44 44, adecmr08@wanadoo.fr

♦ **Nature et avenir**, Jean-Paul Davesne, 4, rue Bellevue, 08300 Rethel, tél : 03 24 38 55 59, <http://www.nature-et-avenir.org>. Association de défense de la nature créée en 1975.

♦ **Ardaines**, association de regroupement pour le développement des acteurs et des initiatives nouvelles d'économie solidaire, 75, rue Victor-Hugo, 08500 Revin, tél : 03 24 40 52 24, <http://www.ardaines.org>. Actions principalement dans quatre domaines : valorisation des déchets, bois et écoconstruction, agriculture biologique et services à la personne.

♦ **Empreinte locale**, 70, avenue du Président Roosevelt, 08600 Givet, tél : 03 24 22 16 35. Développer des projets d'utilité sociale, environnementale et d'économie solidaire sur le territoire franco-belge, des solutions et alternatives aux services de santé et d'alimentation.

♦ **Alternatiba**, Antoine Guilleux (06 79 70 04 29) et Ingrid Julien (06 30 58 52 43) charvillemezières@alternatiba.eu

» Aube

♦ **Jardin d'enfants Blanchefleur**, 251, faubourg de Groncels, 10000 Troyes, tél : 03 25 82 40 44, jardin d'enfants, pédagogie Steiner.

♦ **EELV Aube**, 107, rue Etienne-Pedron, 10000 Troyes, tél : 03 25 80 80 78

♦ **Association La porte ouverte**, Raymond Desmet, 30, rue du Grand-Véon, 10000 Troyes, tél : 03 25 81 03 36, mpoirierchez@nouvelobjectif.org. Légumes bio de plein champ, plantes à parfum, aromatiques et médicinales pour ventes à la ferme et livraison de paniers.

♦ **SEL de Troyes**, salle du Figuier, 68 bis, boulevard Jules-Guesde, 10000 Troyes <https://sites.google.com/site/selde3/home>

♦ **SCOP des Viennes**, 119, avenue du président Wilson, 10120 Saint-André-les-Vergers, tél : 03 25 49 05 79, maraîchage en biodynamie, production de plants, vente directe au pied des serres, accueil de stagiaire et de classes.

♦ **SEL du pays d'Othe**, 3, rue des Dames, 10160 Planty, tél : 06 60 83 11 49.

♦ **Nature et Progrès Aube**, Claude Thorey, 2, ruelle des Chennevières, 10210 Lantages, tél : 03 25 40 17 06.

♦ **Libertalia, L'Antilibraire**, 4, rue du Turot, 10260 Courtenot. Tél : 03 25 29 01 28, antilibraire.free.fr

♦ **Champagne Ruppert-Leroy**, La Bergerie, 10360 Essoyes, tél : 03 25 29 81 31, <http://champagne-ruppert-leroy.com>. Après une reconversion en bio en 2010, ce domaine de 4 hectares est passé en biodynamie depuis 2014.

♦ **Ecolab Energies**, 4, place Victoire, 10380 Plancy-l'Abbaye, tél : 03 25 37 40 15, installateur capteurs solaires.

♦ **Ecol'Aube Festival**, 4, allée Forestière, 10440 La Rivière de Corps, <http://ecolaube.com/> organise une festival éco dans l'agglomération de Troyes.

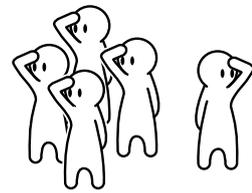
♦ **Amap l'aube des légumes**, Troyes : Annick Cordeuil : 03 25 80 80 78 – Pascal Cote : 03 25 49 95 64. Blog : <http://aubedeslegumes.canalblog.com/>

» Marne

♦ **Chez Germaine**, 3 boulevard Léon-Blum, 51000 Châlons-en-Champagne, tankatai@hotmail.fr <https://chezgermaine51.wordpress.com/> local associatif avec plusieurs associations autour de la solidarité, de l'éthique...

♦ **Centre national des arts du Cirque**, 1, rue du Cirque, 51000 Châlons-sur-Marne, tél : 03 26 21 12 43, www.cnac.fr

♦ **Groupement des Agriculteurs Biologistes Aude**, Complexe agricole Mont-Bernard, bât. France Luzerne, 51000 Châlons-en-Champagne, tél : 03 26 64 85 12



Alternatives

♦ **Association Champagne biologique**, s/c FRAB Champagne-Ardenne, Complexe agricole du Mont-Bernard, Bâtiment France Luzerne, 51009 Châlons-en-Champagne, <http://champagne-biologique.org> : une vingtaine regroupés en associations

♦ **Organisation communiste libertaire**, Egrégore, BP 81213, 51058 Reims cedex. Publie la revue *Courant alternatif*.

♦ **Attac-Reims**, Jean-Marc Devavry, tél : 06 86 58 84 30, jean-marc.devavry@laposte.net

♦ **La Nef Reims**, Francis Levasseur, francis.levasseur@laposte.net

♦ **Terre de Liens Reims**, Muriel Peters, muriel.peters@laposte.net

♦ **Colibris Reims**, Elodie Hemmer : colibris.reims@gmail.com

♦ **CIDFF**, Centre d'information sur les droits des femmes et des familles, 26, rue Jean-Louis Debar, 51100 Reims, tél : 03 26 65 05 00. Relai ministériel.

♦ **CRESCA**, Chambre régionale de l'économie sociale en Champagne-Ardenne, 14, avenue Hoche, 51100 Rennes, tél : 03 26 07 96 43, cresca.fr

♦ **The Bwtiches gang à Reims**, <https://thewitchesgang.wordpress.com> : groupe féministe non-mixte qui mène des actions contre le patriarcat et le sexisme.

♦ **Vél'oxygène**, 122, rue du Barbâtre, boîte 26, 51100 Reims, <http://www.reims.fubicy.org/oxygene-velo-reims.php> Promotion du vélo auprès du grand public, propositions auprès des autorités locales, événements avec les cyclistes.

♦ **Allô couches**, 6n rue de l'Écu, 51100 Reims, tél : 03 26 04 45 13.

♦ **Bédérama**, galerie de l'Étape, 51100 Reims, tél : 03 26 91 07 30

♦ **Alliance Champagne-Ardenne**, 39, avenue Paul-Chandon, 51200 Epemay. Coordination régionale des AMAP.

♦ **Association Les Ormes**, oasis pour le vivant, 51240 Coupéville, tél : 06 60 86 55 95, <http://www.les-ormes.com>, lieu d'accueil pour stages, séminaires, dans ferme rénovée en matériaux écologiques, parc arboré, potager agro-écologique.

♦ **Michel et Anne-Lise Servautout**, étage 1, 13, place Boris-Vian, 51370 Brice Courcelles, participe à une initiative de quartier pour une place interdite aux voitures au centre de la commune qui permet de joindre le centre social, les associations, la bibliothèque, l'école, la cantine, les équipements sportifs, la mairie, la Poste, les commerces de proximité sans voiture.

♦ **Le Vert Solidaire**, route d'Epemay, 51510 Fagnières, lejardinduvertsolidaire@gmail.com

» Haute-Marne

♦ **GAB 52**, chambre d'agriculture de la Haute-Marne, 26, avenue du 109e régiment, 52000 Chaumont, tél : 03 25 35 03 30

♦ **Les Jardins naturels**, 79, avenue Alsace-Lorraine, 52100 Saint-Dizier, tél : 03 25 05 43 00, magasin bio affilié au réseau Biocoop.

♦ **Association Mirabilia**, 39, rue de la gare, bât.B, 52100 Saint-Eulien, tél : 06 87 16 43 41. Activités intergénérationnelles avec jardin partagé et espace de biodiversité, pain et pâtisseries bio, accompagnement des personnes âgées...

♦ **Régie rurale du Plateau**, La Gare, 52160 Vaillant, tél : 03 25 88 99 72. Production de légumes bio de saison en structure d'insertion.

♦ **Festival de photo animalière**, Maison des Officiers, 2A, place Auguste-Lebon, 52220 Montier-en-Der, tél : 03 25 55 72 84, [www.festiphoto-montier.org](http://festiphoto-montier.org)

♦ **Office de tourisme pays de la vannerie**, 34, Grande-Rue, 52500 Fayl-Billot, www.tourisme-faylbillot.com : capitale de l'osiericulture et de la vannerie (touristique, conservation d'un savoir faire traditionnel...)

♦ **Association La Montagne**, bâtiment périscolaire, 8, rue de Lorraine, 52250 Longeau, tél : 03 25 88 56 15, <http://journal.vivreici.free.fr>. Association créée en 1985 sur les trois cantons au sud de la Haute-Marne, ayant pour but le désenclavement des écoles rurales dans une zone à très faible densité de population. Publie la revue *Vivre ici* à 2000 exemplaires.

♦ **AMAP**, chemin du Poirier Biqotte, 52700 Prez-sous-Lafauche.

♦ **Opposition au projet de diesel de synthèse Syndiese**, projet du CEA pour la production de carburant à partir de la biomasse forestière. Voir *Mirabel-Lorraine Nature Environnement*, (<http://mirabel-lne.asso.fr>)

♦ **Maison de la Résistance à Bure**, 2, rue de l'Église, 55290 Bure, tél : 03 29 45 41 77, leherissonveigneur@gmail.com. L'adresse est du côté de la Lorraine, mais les galeries souterraines pour le stockage des déchets radioactifs sont à moins d'un kilomètre de la Haute-Marne !

« Après "aimer", "aider" est le plus beau verbe du monde »

Bertha von Suttner, première femme prix Nobel de la paix, 1905.

» Seine-Maritime

Bouillons Terres d'avenir

L'association *Bouillons Terres d'avenir* est fille de l'association *La ferme des Bouillons* qui a réussi le sauvetage de la dernière ferme de Mont-Saint-Aignan passée de zone AU (à urbaniser) en zone NL (zone naturelle) grâce à une occupation non-violente de près de 3 ans, contre un projet de supermarché.

Certes, du fait de la mauvaise volonté de la SAFER, l'association n'a pas pu racheter la ferme pour la mettre en maraîchage biologique, mais ses membres continuent une veille foncière active dans le cadre de la Métropole rouennaise. Le SCOT (schéma de cohérence territoriale) prévoit pour la période 2015-2030 une diminution de 30 % de la consommation des espaces naturels pour l'habitat, afin de développer un projet alimentaire du territoire avec des circuits d'approvisionnement de proximité. L'association travaille avec *Terre de Liens* pour repérer les zones qui pourraient devenir des zones d'agriculture périurbaine (en particulier de maraîchage). Des villes comme Albi, Bordeaux et Rennes ont commencé à préempter des terres dans ce sens. Contact : Colette Gluck, 4, parc de la Touques, 76130 Mont-Saint-Aignan.



Robin Letellier

Médias

♦ **Archipels**, c/o Cassandre/Horschamp, 16, rue Girardon, 75018 Paris, www.horschamp.org ou *Culture & Démocratie*, rue Emile-Féron 70, B-1060 Bruxelles, www.cultureetdemocratie.be. Cette nouvelle revue franco-belge propose dans son premier numéro un important dossier sur ce que proposent les artistes face à la question actuelle des migrations.

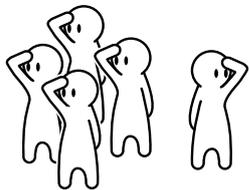
♦ **Stopintox**. Un-e Français-e sur 5 et un-e jeune sur 3 croit en un complot mondial fomenté par les *Illuminati* (sondage *Ispos* 2014). Pour donner des outils contre les complots de tout poil et aiguiser son esprit critique, le journaliste John-Paul Lepers a lancé le site stopintox.fr.

♦ **Les brochures des cafés paysans**. Chaque premier mardi du mois, à Grenoble (à la MJC des Eaux Claires à 20h), les cafés paysans sont des lieux d'information et d'échange d'expériences paysannes, ouverts à tou-tes. Ils et elles ont publié et mis en ligne de nombreuses brochures très accessibles sur les alternatives aux pesticides, comment devenir paysan-ne, comment trouver des terres, etc., sur reperes-paysans.org.

» Mayotte

La brique de terre a de l'avenir

Le 101^e département français va-t-il redevenir un fer de lance mondial de la brique de terre compressée ? Dans les années 1980, les experts viennent du monde entier à Mayotte qui comprend alors 17 briqueteries. Dans les années 1990, 2 millions de briques sont produites chaque année. Mais l'activité cesse au tournant des années 2000, du fait de la nécessité d'obtenir une certification très complexe pour "normaliser" la brique de terre. Cette dernière offre une isolation thermique, phonique et hydrométrique supérieure au parpaing béton. Sa fabrication "ne consomme ni gazoil, ni électricité. Elle n'est pas plus chère que le béton. La terre peut être récupérée sur des chantiers. Peu d'eau est utilisée et la machine fonctionne à la force des bras", explique Fayadhdidine Maanli, formateur en maçonnerie. Aujourd'hui, l'association *Art-Terre Mayotte* est en train d'achever le processus de normalisation, et l'entreprise *Eco-Brique Construction* a repris la production depuis 2012. Contact : www.art-terre-mayotte.fr. (Source : Amandine Debaere, *Mayotte Hebdo* n°757).



Relier les alternatives dans la force du collectif sans la rigidité institutionnelle



Lors de ces rencontres, nous avons réfléchi aux moyens de se relier. On a cité divers outils comme les annuaires, l'Agenda Démosphère et autres possibilités d'internet ; certains ont préféré mettre en avant les réseaux informels d'individus, la rencontre physique, les lieux alternatifs ; d'autres ont souhaité donner aux alternatives plus de puissance politique, par la fédération de différentes initiatives alternatives dans un mouvement pouvant se comporter en contre-pouvoir.

Le témoignage d'un élu municipal de Saillans a nourri notre réflexion. Dans cette commune de la Drôme, une équipe de citoyen-ne-s a proposé à tous les habitant-e-s de construire ensemble l'action de la municipalité. L'équipe élue n'a pas mis en avant un programme, qui n'aurait pas forcément obtenu l'assentiment de la majorité, mais une méthode : elle consiste à réunir les habitant-e-s et à les amener à définir des projets et des choix de gestion. " Nous n'avons pas voulu mettre en avant les habitant-e-s les plus engagé-e-s, mais faire participer tou-te-s les habitant-e-s ", précise Fernand Karagiannis, élu municipal.

Autre témoignage, celui de représentants de Podemos. Leur mouvement, expliquent-ils, est issu de la formidable mobilisation populaire à partir du 15 mai 2011 ('15M', connu comme mouvement des Indignés). Mobilisation face à la cure d'austérité imposée par le Parti Populaire au pouvoir. Podemos est né comme le moyen " d'organiser les citoyens pour les amener aux institutions ". Ses dirigeants sont conscients du risque d'être à leur tour corrompus par le pouvoir. Ils ont prévu des contre-feux comme la limitation des mandats et du salaire des élus, leur révocabilité et un processus très fort de consultation des citoyens. " Nous avons choisi d'aller dans les institutions au risque de nous perdre ; quelle autre solution avons-nous ? ", dit Alberto Arricruz.

Entre désir des citoyens de se réapproprier la politique et crainte de la corruption du pouvoir, les alternatives n'ont certainement pas d'autre solution que de travailler en réseau, de s'unir dans l'action, en veillant bien à ne pas sacrifier l'individu à des systèmes autoritaires ou oubliés de l'expression individuelle.

Philippe Cazal

Les Amis de François de Ravignan,
<https://lesamisdefrancoisderavignan.wordpress.com>

Pour changer la société, les individus et groupes alternatifs ont besoin d'être forts, de se mettre en réseau. Quel type de réseau adopter ? Comment se réunir tout en gardant sa liberté ? Les Amis de François de Ravignan ont réfléchi à la question lors de leurs rencontres annuelles, mi-novembre 2016 dans l'Aude.

Par définition, les initiatives alternatives remettent en question le modèle étatique mais il apparaît évident à beaucoup que pour être efficaces ces alternatives ont besoin de se relier entre elles, de s'organiser, au moins pour résister à la violence du pouvoir et de la société de consommation, voire pour travailler à un changement de société, de façon non-violente de préférence.

» Lyon

L'école Steiner se lance dans l'écoconstruction

L'école Steiner de Lyon est située à Saint-Genis-Laval, au sud de la métropole lyonnaise, sur un terrain qui pendant très longtemps a été préempté par les collectivités publiques pour un projet d'autoroute, ceci empêchant les investissements dans les bâtiments. Ce projet ayant été abandonné, l'école, qui accueille près de 200 élèves, va pouvoir rénover et s'agrandir. Elle est actuellement en phase de recherche de financement pour réunir les 2 millions nécessaires à la construction des nouveaux bâtiments. Elle dispose de fonds propres, d'un prêt bancaire et recherche des investisseurs (à partir de 100 €) pour rejoindre la foncière Racines d'avenir qui est propriétaire des lieux.



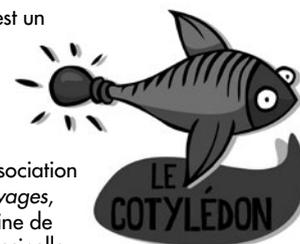
Ecole Rudolf Steiner, 6, avenue Georges-Clemenceau, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 78 50 77 45, www.ecole-steiner-lyon.org

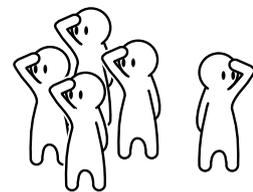
» Moselle

Le Cotylédon

Le Cotylédon est un café culturel associatif basé sur l'écologie solidaire et locale. Il est animé par l'association *Les blettes sauvages*, qui est à l'origine de la foire bio Coccinelle depuis 2014. Tout le monde est invité à venir et s'y exprimer et à partager différentes activités, que ce soit par l'écrit, le dessin, la parole, le corps... En relation avec la nature, des produits végétariens/végétaliens issus de l'agriculture biologique locale y sont proposés.

Le Cotylédon, Les blettes sauvages, 1, rue Foch, 57370 Phalsbourg, <http://www.lecotyledon.fr/>





La ferme où les handicapés mentaux se font paysans

Depuis 25 ans, la ferme des Vallées, en Charente, élabore avec des personnes en situation de handicap intellectuel un mode de vie communautaire organisé autour des activités agricoles. Ouvert aux visiteurs et aux visiteuses, ce lieu permet également l'insertion dans la vie locale des travailleurs et des travailleuses de la ferme.

Pour une ferme de quelques hectares, c'est une vraie ruche. La ferme des Vallées, loin d'être une exploitation agricole classique, accueille vingt-six adultes handicapés mentaux, assez autonomes pour ne pas être en structure médicalisée, mais pas assez cependant pour être mis en situation de travail rémunéré. Sauf qu'ici, il ne s'agit pas seulement de leur proposer des activités, mais bien de faire tourner un élevage diversifié — avec toutes les contraintes que cela comporte, comme traire les chèvres le dimanche et faire les foins avant qu'il pleuve.

Pour les classes qui viennent en visite, "c'est une découverte de l'univers de la ferme, de la différence et du handicap", explique Véronique Rosset, enseignante en arts plastiques et ancienne des lieux.

Tous les résidents y travaillent, chacun ayant ses spécialités. Comme Katia, qui nous accompagne, et qui s'occupe des chevaux, des oies et des chèvres. Il y a aussi les tâches ménagères, la confection des repas... Mais les éducateurs ne sont pas en reste : eux aussi enfilent bottes et cote de travail pour s'occuper des animaux.

La ferme a aussi la particularité de détenir un élevage "conservatoire" : tous les animaux présents appartiennent à des races menacées, le plus souvent typiques de la région.

Cathy et Katia sont ici depuis l'ouverture du lieu, en 1992. "Ici, c'est bien, estime Katia. Il y a beaucoup de choses à faire. À la

ferme, je m'occupe des chevaux, des chèvres. Le week-end, on sort beaucoup".

À l'origine, le foyer a été conçu pour répondre à un problème rencontré par les responsables de l'Institut médico-éducatif Marc Signac (IME), situé dans la commune voisine : les enfants handicapés mentaux qu'ils accueillaient se retrouvaient souvent, une fois adultes, en hôpital psychiatrique. Avec l'aide du Conseil Général, l'Institut acquiert une petite ferme et, de différentes rencontres, émerge l'idée d'un lieu de vie communautaire.



Les débuts n'ont pas été simples : il a fallu former le personnel, certains éducateurs faisant de la résistance face à des tâches qu'ils n'estimaient pas dignes de leur statut. Pas de secrétaire, pas de femme de ménage, et puis pousser les brouettes de fumier.

"Les gens en foyer ou en hôpital psychiatrique n'ont rien à faire quand ils se lèvent, explique Olivier Rosset, l'un des fondateurs. Ici, quand ils se lèvent le matin, il y a les vaches qui attendent et qui ont faim, il faut ouvrir les portes aux poules..." Les comportements des résidents se sont apaisés, les doses de

tranquillisants ont diminué.

Le lieu a évolué. Certains parmi les éducateurs regrettent un fonctionnement moins libre, un côté moins "grande famille". L'élevage comme activité productive paraît un peu délaissé au profit de sa dimension éducative pour les résidents. La traite des chèvres n'a plus lieu deux fois par jour, mais seulement le matin pour libérer le personnel : à la place, les éducateurs développent les activités sportives.

Pour l'heure, les enfants du collège de Montpon repartent avec des fromages et des sourires ravis. L'un d'eux demande s'il peut venir travailler pendant les vacances. "Ça m'a surpris de voir les gens s'occuper des animaux, confie Lucas, je pensais pas qu'ils étaient autant capables".

En partenariat avec : www.reporterre.net



» Ile-de-France

Les AMAP enterrent les promesses de Valérie Pécresse



des agriculteurs biologiques et avait adressé deux courriers au Réseau AMAP Ile-de-France affirmant entre autres : "si je suis élue, je m'engage à

Le 13 octobre 2016, les AMAP d'Ile-de-France ont organisé l'enterrement des promesses de campagne de Valérie Pécresse. Au printemps 2016, la nouvelle présidente de Région avait signé la Charte d'engagement du Groupement

ce que le réseau AMAP-IdF soit représenté au conseil d'administration de l'Agence des espaces Verts et au comité Installation et transmission". Ces deux institutions sont celles qui ont le pouvoir d'acheter ou de protéger des espaces agricoles de l'urbanisation. Non seulement cela n'a pas été fait, mais le Conseil général d'Ile-de-France a voté une baisse des aides à l'agriculture biologique de 500 000 € (cette baisse a été aussi votée dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur). Suite à cette action, une rencontre a eu lieu avec la Directrice Générale adjointe des Services et le Président de la Commission Agriculture et Ruralité qui se sont engagés à la relance du Plan bio. Nouvelle promesse ?

Réseau Amap Ile-de-France, Mundo-M, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 09 52 91 79 95, www.amap-idf.org



Climat

Au Groenland, la glace fond même en hiver

Pour la première fois depuis 70 ans que les mesures existent, les chercheurs et chercheuses ont observé une rétractation de la banquise à la mi-novembre 2016, un mois après le début de l'hiver. A cette date, la température moyenne de l'air polaire se situait à 20° au-dessus de la moyenne normale. Le 23 novembre au matin, il faisait 14° à Nuuk, la capitale, soit la même température qu'à Paris, explique Claude-Marie Vadrot sur le site de *Politis* le 24 novembre 2016. "Mais ce qui intrigue (et inquiète) aussi les glaciologues, c'est que des phénomènes semblables sont actuellement observés dans l'Antarctique. Alors que les deux écosystèmes, celui du Nord et celui du Sud, ne sont absolument pas connectés. (...) Une seule explication globale est avancée par les spécialistes : l'équilibre atmosphérique de la planète serait définitivement remis en cause par le réchauffement climatique en cours. Situation qui entraîne au-delà du cercle polaire une augmentation moyenne des températures deux à trois fois supérieure à ce qu'elle est sur la plupart des continents", poursuit l'hebdomadaire.

Donald Trump, l'homme fort qui fore

"Cette connerie sur le réchauffement climatique qui nous coûte une fortune doit s'arrêter". Le nouveau président des États-Unis ne mâche pas ses mots ! "Le réchauffement climatique a été inventé par et pour les Chinois, afin de rendre l'industrie américaine moins compétitive". En 2008, un des slogans des Républicains était "Drill, baby, drill" ("Fore, chéri, fore" !) pour appeler au développement de l'exploitation des gaz de schistes. Depuis, les États-Unis sont redevenus les premiers producteurs de pétrole du monde.

James Howard Kunstler, journaliste, écrivain, spécialiste des questions énergétiques avertissait déjà en 2008 : "Je crois que les américains vont élire des psychopathes qui leur promettent de leur permettre

de garder leurs maisons, habitations, navettes, supermarchés, etc. Peu importe ce que les événements historiques ont à y redire. Cela va produire beaucoup de friction politique, probablement beaucoup de violence, probablement une menace pour nos institutions démocratiques. Et cela va poser la question de savoir si on peut continuer ce projet de civilisation dans le contexte d'une république démocratique. Je ne dis pas qu'il va y avoir un âge sombre, mais je vois beaucoup de potentiel pour l'obscurité".

Avec Donald Trump, les multinationales sont prêtes à poursuivre l'exploitation des énergies fossiles jusqu'à la dernière goutte... à moins que l'effondrement n'arrive plus vite que cela.



Pourquoi EDF pollue tant ?

Au classement européen des plus gros pollueurs en gaz à effet de serre, on trouve sans surprise aux premières places les compagnies électriques allemandes RWE et E.ON, suédoise Vattenfall, italienne ENEL et française EDF.

Comment EDF peut-il se retrouver à la 5e position, avec 59 millions de tonnes de gaz à effet de serre alors qu'elle se présente comme la championne de l'énergie nucléaire dites "propre" ? Tout simplement car EDF détient de nombreuses centrales thermiques à l'étranger et dans nos DOM-TOM... et que le nucléaire nécessite quand même pas mal d'énergies fossiles en amont et en aval des réacteurs.



» OGM cachés

Fauchage de colza en Bourgogne

Le 28 novembre 2016 près de Dijon, 70 Faucheurs et Faucheuses Volontaires ont neutralisé deux plates-formes d'essais de colza contenant des variétés rendues tolérantes à des herbicides (VrTH) issues de mutagenèse. Cette technique est définie comme OGM par la directive européenne 2001-18 mais exclue de son champs d'application. Une incohérence qui dispense les variétés concernées de toute évaluation, traçabilité et étiquetage. Et qui permet aux semenciers de se retrancher derrière le respect de la réglementation pour justifier leur passage en force. Ce qu'a fait Frédéric Imbert, directeur scientifique R&D du groupe Dijon-Céréales... où s'est poursuivie l'action après le fauchage.

Les Faucheurs Volontaires ont toujours dénoncé les OGM cachés et réclament un moratoire sur les variétés mutées rendues tolérantes à des herbicides, dans le respect du principe de précaution.



Xavier Déléau



Guillaume de Crep

Fillon, l'agriculture et les OGM

Fillon président, c'est tout un programme pour l'agriculture : "Les progrès de la génétique, de la chimie, du big-data vont permettre progressivement, mais rapidement, la mise en place d'une agriculture que j'attends ultraperformante, techniquement, économiquement, mais aussi sur le plan de l'environnement", explique-t-il dans un entretien avec *La France agricole* du 23 novembre 2016. "Je suis très clair, je vais supprimer de la constitution le principe de précaution. En ce qui concerne les OGM, je pense que ce combat est dépassé. Les progrès de la génétique sont à même aujourd'hui, avec les nouvelles techniques d'hybridation, de répondre aux défis de l'amélioration des espèces à destination de productions agricoles".

» OGM cachés

La Confédération Paysanne s'invite dans les jardineries

Le 11 novembre 2016 à La Roche-sur-Yon, le 12 à Montbrison dans la Loire et dans le Puy-de-Dôme, le 13 à Courmon dans l'agglomération de Clermont-Ferrand, le 14 à Gond-Pontouvre en Charente... La Confédération paysanne choisissait ce long week-end pour s'inviter dans les jardineries *Gamm Vert* de plusieurs départements. Les buts et modes d'action étaient identiques : repérer dans les rayons les semences sous marque Vilmorin/Limagrain et les étiqueter comme "OGM cachés" ou "semences brevetées = interdit de ressemer". L'entreprise française, qui a déposé des brevets dans ce domaine, fait tout pour que les OGM issus des nouvelles technologies génétiques échappent à la réglementation en la matière, ne fassent l'objet d'aucune traçabilité, d'aucun étiquetage. Les cultivateurs mais aussi les jardiniers du dimanche sont trompés et ne peuvent choisir ce qu'ils sèment en toute connaissance de cause.



WAUQUIEZ COMPTE SUR LES CHASSEURS POUR PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ



Bye bye pesticides

La loi Labbé entrera en vigueur en janvier 2017 pour interdire l'usage des pesticides par les collectivités. Le documentaire "Bye bye pesticides" présente en 42 minutes, avec des exemples concrets, les méthodes et techniques pour ne plus utiliser ces produits et comment communiquer pour expliquer le retour de la nature en ville.

Bande annonce et contacts :
www.bybypesticides.flowers ou
www.facebook.com/bybypesticides

» Particules fines

Pourquoi n'arrête-t-on pas les voitures ?

48 000 personnes meurent chaque année, victimes de la pollution aux particules fines en France. C'est le résultat d'une importante étude publiée par *Santé Publique France*, le 21 juin 2016. Cela fait quasiment un million de morts en 20 ans ! Il s'agit de la troisième cause de mortalité après la cigarette et l'alcool. Imaginez que la cause principale de cette catastrophe sanitaire soit le frottement des roues des trottinettes sur la route. Nous ne mettrions pas beaucoup de temps à interdire purement et simplement ce mode de déplacement. Mais ici le principal responsable est l'automobile... et bizarrement, on ne parle pas de limiter drastiquement son utilisation ou sa publicité. On va continuer au contraire à faire la promotion de ce moyen de locomotion sur tous les écrans de télévision, dans les médias et auprès des enfants... Il semble que les intérêts économiques en jeu dépassent les considérations de santé publique. Mais rien n'est impossible, en témoigne l'interdiction de la publicité pour les cigarettes.

» Loire

Résistance contre une carrière imposée

Le village de Saint-Julien-Molin-Molette, dans le Parc naturel régional du Pilat, souffre depuis 30 ans des nuisances générées par la carrière de l'entreprise Delmonico-Dorel, qui y extrait du sable, du granulats et de la pierre. Au lieu de remettre en état le site pour 2020 comme il s'était engagé à le faire, le carrier a annoncé en 2014 une nouvelle demande d'extension sur 7 hectares supplémentaires, avec la menace d'un triplement du tonnage extrait. Alors que la mairie n'accepte pas de classer en zone à carrière les terrains convoités, l'Etat, représenté par le préfet de la Loire, tente d'imposer le projet comme étant d'intérêt général. Une enquête publique est en cours et un collectif d'habitants résiste à ce projet désastreux pour l'avenir du village.

Contact : Monique Tell, 4, rue du Pré Battoir 42220 Saint-Julien-Molin-Molette ou 8, rue Lemoit, 69001 Lyon, tél. : 04 78 28 33 09.

Notre-Dame-des-Landes

♦ **L'Etat respectera-t-il la loi ?** A partir de janvier 2013, des naturalistes ont réalisé un inventaire méthodique de la zone prévue pour le futur aéroport. Cela a permis de montrer que les études préalables proposées dans le dossier d'enquête publique par les promoteurs du projet sont parcellaires. Les naturalistes ont notamment découvert quatre espèces animales et végétales protégées. Des dossiers ont été déposés à la préfecture de Loire-Atlantique pour rappeler que selon la loi, tout projet d'aménagement qui met en danger une espèce protégée doit faire l'objet d'une étude préalable... ce qui n'a toujours pas été fait jusqu'à aujourd'hui.

♦ Économisons le budget de la Région.

Une vingtaine de militants se présentant comme le *Groupe d'Intervention des Grenouilles Non Violentes (GIGNV)*, s'est invité le 20 octobre 2016 à la séance du Conseil régional consacré au budget 2017. Une banderole a été déployée pour demander l'arrêt des subventions au projet d'aéroport (40 millions sont prévus). Des avions en papier lancés depuis une mezzanine ont permis de faire passer le message aux élus.

♦ **Pas d'annulation du projet !** Lors de la séance de la Cour administrative d'appel du 7 novembre 2016, la Rapporteur publique a demandé l'annulation des autorisations de travaux de la préfecture de décembre 2013. En effet, pour que AGO-Vinci puisse entamer les travaux, des dérogations ont été accordées concernant le respect des zones humides, des cours d'eau et des espèces protégées. Or il est précisé dans la loi sur l'eau que ces dérogations ne peuvent être accordées qu'en l'absence d'une alternative. La Rapporteur publique a rappelé qu'il existait une alternative : la modernisation

de l'actuel aéroport. Mais fait exceptionnel : le 14 novembre 2016, la Cour est allée à l'encontre de ces recommandations. Les opposants au projet vont maintenant faire un recours en Conseil d'État.

♦ **Sondage national : pour l'abandon du projet.** Selon un sondage IFOP réalisé début novembre 2016 pour le compte d'Agir pour l'Environnement, 47 % des Français sont pour l'abandon du projet d'aéroport, 24 % sont pour sa construction, 29 % n'ont pas d'avis. C'est sensiblement les mêmes pourcentages qu'en avril 2016, avant l'organisation du référendum au niveau départemental.

♦ Même le sol pourrait ne pas supporter l'aéroport !

Luc Brohan, chercheur au CNRS en physique et chimie des matériaux à Nantes, a compilé 5 études conduites entre 2010 et 2012 sur les sols de la zone prévue pour l'aéroport. Elles convergent vers une conclusion nette : ces sols argileux ne supporteront pas, dans la durée, le poids des pistes de l'aéroport. Et ce en dépit de la méthode

de consolidation choisie par AGO-Vinci, le futur concessionnaire, qui sera inefficace. Le chercheur a alerté le Ministère de l'Environnement. (Source : *Le Monde*, 8 novembre 2016)

♦ **Vinci chute en bourse suite à un faux communiqué.** Mardi 22 novembre 2016, un faux communiqué signé de Vinci annonçait le limogeage de son directeur financier suite à des irrégularités comptables d'un montant de 3,5 milliards d'euros. Immédiatement, l'action du groupe chutait de 20 % en bourse. Le krach a duré une heure, avant que la société ne publie un démenti. Une belle action de déstabilisation d'un des pires destructeurs de la planète.





Société

Le retour des Faucheurs de chaises

En 2015, le collectif regroupant *Action Non-Violente COP21*, *Les Amis de la Terre*, *Attac*, *Bizi* et *Solidaires Finances Publiques* s'était mobilisé contre l'évasion fiscale et son impunité. Il avait organisé dans 39 banques des réquisitions citoyennes de chaises. Tout au long du mois de novembre 2016, il a remis la pression et choisi *BNP Paribas* comme cible privilégiée. A Marseille, Lyon, Biarritz, Aix-en-Provence ou Bordeaux, des militant-es ont investi des agences pour y tenir tribunal populaire, fausse émission *Apostrophe* avec un faux Bernard Pivot, cours de finance, etc. Diversité des animations mais unité des informations et des positions défendues. Par exemple sur les actions qui pourraient être financées avec l'argent évadé (équivalent au déficit public dont on nous rebat les oreilles) ou sur les moyens crédibles pour mettre fin à ce "vol en bande organisée".

Des actions pour occuper le terrain avec brio en attendant le procès de Jon Palais (l'un des membres du collectif interpellé en 2015) le 9 janvier 2016 à Dax, pour "vol aggravé" ! Procès que le collectif entend doubler, le même jour, par le procès de l'évasion fiscale qui se monte quant à elle, chaque année, à 60 milliards d'euros au minimum : de quoi acheter quelques chaises.



Fausse émission *Apostrophe* avec un faux Bernard Pivot à Biarritz

Frank Leharrigue



Cours sur l'évasion fiscale à Lyon

Gaullier Gomes-Leal



Énergies

» Ardèche

Avions de chasse contre éoliennes

Le 15 juillet 2016 Enercoop, coopérative spécialisée dans l'approvisionnement en énergie 100% renouvelable, déposait avec le soutien du collectif citoyen Énergie des Boutières, un recours devant le tribunal administratif de Lyon. La pomme de discorde : une recommandation de l'Armée de l'Air rejetant la demande de permis de construire déposée le 17 avril 2015 pour l'implantation de deux éoliennes à Saint-Julien-Labrousse, en Ardèche.

D'une hauteur de mât de 42 mètres, et d'une puissance de 500 kW chacune, les éoliennes permettraient de produire environ 1 200 000 kWh, soit plus de deux fois l'équivalent de la consommation de ce village de 350 habitant-e-s.

L'Armée de l'Air a donné son veto sous prétexte de sécuriser des secteurs d'entraînement très basse altitude (SETBA).

Le projet soutenu depuis le début par la région Rhône-Alpes et le Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche répond pourtant aux enjeux de la transition énergétique définis par le gouvernement.

Par ailleurs, l'Armée de l'Air a participé au processus de création du Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) Rhône-Alpes et de son annexe, le Schéma Régional Éolien (SRE), qui avait classé la commune de Saint-Julien-Labrousse en 'zone favorable à l'éolien'. Avant de s'opposer au projet elle avait également autorisé l'implantation d'un mât de mesure des vents d'une hauteur de 50 mètres sur le lieu choisi pour installer les éoliennes.

Les quatre années d'études de milieu, menées par des bureaux d'études et des associations comme la FRAPNA (Fédération de Protection de la Nature), permettent d'affirmer que le projet prévu présente un impact négligeable en termes d'obstacle au vol. Les éoliennes, qui se situent en bordure de zone SETBA Ardèche (4 km, soit 15 secondes de vol), pourront être cartographiées et seront donc connues des aviateurs. Pour l'heure, le projet éolien de Saint-Julien-Labrousse est suspendu à la décision du tribunal administratif de Lyon.

Chloé Cosson

» Allemagne

Sortir du charbon ?

Après avoir accéléré la sortie du nucléaire peu de temps après l'accident de Fukushima, en 2011, le gouvernement travaille à mettre en place une sortie des énergies fossiles. Le groupe des Verts au Parlement a financé une étude pour voir ce que pourrait être un futur sans charbon. Cette étude a été publiée fin août 2016 et montre les différentes étapes à suivre pour relever le défi d'ici 20 ans : expliquer pourquoi il faut sortir du charbon, voter le principe de cette sortie, mettre en place la recherche nécessaire, introduire l'interdiction d'ouvrir des mines, mettre en place une taxation progressive sur le charbon, privilégier la protection de l'environnement et de la santé dans les plans économiques, garantir par l'État le financement des conséquences, entamer un changement structurel, assurer les politiques économiques et sociales que cela entraîne.

Les Verts allemands estiment que la baisse de consommation d'électricité et le développement des énergies renouvelables peuvent permettre cette sortie progressive. Resterait alors à passer à la prochaine étape, la plus difficile : sortir du pétrole.





» La Hague

De l'américium-241 dans l'eau

C'est l'ACRO, Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest, qui a révélé une pollution à l'américium-241 dans la boue d'un cours d'eau proche de l'usine de retraitement de La Hague. Le 11 octobre 2016, le laboratoire indépendant a transmis à l'Autorité de Sûreté Nucléaire, ses mesures : jusqu'à 71 Bq/kg sec... alors qu'il y a pollution à partir de 0,1 Bq/kg (L'américium-241 perd la moitié de sa radioactivité en 432 ans). Areva affirmant ne pas avoir fait de telles mesures, l'ASN a engagé ses propres contrôles.

Avenir des vieux réacteurs

"EDF ne peut pas financer le grand carénage [remise à niveau des réacteurs anciens] avec un prix de marché à 26 euros/MWh", disait Thomas Piquemal, directeur financier d'EDF lors de l'annonce de sa démission.

"C'est le meilleur investissement, la solution la plus économique pour produire de l'électricité entre 2020 et 2030" lui répond le 19 mai 2015, Dominique Minière, directeur exécutif groupe d'EDF, en charge du parc nucléaire et thermique. Si ce dernier annonce un prix du kWh passant de 40 à 55 € le MWh après rénovation, il pense que le prix de l'électricité va fortement remonter d'ici quelques années du fait de la raréfaction du pétrole.

Mais si le prix de l'électricité a autant baissé, ce n'est pas du fait des centrales thermiques, mais de l'effondrement du prix de production des éoliennes et des photovoltaïques. Ces dernières non seulement rendent le nucléaire déjà non rentable, mais vont concurrencer également les centrales thermiques, qui devront être fermées pour cause de réchauffement climatique.

Quand fermera-t-on Bugey ?

Pour retarder la fermeture de Fessenheim, le gouvernement veut coupler cela avec la mise en route de l'EPR de Flamanville. Cette dernière étant maintenant annoncée pour fin 2018, à ce moment là les réacteurs de Fessenheim auront dépassé 40 ans alors qu'ils étaient initialement prévus pour durer 25 à 30 ans.

S'il faut attendre que d'autres réacteurs soient construits pour arrêter Bugey — réacteurs les plus anciens après Fessenheim —, cela risque de prendre du temps : en effet aucune nouvelle construction de réacteur n'est lancée... et les procédures pour lancer le chantier de l'EPR de Flamanville remontent à 2002 ! Soit 16 ans au moins avant la production d'électricité !

Attendre 16 ans pour fermer le réacteur suivant ! Techniquement impossible ! On va bien devoir fermer des réacteurs sans les remplacer. Et ceci d'autant plus qu'économiquement, le nucléaire n'a plus aucun intérêt.

» CHRONIQUE

CATASTROPHE DE FUKUSHIMA

Monique Douillet

Façons de parler

Une majorité de Français pour nommer le triple désastre survenu au Japon en 2011 disent : "Fukushima", tout court. Fukushima désignant un accident survenu il y a un certain nombre d'années dans un lieu géographique lointain qui n'a pas affecté notre vie.

Les Allemand-es plus préoccupé-es par le danger nucléaire emploient "catastrophe". Ils et elles placent la catastrophe de Fukushima sur le même plan que celle de Tchernobyl et savent qu'on n'en a pas fini.

Au Japon, on dit : "san - ichi - ichi", trois petits mots ! San, traduction de trois (qui correspond à mars), suivi de : un, un, façon d'énoncer onze comme un numéro de téléphone". Ce *trois - un - un* résonne comme

une copie presque conforme de l'appellation américaine : "nine eleven" (septembre -onze)". Dire *onze mars*, c'est donc situer la deuxième date historique mondiale du XXI^e siècle, après *onze septembre*.

Curieusement, l'appellation de ces deux désastres n'est pas datée ! "Tchernobyl" non plus n'est

pas daté dans la conversation. Serait-ce pour indiquer que ces événements marquant le début d'une nouvelle ère ne peuvent pas être circonscrits ?

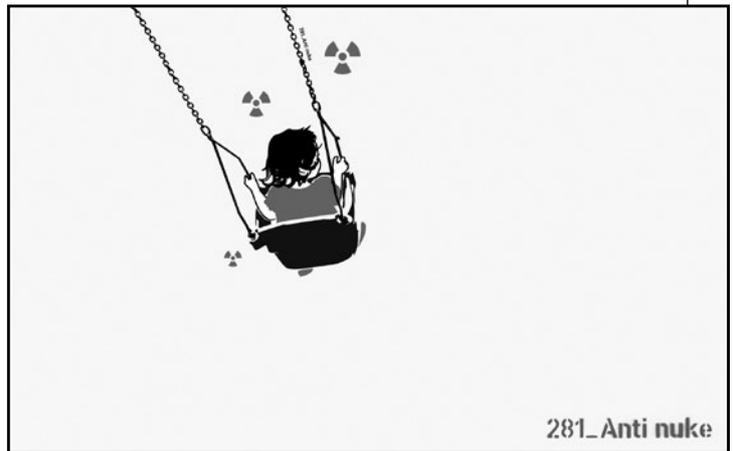
Les Japonais-es qui ne veulent plus du nucléaire ont créé un néologisme "Genpatsu-shinsai". *Genpatsu* est une abréviation de centrale nucléaire et *shinsai* fait référence au séisme. Cela signifie : "désastre causé par un séisme et par la centrale nucléaire, soulignant bien que ce désastre conjugue le phénomène naturel et l'action de l'homme.

Mais beaucoup de Japonais-es choisissent de nier la réalité et se contentent du terme *shinsai*.

Constatons que la manière de nommer l'évènement ne sera pas sans effet sur ce que l'Histoire en retiendra et par voie de conséquence, sur les leçons qu'on en tirera. "Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde" disait Albert Camus. En effet, la mise en garde est lourde de sens quand on apprend que le Japon et la France, peu après le 11 mars, sont allés vendre des centrales nucléaires en Turquie, pays sismique s'il en est.

Michaël Ferrier qui réfléchit au devenir de Fukushima écrit qu'il faudra vivre avec les changements qui se trament au quotidien (entre autres les mutations génétiques que nous découvrons déjà). Empruntant au jargon nucléaire, il transfère le terme de *demivie* aux êtres humains dont l'avenir entre désormais dans les calculs de probabilités de ceux qui nous gouvernent en jouant sur les estimations de *taux* et de *seuils* (1) supportables ou fatidiques.

(1) L'autorité de régulation nucléaire, la NRA, propose d'enterrer des déchets très radioactifs à 70 mètres sous le sol pendant 3 à 4 siècles, sous le contrôle des compagnies électriques, puis sous le contrôle de l'Etat pour les 996 siècles suivants. Une prévision à 100 000 ans ! Quant au seuil admis pour les déchets, il passe sous la barre de 8000 Bq/kg, alors qu'il était de 100 Bq/kg avant l'accident. 80 fois plus.



281_ Anti nuke

Une version chronologique détaillée de la catastrophe se trouve sur notre site : www.revuesilence.net

L'ÉCOLOGIE, C'EST LA SANTÉ

François Veillerette

Perturbateurs endocriniens : la Commission Européenne soutient les industriels

La question des perturbateurs endocriniens (PE) est décidément au centre d'une intense bataille en Europe. L'enjeu de cette bataille est simple : publier des critères permettant de définir quelles substances pesticides ou biocides seront considérées comme des perturbateurs endocriniens devant être interdits en Europe. Pas moins. La bataille pourrait paraître purement technique. Il s'agit bien au contraire d'une intense confrontation

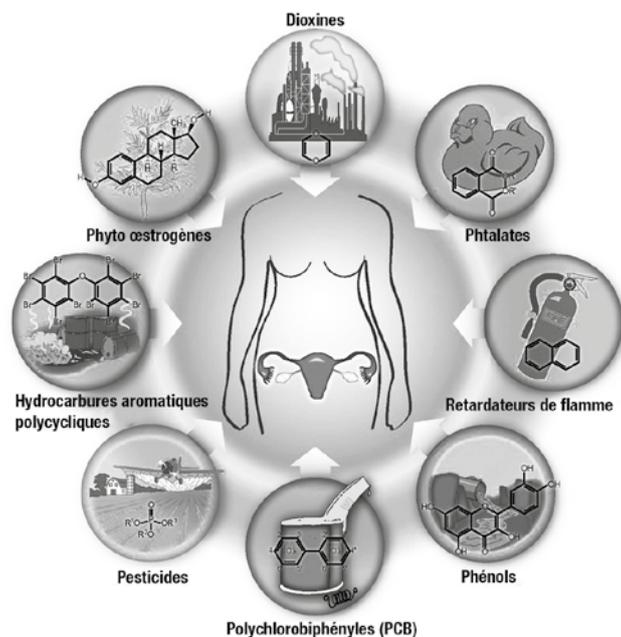
et qu'on connaît le lien causal entre le mode d'action et l'effet négatif. Les textes adoptés en 2009 prévoyaient d'exclure les substances pouvant avoir un effet néfaste sur l'humain et non, comme dans cette proposition, ayant un effet avéré ! La différence n'est pas mince ! Des données sur l'animal ne suffiraient plus, il faudrait des données de toxicité certaine pour l'être humain. Cette approche sous-

estimerait dramatiquement le risque pour les humains en ignorant de multiples données obtenues sur l'animal ! Il s'agit tout simplement d'un abandon de la prise en compte du principe de précaution pourtant prévue dans les textes votés.

De plus, les propositions de la Commission Européenne prévoient que des dérogations permettraient à des pesticides pourtant reconnus PE d'être autorisés si le risque est jugé négligeable pour l'être humain. Ceci est un autre recul inacceptable car le règlement de 2009 prévoyait de

telles dérogations uniquement pour une exposition négligeable définie, comme l'absence de contact avec l'homme. Cette disposition ouvrirait un véritable boulevard à l'industrie qui pourrait maintenir sur le marché des pesticides pourtant reconnus PE !

Cette proposition est clairement inacceptable. Elle est même considérée comme illégale par certains qui voient là une réécriture des textes votés en 2009, ce qui dépasse le mandat de la Commission. Une note positive : jusqu'à présent la France a une position très en pointe sur ce dossier puisqu'elle est proche de celles des ONG, et que l'ANSES a publié en juillet 2016 une évaluation très critique des critères proposés par la Commission.



de nature politique entre des intérêts privés – ceux de l'industrie chimique soutenue par les syndicats agricoles les plus conservateurs – et les défenseurs de la santé et de l'environnement.

Et pour l'instant, c'est l'industrie qui tient la corde dans cette lutte. La proposition de la Commission Européenne présentée en juin 2016 (avec plus de 2 années de retard) conduirait en effet à une définition extrêmement restrictive des produits qui pourraient être exclus en tant que PE. Un niveau de preuve extrêmement élevé serait ainsi requis puisqu'il faudrait prouver :

- que la substance est connue pour avoir un effet avéré pour la santé humaine,
- qu'elle a un mode d'action endocrinien,

En partenariat avec : www.generations-futures.fr

généralions FUTURES

Les femmes islandaises s'arrêtent de travailler à 14h38

Le 24 octobre 2016, des milliers de femmes islandaises se sont mises en grève à 14h38 pour protester contre les écarts de salaire entre les hommes et les femmes. Alors que les hommes sont payés jusqu'à 17h pour une journée de huit heures, les femmes, payées en moyenne 14 % de moins se sont arrêtées à heure équivalente.

C'est la quatrième grève de ce genre, toujours le 24 octobre. En 1975, 90 % des femmes avaient fait grève toute la journée. En 2005, elles s'étaient arrêtées à 14h08, en 2008 à 14h25. En onze ans, trente minutes ont été gagnées.

Des journalistes de Libération ont fait le calcul pour savoir à quelle heure devraient s'arrêter les femmes dans différents pays de l'OCDE.

La femme coréenne devrait s'arrêter à 10h48 (écart de salaire de 36,6 % !). C'est le record dans les pays industrialisés. Les Espagnoles s'arrêteraient à 15h59, ce pays étant le moins inégalitaire.

L'heure d'arrêt pour d'autres pays :

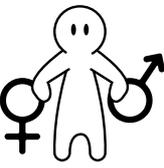
Japon	12h09
Israël	13h30
Etats-Unis	13h48
Allemagne	14h09
France	14h38
Danemark	15h01
Belgique	15h49
Hongrie	15h55

Selon un rapport du Forum économique mondial, en tenant compte de la vitesse d'évolution actuelle, l'égalité salariale pourrait être atteinte dans les pays industrialisés d'ici 170 ans.

Et si l'on rapporte cette différence de salaire à temps de travail égal, sur l'année civile, en France les femmes auraient dû s'arrêter de travailler le 7 novembre 2016 à 16h34 pour le restant de l'année.

DEPUIS LE 7 NOVEMBRE 16H34, LES FEMMES TRAVAILLENT POUR RIEN





Chiffons rouges

En septembre 2016, à Lanester (Morbihan), les ouvrières de l'usine de fabrication de lingerie du groupe Chantelle se sont une fois de plus mises en grève. Lors du blocage d'un rond-point tôt le matin, on pouvait voir certaines portant sur leur vêtement de tous les jours des guêpières telles qu'elles en fabriquaient pour la styliste Chantal Thomas il y a encore peu de temps. Comme souvent, quand les ouvrières se mettent en grève et se retrouvent ensemble dans la rue, leur présence amuse, énerve, surprend, comme si les luttes antérieures des ouvrières avaient été effacées des mémoires. Sans nécessairement remonter aux grèves des « midinettes » et autres cousettes du 19^e siècle, les femmes des usines, et tout particulièrement celles des usines textiles où elles ont très longtemps été concentrées, se sont toujours opposées à leurs conditions de travail ainsi qu'au libéralisme et à la délocalisation massive en Hongrie, Roumanie, Thaïlande, Vietnam, Maroc, Tunisie, nouvelles terres d'exploitation ouvrière. Les « filles de Chantelle » - terme qu'à la fois elles utilisent et qui les énerve - ont l'habitude des conflits durs quand la pression se fait trop forte ou que les fermetures brisent les parcours de vie.

L'entreprise crée ses premières usines dans les années 1960, à Épernay ou Saint-Herblain. Les hommes à la tête de l'entreprise familiale se lancent alors dans la fabrication industrielle de soutiens-gorge venus remplacer l'ancienne gamme des corsets, en recrutant des ouvrières tout juste sorties du CAP. L'histoire de la mode est pleine de ces contradictions : le soutien-gorge qui libère le corps de la femme est fabriqué par des ouvrières dont on vante la dextérité et la minutie pour mieux les exploiter.

Cousettes d'hier et d'aujourd'hui

Au début des années 1980, un conflit de 2 mois oppose les ouvrières de Saint-Herblain à la direction ; elles occupent leur usine pendant 5 semaines, jour et nuit. Elles obtiendront alors que leur salaire soit indexé sur le SMIC. En 1993, ce sont les mêmes qui s'opposeront, en vain, à la fermeture de l'usine



Ouvrières de Chantelle en lutte à St Herblain (Loire-Atlantique)

au cours d'une longue année de lutte. À chaque fois, elles recourent à leur propre style d'agitation : envahissement des bureaux, occupation, intervention au Salon international de la lingerie, manifestations où elles chantent *Le chiffon rouge* sous des banderoles de soutiens-gorge et de culottes, offrent des porte-jarretelles aux forces de l'ordre, les « draguent » en essayant de s'échapper... toute une agit-prop qui joue sur les représentations d'un métier qui ont été construites depuis le 19^e siècle autour des parallèles entre couturières et « filles faciles ». Non sans débats ni clivages syndicaux, elles subvertissent les normes de genre et attirent l'attention sur la fin programmée des ouvrières textiles. Chantelle n'en continue pas moins à être un des leaders mondiaux de la lingerie mais comme les autres marques françaises (Lejaby, Aubade...), l'entreprise fait maintenant tout fabriquer par des ouvrières délocalisées. La cousette est dorénavant roumaine, bengali ou cambodgienne. Mais elles ne sont pas plus dociles que les précédentes : depuis quelques années, les ouvrières du Bangladesh et du Cambodge ont repris le flambeau et se mettent elles aussi en grève !

En novembre 2015, Silence a publié une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme. www.revuesilence.net/affiche_100dates

» Turquie

La guerre contre les femmes

Depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002, la Turquie connaît une vaste régression concernant les droits des femmes. Les violences contre elles sont en hausse de 1400 % sur les 14 dernières années. 5406 femmes ont été tuées au cours de ces 14 années et c'est en hausse constante pour atteindre près de 3 femmes par jour cette année. L'AKP a fait passer des lois qui rendent le divorce plus difficile. En 2011, le Ministère des femmes et de la famille est devenu le seul Ministère de la famille. Erdogan, le président, a déclaré la guerre à l'avortement et à la contraception, mais a dû reculer pour le moment dans ses tentatives pour les interdire. Pour Erdogan, une femme qui n'a pas au moins trois enfants est "déficiente". En

mai 2016, une commission parlementaire sur le divorce a proposé de nouvelles dispositions : audiences à huis clos pour les affaires de divorces (pour empêcher les féministes d'être présentes dans la salle), limitation dans le temps de la pension alimentaire après un divorce, médiation par des conseillers religieux pour réconcilier les couples en cas de demande de divorce, l'âge légal du mariage pour les filles pourrait descendre de 18 ans à 15 ans, pour éviter les accusations de pédophilie... Les féministes très présentes dans les grandes villes organisent la résistance, mais dans les campagnes, la situation est terrible. (source : *Yeniyol Istanbul (nouvelle voie)* dans *L'Anticapitaliste*, 16 juin 2016)

» Etats-Unis

Les John, plus puissants que les femmes !

Un cabinet états-unien s'est livré à un étrange calcul. Pour mettre en valeur la prédominance masculine parmi les dirigeants d'entreprises aux Etats-Unis, il a calculé le nombre d'entre eux qui portent des prénoms courants masculins. Résultat : sur 1500 entreprises sondées, il y a moins de femmes parmi les dirigeant-e-s que d'hommes portant chacun de ces prénoms : John, William, James et Robert ! (Axelle n°179)

Encore un sommet Afrique France !

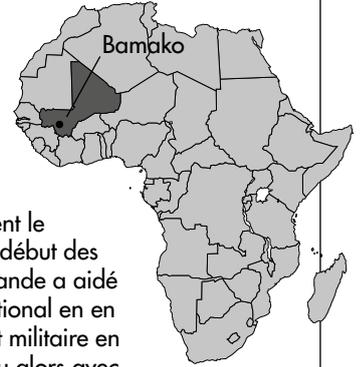
C'est une tradition, coûteuse et pathétique, qui voit régulièrement la France réunir autour d'elle ses vassaux africains ainsi que les autres dirigeants du continent. Cette fois-ci, la grand-messe a lieu à Bamako, les 13 et 14 janvier 2017. Le symbole est idéal, pour François Hollande, alors que l'élection présidentielle s'approche en France, de retourner sur les terres où il vécut *"la journée la plus importante de sa vie politique"*. Les dates correspondent en effet au déclenchement de l'opération Serval, vaste intervention militaire visant à reconquérir le nord du Mali, alors aux mains de divers groupes armés. Celle-ci s'est depuis métastasée dans toute la région, de la Mauritanie au Tchad, en passant par le Burkina Faso et le Niger (opération Barkhane), sans que la paix ne soit au rendez-vous.

La paix c'est la guerre

"La paix", justement, est l'un des trois thèmes officiels de ce sommet. Logique, la France aime à présenter ses guerres africaines comme autant de victoires. La réalité reste bien loin, pourtant, du discours. Six ans après l'opération Harmattan en Libye, qui a fait chuter Kadhafi et, dans la foulée, profondément déstabilisé le Sahel, le pays est toujours plongé dans le chaos. Au Mali, si l'opération Serval a repoussé un temps les groupes armés, Barkhane, à sa suite, semble incapable d'enrayer les combats récurrents qui secouent le nord et le centre du pays. Les Casques bleus présents sur place ont le taux de perte le plus élevé de toutes les opérations de l'ONU de ces dernières années. Reste Sangaris, l'opération en Centrafrique, dont les résultats n'ont pas été plus brillants et sur laquelle plane l'ombre d'un scandale, celui des viols de jeunes garçons par des soldats français.

Le partenariat c'est l'oppression

Autre thème du sommet : "le partenariat". Mais le partenariat avec qui ? Avec Idriss Déby, qui tient le Tchad d'une main de fer depuis le début des années 1990, et que François Hollande a aidé à se relégitimer sur le plan international en en faisant le pivot de son déploiement militaire en Afrique de l'Ouest et Centrale ? Ou alors avec Denis Sassou Nguesso, lui aussi au pouvoir depuis des lustres au Congo-Brazzaville et qui a déployé depuis plus d'un an une répression féroce pour garantir sa "réélection" à vie ? Ou bien avec Ali Bongo, qui perpétue le pouvoir dynastique de son père au Gabon, en prétendant avoir remporté un scrutin dont les résultats confinent à l'absurde ? Autant de despotes écrasant leur peuple qui sont, encore et toujours, des amis de la France.



L'émergence c'est l'accaparement

Enfin, le sommet doit aborder la question de "l'émergence", nouveau visage sémantique de l'idée de développement, qui se résume bien souvent à la seule croissance du PIB. Quant à savoir à qui profite cette croissance, mieux vaut rester dans le flou. Du pillage des sous-sols en évasion fiscale, d'accords commerciaux taillés sur mesures pour les exportateurs européens en accaparements des terres, les peuples africains se voient dépossédés de ce qui pourrait améliorer leur condition de vie. Un beau sommet en perspective.

Une chronique de : *Survie*, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <http://survie.org>



Politique

Turquie, la fin de la démocratie

♦ **Les purges s'intensifient.** L'État turc tente de museler les médias : plus de 130 journalistes emprisonnés, dont le 11 novembre 2016 le rédacteur en chef ainsi que le président du directoire du quotidien d'opposition *Cumhuriyet*. Les organisations politiques sont aussi attaquées, en particulier le HDP, parti démocratique d'opposition, qui a vu 9 de ses député-e-s inculpé-e-s et ses deux codirigeants emprisonnés. Avocat-e-s et autres membres de la société civile sont également emprisonné-e-s en nombre.

♦ **Asli Erdoğan, symbole de toute une société emprisonnée.** Le 16 août 2016, Asli Erdoğan a été jetée en prison. L'accusation, toujours la même depuis la nouvelle loi contre le "terrorisme" votée avant même le putsch manqué, est celle de "soutien à un mouvement terroriste". Asli Erdoğan est écrivaine, journaliste engagée, notam-

ment pour les droits des Kurdes. Physicienne de formation, elle est devenue une figure phare de littérature turque. Elle a publié plus d'une dizaine de romans traduits dans plusieurs langues. Tous les jours plusieurs écrivains se relaient devant la prison pour femmes d'Istanbul où Asli Erdoğan est emprisonnée, et tous les journaux d'opposi-



Asli Erdoğan

tion publient chaque jour à tour de rôle un texte d'elle pour maintenir la pression. Dans un *"appel d'urgence"* publié début novembre, elle écrit : *"Je suis convaincue que l'existence d'un régime totalitaire en Turquie, se couvrirait inévitablement, d'une façon ou d'une autre, aussi l'Europe entière. L'Europe est actuellement focalisée sur la "crise de réfugiés" et semble ne pas se rendre compte des dangers de la disparition de la démocratie en Turquie"*.

♦ **En France,** l'activiste Xavier Renou a été condamné le 9 novembre 2016 à verser 800€ de dommages et intérêts, 500€ pour le 'préjudice matériel' et 1€ pour le 'préjudice moral' à l'office de tourisme de Turquie à Paris, suite à une action ayant consisté à ensanglanter ses locaux le 1^{er} avril 2016 avec le collectif *Les Désobéissants*. Ainsi qu'à 200€ d'amende pénale avec sursis.



Résistances aux accords de libre-échange

♦ **Les Wallons nous sauvent de la domination des multinationales.** En refusant de signer l'accord CETA de libre échange entre l'Union européenne et le Canada, le gouvernement wallon s'est trouvé en position de force, fin octobre 2016, pour négocier un "document interprétatif du traité". Celui-ci introduit la possibilité pour les États de rendre publics des services qui auraient été précédemment privatisés. Le nouveau texte précise : " L'Union européenne et ses États membres ainsi que le Canada conserveront dès lors la capacité de réaliser les objectifs légitimes de politique publique définis par leurs institutions démocratiques dans des domaines tels que la santé publique, les services sociaux, l'éducation publique, la sécurité, l'environnement, la moralité publique, la protection des données et de la vie privée, ainsi que la promotion et la protection de la diversité culturelle ". Les États restent maîtres de la définition de leurs normes et réglementations concernant l'innocuité alimentaire, la sécurité des produits, la protection des consommateurs, la santé, l'environnement et la protection du travail. Le CETA ne pourra pas faire appel à d'autres tribunaux que ceux existants dans les différents États (ce qui met fin au projet de tribunaux privés créés conjointement par les États et les multinationales). Reste à voir si maintenant de nouvelles entourloupes ne vont pas avoir lieu pour contourner ce texte...

♦ **Détournement massif de publicités et actions créatives à Bruxelles.** Alors que la Belgique était en plein débat sur la signature ou non du CETA, le 1^{er} novembre 2016, le collectif d'artistes Brainwashing a réalisé dans les rues de Bruxelles un détournement des affiches publicitaires. Le même collectif était déjà intervenu à Paris, pendant le sommet sur le climat (voir *Silence* n°442, pages 34 et 35). Du 3 au 5 novembre 2016, environ 500 activistes originaires de 10 pays ont participé à un jeu géant dans Bruxelles, *TTIP Game Over*. Il s'agissait d'exprimer avec originalité et détermination le refus des accords Tafta et Ceta, à travers 40 actions en trois jours. Les Bruxellois-e-s ont pu assister entre autres à une vente aux enchères de la planète Terre, à une joyeuse rébellion d'animaux contre la marchandisation du vivant, ou encore à des actions d'affichage originales dans le métro. Cette mobilisation était organisée par *Alternatiba*, *Les Amis de la Terre*, *Attac* et *ANV-COP21*.



DK



DK



DK



DK

En France, la place des journalistes indépendants est-elle en prison ?

Le 26 octobre 2016, le journaliste indépendant Gaspard Glanz, du média en ligne *Taranis news*, a été interpellé puis mis en garde-à-vue. Son crime : avoir voulu filmer l'opération d'évacuation des migrant-es de la jungle de Calais. Dans un article, il explique qu'il a découvert dans sa cellule une superbe fresque de cheval en sauce de raviolis. Il découvreira que celle-ci a été peinte par une journaliste anglaise, elle aussi privée de liberté six jours plus tôt avec son équipe du journal *The Independent* venue couvrir les expulsions de Calais, au motif qu'ils détenaient un masque à gaz. L'équipe a ensuite été expulsée du territoire français. "Littéralement, de toutes les guerres et de toutes les régions difficiles que j'ai couvertes, c'est l'un des pires moments que j'ai eu à passer avec la police", commente le grand reporter Richard Parry, membre de l'équipe. Les quatre journalistes et leur traducteur ont passé 24 heures dans des cachots sans fenêtres avec des toilettes à la turque, pas lavées depuis des mois. "Il y a une lumière mais pas de fenêtres. C'est très petit. Il y a deux matelas en plastique qui dégoulinent d'urine". Cerise sur le gâteau, Kais Laabidi, leur traducteur tunisien, était encore détenu 25 jours plus tard au *Centre de Rétention Administrative (CRA)* de Cocquelles en attendant d'être expulsé...

(Source : <http://taranis.news>, 11 novembre 2016)

Hervé Kempf refuse la légion d'honneur

Fin octobre 2016 Hervé Kempf, journaliste créateur du média en ligne *Reporterre* et auteur de *À bas l'oligarchie, vive la démocratie*, s'est vu proposer la Légion d'Honneur par le cabinet de la Ministre de l'écologie Ségolène Royal. Il a rendu publique une lettre de refus dans laquelle il explique que cette distinction lui " paraît tout à fait incompatible avec l'exercice du métier de journaliste, dont un principe de base est, pour assurer sa liberté, de se tenir à distance des personnes de pouvoir et d'en refuser les avantages ou distinctions ". Citant le déplorable état de concentration de la grande presse en France, les attaques régulières contre la liberté de la presse, les violences policières contre les journalistes, il appelle la Ministre à réformer les aides à la presse au profit d'une vraie diversité de médias. Et en conclut qu'il lui est impossible d' " accepter une décoration de la part d'un gouvernement qui n'a rien fait, au contraire, pour limiter le pouvoir des oligarques et les atteintes à la liberté d'informer ".



NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Dominique Lalanne

Un Traité d'interdiction des armes nucléaires en 2017

C'est la nouvelle historique de l'année 2016 ! Le 27 octobre dernier, il a été voté à l'ONU, à une majorité de 76 %, la décision de rédiger et d'ouvrir à signature un traité d'interdiction totale des armes nucléaires en 2017. C'est le résultat de plus de 3 ans de travail lors de conférences internationales sur les "effets humanitaires catastrophiques d'une frappe nucléaire" et du soutien de toutes les ONG internationales de la campagne ICAN (Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires).

Evidemment la France a voté contre. Ainsi que les Etats-Unis, la Russie, le Royaume-Uni et Israël... Mais les autres Etats nucléaires, la Chine, l'Inde et le Pakistan se sont abstenus, montrant par là qu'ils ne désapprouvent pas un tel processus. Quant à la Corée du Nord, elle a voté pour, un paradoxe ou une provocation ?

La clef de l'abolition des armes nucléaires est détenue par les Etats qui ont de telles armes ou qui bénéficient d'un "parapluie nucléaire" dans une alliance avec un pays nucléaire. En premier lieu les pays de l'OTAN. Or, fait significatif, les Pays-Bas qui hébergent une base avec une vingtaine de bombes nucléaires américaines se sont aussi abstenus de voter contre cette résolution. Un début de fissure dans la doctrine de l'OTAN ? Cette attitude fait suite à la décision du parlement hollandais de souhaiter un tel traité. La fissure dans l'OTAN pourrait bien s'agrandir car le Parlement européen a voté une résolution demandant aux Etats européens de participer à l'élaboration de ce traité !

Sécurité physique et sentiment de sécurité

Comment sommes-nous concernés en France par cette dynamique ? En premier lieu car elle donne du poids à la demande de désarmement nucléaire de notre pays. Et avec l'argument d'améliorer la sécurité internationale ! C'est précisément la pomme de discorde entre partisans et adversaires du désarmement nucléaire. Ses partisans annoncent que l'arme nucléaire nous met en "sécurité" mais sans se soucier de quelle "sécurité" ! Car il s'agit d'un "sentiment de sécurité" et non d'une "sécurité physique". Pour prendre des exemples simples, "la ceinture de sécurité" dans notre voiture assure une "sécurité physique" tandis que le panneau indicatif "Pour votre sécurité, ne pas s'approcher du précipice, barrière vétuste" n'est qu'une indication, une dissuasion diraient les militaires ! Une dissuasion qui ne dissuade pas tout le monde et dans ce dernier cas les enfants ou les téméraires ne sont-ils pas en danger ?

L'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux Etats-Unis va-t-elle changer la donne ? Quoi qu'il en soit, la campagne électorale que nous allons traverser en 2017 est la bonne occasion de lancer ce débat. Pour notre sécurité, l'arme nucléaire doit être éliminée, en France, dans le monde, partout. Mieux, elle doit être abolie, comme le fut l'esclavage. En premier lieu, sa possession doit être interdite. Il faudra questionner les candidat-es de 2017 sur leur intention ou non de soutenir un tel nouveau traité.



"Interdisez les armes nucléaires en 2017"

Dominique Lalanne est président de "Armes nucléaires STOP" - do.lalanne@wanadoo.fr

De la violence des autocollants

En août 2016, lors du jeûne annuel contre l'arme atomique (commémoration d'Hiroshima et Nagasaki), plusieurs militant-es sont venu-es faire un die-in devant le siège des Républicains. Deux d'entre elles et eux ont été arrêté-es pour avoir collé des autocollants sur la vitrine et écrit à la craie "non au financement de l'arme nucléaire". ces deux personnes ont fait 28h30 de garde à vue pour cet acte proche du terrorisme ! Elles ont été convoquées au tribunal trois mois après, le 7 novembre 2016 — cela va beaucoup plus vite en justice quand il ne s'agit pas du financement occulte des partis politiques —. Elles sont inculpées pour "acte de dégradation grave, et violent". Lors de son intervention au tribunal, Patrice Bouveret venu expliquer l'illégalité des armes

nucléaires, a été interrompu par la présidente du tribunal accusant les antinucléaires d'"être dans le refus du dialogue". Comme un témoin s'étonnait qu'aucun procès ne soit fait à la France pour le non-respect du droit international, la même présidente a répondu "ainsi va le monde".

Le 5 novembre, en solidarité avec les deux militant-es jugé-es, de nouvelles actions de collage d'autocollants ont été organisées à Carcassonne, Montpellier, Nantes, Paris, Rennes, Tours et Lyon. Les deux interpellé-es ont finalement écopé de 350€ d'amende chacun-e.

Action de solidarité à Nantes le 5 novembre 2016 par le GIGNV



DRÔME : RENCONTRES DE L'ÉCOLOGIE AU QUOTIDIEN

En Drôme dans la Biovallée du 27 janvier au 5 février 2017, à Die. Thème de l'année : "Soyons le changement... que nous voulons voir dans le monde" (Gandhi). Buvette et restauration biologique et locale sur place.

- **Vendredi 27 janvier : agriculture soutenable.** Les semences buissonnières ; cuisine vivante avec V. du Retail ; créer un compost ; les Créatifs Culturels avec A. Vitalis ; film *Quand le vent est au blé* de M. Devuyt ; film *Demain* de C. Dion.
- **Samedi 28 janvier : Biovallée vivante.** Rencontres ludiques avec Roseline ; la permaculture au jardin avec C. Mayo ; sortie "insectes" avec la LPO Drôme ; les insectes et la pollinisation avec P. Dupont ; journalistes et nature avec C. Mayo JNE et J. C. Noyé ; les plantes médicinales et la santé ; construisons ensemble la Biovallée avec A. Agier et J. P. Brun ; bal folk avec *Les Coquecigrues*.
- **Dimanche 29 janvier, alternatives d'ici et d'ailleurs.** L'entraide, ingrédient indispensable pour les temps qui viennent ; "Petit traité de résilience locale" de Pablo Servigne ; film *Qu'est-ce qu'on attend* de M. M. Robin ; réintroduction du gypaète barbu avec J. Traversier et Betton PNRV ; villes en transition avec Haja Leca et Rob Hopkins.
- **Lundi 31 janvier : mouvements citoyens /démocratie active.** Eco-lieux, habitats partagés et autres projets avec Ecoravie ; *A Bure pour l'éternité* avec *Sortir du nucléaire* ; agroforesterie avec Serendip de Eurre et S. Blache ; l'histoire d'un monde en transition avec Haja Leca ; film *Irintzina* de S. Blondel et P. Hennequin, *Alternatiba* Grenoble et Lyon.
- **Mardi 31 janvier : non-violence.** La non-violence, avec J.-F. Bernardini ; apiculture familiale et de loisir avec Jérôme Alphonse ; intelligence collective avec C. Monnot-ESCCD ; "Debout" Que signifie être féministe aujourd'hui ? ; langue des signes pour les scolaires avec S. Mauplot ; robot, intelligence artificielle avec O. Cussac ; Luminer, pour jardiner la paix avec C. Commarmond ; éco-mobilité avec Dromolib, S. Pignal, Ville de Die, CCD, Ecologie au Quotidien.
- **Mercredi 1^{er} février : énergies renouvelables.** Espace Partagé de travail-coworking, L'Usine vivante de Crest et Latelier de Die : tiers-lieux ; écologie pour les jeunes-Ateliers Nature Alimentation Enfants avec RDEE ; centrales villageoises photovoltaïques, Beaufort World Café ; la vallée de la Drôme, terre de transition avec O. de Schutter et A. Agier ; film *Le Lien* avec le réalisateur RDEE ; les énergies renouvelables avec Négawatt et S. Chatelin.
- **Jeudi 2 février, écologie intérieure.** 2038, les futurs du monde, avec V. Raison ; nanotechnologies ? avec D. Lanquetuit ; film *L'Odyssée de l'Empathie* de M. Meignant, M. Viana, A. Tesson ; agriculture et changement de paradigme avec M. Carlin et J. Capelat ; osons la fraternité avec Patrick Viveret et V. Raison.
- **Vendredi 3 février : climat.** Film *La glace et le ciel* de L. Jacquet sur Claude Lorius J. Bouvier et F. Valla ; sauvegarder les paysages avec O. Maurice ; restaurer le climat grâce aux petits cycles de l'eau avec V. Valette ; les citoyens des Biodistricts Européens se mobilisent avec D. Jouve, association Biovallée et C. Veyret ; film *La soif du monde* avec B.-M. Duffe, (CCFD - Terre Solidaire) et V. Valette ; film *Une planète, une civilisation* avec G. Derive, M. Rivasi, N. Haeringer.
- **Samedi 4 février : éducation.** Expérimenter les fondements de l'intelligence collective avec L. le Douarec ; controverse : les nouveaux compteurs Linky ; film *Ecole en vie* de M. Syre M. Morin ; développer ses ressources énergétiques avec L. le Douarec ; sous l'écorce avec M. Chaudière ; éduquer à la liberté et contre la violence : c'est possible et c'est urgent ! avec P. Meirieu ; spectacle Plan'ète ; bal folk avec *Les Mains Baladeuses*.
- **Dimanche 5 février : nature et biodiversité.** Pti'Dej *Cercle de parole* sur le thème des Rencontres de Die ; la greffe dans ses états avec M. Chaudière ; forêts sauvages avec G. Cochet ; atelier créatifs culturels avec A. Vitalis ; film *Vers un monde altruiste* de S. Gilman et T. de Lestrade ; film *La métamorphose des insectes* ; soirée conviviale et chansons sur l'écologie avec P. Audray ; sortie nature avec G. David-LPO Drôme ; lectures de paysages avec C. Veyret, journaliste.

Informations pratiques : Ecologie au Quotidien 695 Chemin de Chastel et Bassette, 26150 Die, tél : 04 75 21 00 56, www.ecologieauquotidien.fr. Transport : www.ecovoyage0726.fr. Pour l'hébergement, contactez l'Office du tourisme de Die : 04 75 22 03 03, www.diois-tourisme.com.

IRINTZINA, LE CRI DE LA GÉNÉRATION CLIMAT

Ce film dont Silence est partenaire raconte l'émergence du mouvement pour la justice climatique Alternatiba. Il sera présenté en avant-première :

- **le 9 janvier 2017 à Dax (40)** à l'occasion du procès de Jon Palais, accusé de vol en réunion de chaises, procès qui sera celui de l'évasion fiscale et non des militants !
 - **le 26 janvier 2017 à Salon-de-Provence (13)** lors de la 4^{ème} édition du festival Terre et Avenir
 - **le 30 janvier 2017 à Die (26)** à 20h, à l'occasion des Rencontres de l'Écologie au Quotidien.
- Plus de renseignements sur <www.irintzina-le-film.com>

» Agir ensemble

■ **Isère.** Auteur-compositeur-musicien-chanteur qui habite près du lac de Paladru cherche musicien-nes, chanteur-euses, technicien-nes de son pour former un groupe en vue d'arrangements, enregistrements, et production sur scène. Ayant créé environ 300 morceaux de différents styles (rock, blues, folk-rock, reggae, country...), je suis aussi ouvert à la co-création, ainsi qu'à appuyer les créations des uns et des autres. Attitude positive, engagée/militant, pour le plaisir, l'émotion du son, et les messages. Préférence pour des personnes qui n'habitent pas loin, qui sont disponibles plusieurs fois dans la semaine, qui sont créatrices elles-mêmes. Spécifiquement je cherche : guitariste électrique, clavier, batterie, basse, voix et éventuellement flûte, harpe, violon, saxo. Dispose d'un local. Tout âge de 18 à 80 ans possible. Contactez Gregg au 04 76 35 43 25 ou greykwest@free.fr.

■ **Le conseil des 13 lunes.** D'origine amérindienne, il se base sur des contes. 13

rencontres dans l'année, entre femmes, pour partager, se retrouver, évoluer avec le soutien d'un groupe...de sœurs. On y parle, on y fabrique des objets, on y chante, on y mange, on y joue du tambour et cela nous aide à nous sentir connectées à nous-même, les unes aux autres et à l'ensemble de la 'Toile' pendant le mois lunaire qui sépare chaque rencontre. Pour 2017 je voudrais proposer cet enseignement à un groupe parce que je le trouve beau, puissant et ressourçant. En pratique, cela se passera un dimanche toutes les 4 semaines, sur la région lyonnaise, parfois en nature, parfois à l'intérieur selon la météo, de 9 à 17h. Le tarif est de 70 euros et en participation consciente pour celles qui connaissent des aléas financiers. Il y a deux premières séances libres d'engagement, puis on embarque pour l'année. *Clémentine Jolivet, tél : 06 32 56 89 87, www.cie-sisma.fr, www.facebook.com/compagniesisma.*

» Vivre ensemble

■ **Charentes.** Colocation à 25 km de Cognac,

environnement

NOTRE-DAME-DES-LANDES : OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Prenez contact avec les occupants avant votre arrivée : depuis le début de 2016, les lieux sont saturés !

Contact : reclaimthepad@riseup. Informations : www.reclaimthepads.org ou http://zad.nadir.org.

GRENOBLE : LA MONTAGNE EN TRANSPORTS DOUX, C'EST POSSIBLE 20 janvier

Remise des prix du concours "Changer d'approche" organisé par l'association Mountain Wilderness. Le principe : effectuer une sortie en montagne sans voiture mais en utilisant uniquement des transports doux. 350 participants ont tenté l'expérience et l'ont racontée ensuite sur différents supports. Cette soirée permettra d'écouter les plus beaux récits. A 19h à l'Hôtel de Ville de Grenoble. De nombreuses idées de sorties en mobilité douce sont par ailleurs disponibles sur : changerdapproche.org.

Mountain wilderness France, 5, place Bir Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 01 89 08, www.mountainwilderness.fr.

paix

DAX : PROCÈS DES FAUCHEURS DE CHAISES 9 janvier

Jon Palais est le premier faucheur de chaises convoqué au tribunal suite à une réquisition citoyenne de chaises dans une banque pour alerter le public sur l'évasion fiscale. Une mobilisation massive est attendue pour le soutenir sur place. Audience à 13h.

Informations : Action Non-Violente COP21, http://anv-cop21.org.

MONTREUIL : L'AUTRE, L'ÉTRANGER, REEL OU SUPPOSÉ 21-22 janvier

Week-end proposé par le réseau Tensions sociales du Mouvement pour une

RENCONTRES DE JEUNES JOURNALISTES 'ÉCRIRE SUR L'EXIL ET LA MIGRATION'

Sur le thème 'Une autre perspective, écrire sur l'exil et la migration', une série de trois rencontres entre jeunes journalistes ou acteurs et actrices de médias en France, Allemagne et Liban. Pour collaborer en faveur de la justice sociale, développer une approche interculturelle du travail journalistique, permettre une meilleure compréhension des contextes, constituer un réseau international. Et œuvrer collectivement à une prise en charge plus juste de la problématique des réfugié-e-s dans nos sociétés. De 18 à 30 ans. Participation aux trois étapes de l'échange : 8-16 avril 2017 au Liban, 13-20 août en Allemagne, 3-10 mars 2018 en France.

Organisé par Tabadol, Mashallah et Bapob. Tabadol : tél. 06 18 14 84 93, www.tabadol.org.

Agenda

Alternative Non-violente (MAN). De plus en plus de personnes se questionnent sur les possibilités de cohabitation entre personnes de différentes religions ou origines, utilisant parfois le terme de laïcité de manière 'excluyente'. L'objectif de ce week-end est d'essayer de mieux comprendre pour pouvoir agir : comprendre ce que l'étrange(r) peut provoquer chez nous, reprendre des faits et des statistiques, connaître des pistes d'actions concrètes, et apporter notre savoir-faire en termes de réflexion et d'action non-violentes.

Programme et inscription : nonviolence.fr

santé

GENÈVE : DIXIÈME ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigie devant le siège de l'OMS pour dénoncer sa soumission au lobby nucléaire. La dissimulation et la non-assistance sont des crimes. Le collectif assure votre hébergement. Prendre contact avant pour annoncer votre venue.

Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, paul.roullaud@independentwho.org, www.independentwho.org

s!lence

LYON : EXPÉDITION DE S!LENCE

Jeudi 19 et vendredi 20 janvier

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

vélo

PARIS : VÉLORUTION

7 janvier

Départ place de la Bastille à 14h

http://velorution.org/paris/vlr/

Annonces

campagne. Si vous êtes intéressés par mon annonce mon adresse : daniel.rulhes@sfr.fr.

■ **Haute-Garonne.** Nous sommes un groupe constitué de trois familles et nous recherchons un foyer supplémentaire pour rejoindre un projet d'habitat participatif : construction de 4 maisons écologiques, une maison commune et des jardins partagés sur un terrain de 5000 m² à Carbonne (35 km au sud de Toulouse). Contact : degatoga@free.fr.

■ **Aude.** Cherche personne pour futur habitat partagé à Narbonne, atelier, garde-manger, jardin en commun. Autonomie en eau et électricité. Intergénérationnel. Les travaux seront faits avec des matériaux sains, les moins coûteux, dans l'esprit d'une simplicité volontaire. cielterremonde@gmail.com.

» Immobilier

■ **Réf 452.01. Loir-et-Cher.** Vend ou échange terrain constructible viabilisé 550 dans le 41, près de Vendôme. Écrire au journal qui transmettra.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



Mouhammad Abo.Kassem

▲ "Les enfants d'Alep gagnent le jeu contre les avions de guerre d'Assad". Le 17 juillet 2016, les forces du régime ont imposé un siège sur les régions de l'Est d'Alep sous le contrôle des factions de l'opposition, qui ont déclaré une bataille pour briser le siège d'Alep. Les civils et les enfants ont résisté en brûlant des pneus, en utilisant la fumée noire afin de perturber les avions de guerre et les hélicoptères des forces du régime, selon Sky News.

Résistances créatives face à la violence en Turquie, Iran et Syrie

De la Turquie à l'Iran, de la Syrie à la France, des résistances créatives naissent et se construisent malgré des niveaux de répression et de violence élevés. Pinar Selek, activiste et sociologue de Turquie exilée en France, a invité lors d'une table-ronde des acteurs et des actrices engagé-es dans ces différents contextes à venir confronter leurs analyses et leurs témoignages. (1)

Pinar Selek : Nous présentons ici des résistances créatives qui veulent s'autonomiser de la violence, dans différents contextes. Yavuz Atan est Kurde. Il a fréquenté les milieux anarchistes et non-violents en Turquie, il a été engagé dans le mouvement anti-guerre, puis est devenu lui-même objecteur de conscience en 1993. Il est proche de l'écologie sociale ainsi que du mouvement féministe.

**"LA VIOLENCE ORGANISÉE
NE NOUS AMÈNE JAMAIS À LA LIBERTÉ,
MAIS À L'ÉTAT"**

Yavuz Atan : En Turquie, nous vivons un coup d'Etat contrôlé et organisé. Il s'agit d'une sorte de jeu de la part de l'Etat, qui veut reconstruire la structure étatique en plongeant le peuple dans l'horreur. Avant, il y avait la guerre au Kurdistan. Maintenant nous sommes en train de vivre une guerre qui s'est étendue à toute la Turquie. Face à cela nous créons différentes sortes de mobilisation.

Le mouvement antimilitariste est apparu sur la scène au début des années 1990, avec le slogan : "N'allez pas en guerre contre les Kurdes !". Nous avons refusé dans notre résistance les valeurs dominantes fondées sur la violence. La violence organisée ne nous amène jamais à la liberté, mais à l'Etat. Nous utilisons des

modes d'organisation autogérés et non-hiérarchiques, car sinon cela ne mène pas à la liberté.

Au niveau du mouvement anti-guerre, nos alliées principales sont les féministes. Nous faisons avec elles l'analyse que la guerre est une manifestation de masculinité. Nous sommes allié-es également aux mouvements LGBT et écologistes, et cultivons des liens transnationaux.

Récemment, nous sommes allé-es de l'ouest de la Turquie vers Diyarbakir, où s'est tenu un grand rassemblement de 600 personnes. Nous avons discuté de quelles tactiques utiliser sans utiliser la violence.

Actuellement, il y a au moins une personne par semaine qui déclare son objection de conscience en Turquie, avec ce que cela signifie comme conséquences (prison).

**QUELLE RÉSILIENCE FACE AU PROJET
TOTALITAIRE EN IRAN ?**

Pinar Selek : Somayeh Khajvandi est réfugiée politique, elle vit en France depuis 2010. Elle effectue actuellement une thèse de doctorat pour étudier comment le projet totalitaire en Iran n'a pas pu se réaliser totalement.

Somayeh Khajvandi (2) : La révolution de 1979 en Iran a remplacé une dictature aux habits modernes

(1) Dans le cadre d'une table-ronde organisée à Lyon le 15 octobre 2016 par le Collectif lyonnais de soutien à Pinar Selek, accueillie à la mairie du 1er arrondissement par sa mairesse Nathalie Perrin-Gilbert. Yavuz Atan était en connexion par skype depuis la Turquie.

(2) Sa réflexion s'inscrit dans le cadre d'un projet de thèse de doctorat sous la supervision de Boris Cyrulnik sur "Le sens de la résilience dans la vie quotidienne en Iran".



▲ Mur d'une école à Homs, octobre 2016. "Avec l'éducation nous bâtissons une réalité meilleure".

par une dictature idéologique qui étend les interdits aux moindres aspects de la vie sociale et privée des citoyen-nes. Axées sur les vieux fantasmes, les nouvelles lois islamiques déclarent une guerre inouïe à toute forme de plaisir ou d'attraction non-conforme à la grille idéologique. Au centre de ce dispositif mortellement violent, une misogynie évidente et un ascétisme pervers sont à l'œuvre. Il faut insister sur la dimension oppressive du régime envers les personnes LGBT. Pourtant, près de quarante ans après la restauration de la théocratie en Iran, il y a une faillite du projet totalitaire d'islamisation de la société qui peut s'expliquer par l'échec du pouvoir en place à "islamiser" les goûts et l'univers sensible et mental des individus en Iran.

LA VIE SENSIBLE COMME SUPPORT DE LA RÉSILIENCE

Mais quelles formes de résistance de la part de la société civile iranienne ont empêché ou perturbé ce projet d'islamisation ? Pour répondre à cette question je fais appel à la notion de résilience, qu'on peut définir avec Boris Cyrulnik comme un processus biologique, psychoaffectif, social et culturel qui permet un nouveau développement après un traumatisme psychique.

En Iran, les interdictions sont transgressées, contournées par diverses astuces. Par exemple le 16 juin 2009, 3 millions de personnes marchaient en silence, sans violence.

Depuis le mois de mai 2014, une journaliste iranienne, Masih Alinejad a lancé un mouvement sur Facebook incitant les femmes en Iran à se prendre en photo sans voile et à diffuser ces photos sur les réseaux sociaux.

Au mois de septembre 2016, le Guide Suprême, l'Ayatollah Khamenei, lance une fatwa pour interdire aux femmes de faire du vélo dans les lieux publics, les rues et les parcs. Aussitôt de nombreuses iraniennes réagissent : elles

chevauchent leurs vélos, se prennent en photo et lancent une campagne contestataire sur les réseaux sociaux pour dire non à cet ordre dicté par le Grand Guide.

En dépit de l'orientation idéologique du pouvoir islamique consistant à imposer aux femmes iraniennes un apartheid de sexe et de profession, ou en quelque sorte une assignation à résidence généralisée, le taux de scolarisation universitaire des femmes, le nombre de chanteuses, de musiciennes, d'actrices et d'activistes des droits civiques des femmes n'a pourtant pas cessé d'augmenter.

"CETTE TRISTESSE FABRIQUÉE QUI EST LE VÉRITABLE ART DE GOUVERNER"

Pinar Selek : Behrouz Safdari est né en Iran, il vit en France et est entre autre traducteur en persan d'auteurs liés au mouvement situationniste.

Behrouz Safdari : J'ai vu ce midi dans les toilettes d'un restaurant alternatif un texte affiché sur le mur (3) écrit par Alain Damasio. En voici un extrait : "Les pouvoirs n'ont qu'une seule et véritable force : celle d'attrister. Le pouvoir nous attriste et ne peut obtenir de nous la servitude volontaire grâce à laquelle il nous soumet que par cette tristesse fabriquée qui est le véritable art de gouverner. (...) Face à lui, il suffit souvent d'un peu de joie nue, de cette capacité de joie native, propre à l'enfant en nous, pour défaire son empire et ses spectres. Pour raturer les peurs dont il se nourrit. Et cette joie, elle naît du sol où l'on pose son âme et ses pieds. Elle vient d'un ici et d'un maintenant que tous nos technococons douilleux n'ont de cesse de décaler vers un ailleurs décrété "enviable" et un "plus tard" supposé toujours plus chouette que le présent qui est pourtant le seul de nos temps habitable. Habiter, peupler, partir de la situation. Toujours se tenir en puissance de..."



(3) Extrait d'un livre intitulé *La Zone du dedans, réflexions sur une société sans air*.



▲ Bénévoles, non-armés, les Casques blancs (ici à Alep) risquent leur vie pour la défense civile et l'aide aux victimes.

Il est frappant de voir comment on euphémise les choses pour nous les faire accepter. Le cynisme est un visage de la violence. Par exemple, comment on justifie le commerce avec des pays comme l'Arabie Saoudite. C'est l'idéologie de l'économie : tout réduire au rendement. Le cynisme nous sidère. Il ne censure pas mais il nous dit : "c'est l'économie". La religion de l'Économie avec son fanatisme du profit à tout prix. Il est urgent et vital de s'interroger sur la valeur d'usage de la démocratie afin de la soumettre au service du vivant et non de la ruse de l'Économie. La culture, l'intelligence sensible, qui par nature est non-violente, est notre seule arme contre la violence sous toutes ses formes.

"EN SYRIE, DÈS LE DÉPART DE LA RÉVOLUTION, IL Y A EU UN ÉLAN DE NON-VIOLENCE"

Pinar Selek : Vous allez maintenant entendre Nisrine Al Zahre, traductrice, linguiste, enseignante. Elle est née à Damas, a fait ses études à Paris puis est retournée en Syrie. Elle est maintenant retournée à Paris où elle vit en tant qu'exilée. Nisrine a aussi commencé à écrire depuis le déclenchement de la révolution syrienne.

Nisrine Al Zahre : Parler de non-violence pourrait paraître paradoxal et révoltant face à la destruction d'Alep et d'autres situations abominables. J'essaierai tout de même de retracer rapidement le fil des mouvements et des actions non-violentes qui ont eu lieu pendant cinq ans de révolution et de guerre, et de découvrir ce qu'ils sont devenus.

Dès le départ de la révolution, il y a eu un élan de non-violence. Celui-ci ne se fonde sur aucune tradition syrienne, mais, je suppose, sur l'influence de ce qui s'est passé dans d'autres pays. A Damas, il y a eu des collectifs de jeunes très actifs, qui ont fait des actions avec des lâchers de balles

de ping-pong de couleur dans certaines rues en pente, avec des fontaines colorées en rouge, avec des haut-parleurs placés à des endroits stratégiques diffusant des chansons révolutionnaires. Il y a eu des manifestations partout dans le pays. Il y a eu aussi les *Comités révolutionnaires* (4). Mais cet élan a avorté à cause de plusieurs facteurs.

LE RÉGIME A CONFESIONNALISÉ LE CONFLIT ET A ARMÉ SES ACTEURS

En avril 2011, un mois après le déclenchement de la révolution, on entendait parler de francs-tireurs à Lattaquié, un fief du régime. Ce dernier disait qu'ils étaient des terroristes. Mais les manifestant-es et activistes disaient que c'étaient des membres des forces de sécurité du régime. Les forces de sécurité jetaient des armes parmi les manifestant-es.

Il y avait des arrestations aléatoires, pas seulement de militant-es, pour semer la terreur parmi les civils. Ils étaient souvent arrêtés par rapport à leur identité confessionnelle ou à leur appartenance à une région dite "rebelle". Le régime créait de l'aléatoire pour terroriser et pour confessionnaliser le conflit. A cela s'ajoutait la répression encore plus forte des activistes politiques.

Le viol était utilisé comme arme entre les mains du régime. Il était pratiqué dans les prisons, mais aussi pendant les perquisitions dans les maisons, en particulier dans les milieux paysans.

En parallèle, le régime a libéré de prison des djihadistes, cela faisait partie de son jeu. A la fin de cette phase là, vers la fin de 2011, la révolution a entamé un nouvel aspect : l'armement.

"LES ACTIVISTES SONT DEVENUS DES AGENTS HUMANITAIRES"

A cette période, le régime s'efforçait d'accuser la révolution de "terrorisme". Les hostilités armées ont augmenté et on a assisté à la destruction des

(4) Dont le travail consistait à coordonner et à organiser les manifestations partout dans le pays, à casser le *black out* médiatique, à documenter les violations du régime et à recenser les victimes civiles.



Syria Solidarity UK

▲ Blocage de l'entrée de l'ambassade russe à Londres, 3 novembre 2016. Une action commune de désobéissance civile de Syria Solidarity UK et La Campagne Syrienne pour bloquer l'entrée de l'ambassade en utilisant de faux membres, en solidarité avec le peuple d'Alep.

villes. Dans les villes rebelles assiégées, les activistes sont devenus des agents d'aide humanitaire pour la population sinistrée. Les activistes ont également pris un nouveau rôle : coordonner l'aide humanitaire fournie par les ONG. On a eu l'impression que les ONG confisquaient toute l'énergie politique de ces gens.

Les activistes étaient eux-mêmes affamés, dans l'urgence vitale. Il n'y avait plus d'écoles, plus d'hôpitaux, de médecins, de services publics, etc. Malgré cela il y avait une euphorie. Il y a eu le début des *Conseils locaux* dans les zones assiégées. (5)

La séquence suivante est l'arrivée de brigades islamistes dans ces zones. Les activistes devenaient menacés, parfois assassinés, par ces forces.

"IL Y A ENCORE DES INITIATIVES IMPRESSIONNANTES"

Il y a encore aujourd'hui des initiatives impressionnantes : les casques blancs à Alep sont l'exemple radieux de cette volonté d'avancer. Un autre exemple est celui de cet avocat exilé en Allemagne qui aide à défendre juridiquement des activistes prisonniers et qui essaye de fédérer tous les moyens juridiques pour monter un tribunal populaire et déposer des plaintes contre le régime syrien. Le droit est l'une des formes de la résistance. Il y a aussi des actes de résilience par l'écriture, qui est devenue une pratique massive, entre autres sur des blogs, par l'humour (6), des comités de politisation organisés par des femmes, etc.

Maintenant est-ce que cela va continuer avec ce degré de violence ? Est-on incapables d'arrêter cette situation ?

LES NOUVELLES ANTIGONES DE LA MÉDITERRANÉE, RENFORCER LA CRÉATION AU FÉMININ

Pinar Selek : Je laisse maintenant la place à Nil Deniz, qui est née en Allemagne, a fait ses

études à Istanbul, et qui est une Arabe de Turquie. Elle vit en France depuis une dizaine d'années.

Nil Deniz : J'ai toujours fait partie d'une minorité : à l'intérieur de l'Islam car je suis Alévienne, en Allemagne comme Turque et fille d'immigrés, en France comme "étrangère étrange", et en tant que femme. Je me considère comme post-identitaire, je me dis transmigrante. J'aime le terme d'"enracinement", qui lie l'enracinement et l'errance.

Avec l'association *Sublimes Portes*, nous avons créé les "*Nouvelles Antigones de la Méditerranée, ou comment résister aux obscurantismes du 21^e siècle*" dans le but de renforcer la création au féminin. Nous avons commencé par mettre en musique des écritures contemporaines de femmes en Méditerranée. Il s'agit de textes engagés, résistants et féministes. Avec des musiciennes de différents pays nous avons créé le spectacle *La nuit d'Antigone*. Il s'agit de textes résistants, qui parlent de la lutte au quotidien, de la crise en Espagne, de la guerre en Syrie mais aussi de l'amour. La figure de la blogueuse, qui défie par le verbe son oppresseur, qu'il soit un pouvoir dictatorial, un système économique ou la société dans laquelle elle vit, fait singulièrement écho à l'Antigone de Sophocle. Aujourd'hui, ce sont ces blogueuses qui "éclairent la nuit" des obscurantismes de toutes sortes par leurs paroles lancées pour réveiller leurs concitoyens.

Nous avons aussi créé une plateforme numérique, sorte d'agora digitale dans laquelle nous traduisons des textes inédits de blogueuses engagées, originaires de différents pays de la Méditerranée. Pour entraîner les femmes à créer, nous organisons aussi des ateliers de Djing, de blogging ou d'écriture (7).

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

(5) Qui ont été créés avec l'influence d'Omar Aziz, lui-même influencé par la pensée de Rosa Luxembourg. La durée des sièges, la fatigue de la population, la continuité des bombardements, parfois sur des points vitaux comme les boulangeries et les hôpitaux gérés par ces conseils, ont fait en sorte que ce travail d'autogestion assidu et gigantesque n'a pas pu se pérenniser et être visible.

(6) A l'instar d'un blog tenu par une écrivaine syrienne, Racha Abbas, qui pastiche le site du journal de Daech "Dabeq" et qui manie l'humour noir.

(7) Contacts : www.lesnouvellesantigones.org, www.sublimesportes.com.



▲ Ille et Vilaine : des clients viennent aider pendant la distribution

J.-S. Meïstem

Le capitalisme rattraperait-il aussi les réseaux d'approvisionnement alimentaire ?

Les circuits courts de proximité sont à la mode. De plus en plus d'AMAP et de groupements d'achats, créent des réseaux d'approvisionnements alimentaires un peu partout en zone urbaine ou rurale. Les créateurs et les créatrices de cet élan resteront-ils et elles acteurs et actrices de leurs choix ?

PRODUCTEURS ET PRODUCTRICES, CONSOMMATEURS ET CONSOMMATRICES, réunis en confiance pour court-circuiter les intermédiaires et la grande distribution, le tout en s'organisant de manière autonome. Dans le paysage de la consommation aveugle et sous tutelle de l'agro-alimentaire, il y a comme une bouffée d'air frais, des effluves de cuisine joyeuse, des sans-culottes sans caddy. Les circuits courts ont aussi un joli fumet de part de marché... Les créateurs et créatrices de ce changement culturel resteront-elles et ils acteurs et actrices de leurs choix ? Une intéressante illustration de ce questionnement nous est offert par l'entreprise de vente en ligne *La Ruche Qui Dit Oui!*

START-UP SOCIALE ET SOLIDAIRE

Créée fin 2010 par Equanum SAS, *La Ruche Qui Dit Oui!* (LRQDO), "start-up sociale et solidaire" se présente comme la créatrice du "circuit court 2.0 : digital, local et participatif". Elle propose aux agriculteur-ices-producteur-ices-artisan-es une plate-forme internet de vente en circuit-court, adaptée aux mobiles, tablettes et ordinateurs. Vendeurs et vendeuses ainsi qu'acheteurs et

acheteuses y sont mis en relation via un groupe appelé *ruche*. La *ruche* a une adresse physique et propose des livraisons venant de 250 km maximum. Via le site, le ou la productrice propose ses produits et ses prix, les consommateurs et consommatrices commandent et payent en ligne ce qui sera livré à l'adresse physique. Chaque *ruche* a un-e responsable qui réceptionne les commandes, prend en charge la distribution, prospecte les producteurs et productrices, trouve les locaux et anime la « communauté ». L'entreprise prélève une commission de 16,7 %, en reverse la moitié à la personne responsable de *ruche*. Celles-ci doivent payer leur statut social sur cette rémunération. L'entreprise ne salarie que la centaine de personnes qui travaillent au développement de la plateforme internet, à la gestion du support technique et commercial et coordonnent le réseau. (1)

STRATÉGIE COMMERCIALE À VALEURS PORTEUSES

La stratégie commerciale met en avant des valeurs porteuses : "Manger mieux, manger juste", "Rassemblons-nous pour acheter les meilleurs produits aux agriculteurs

(1) Les responsables de ruches (*reines*), souvent auto-entrepreneur-es, payent des charges sur tous leurs gains, sans pouvoir déduire de frais. Les salarié-es (*ruche mama*) : plus d'une centaine entre Paris, Lyon, Toulouse, Nantes, Lille, Bruxelles, Londres, Berlin, Turin, Barcelone et Madrid.



▲ Repas de l'équipe salariée

et aux artisans de nos régions". L'un des fondateurs, David Choukroun, PDG de l'entreprise, déclare : "Cela va très vite, notre organisation est décentralisée et elle demande peu de moyens. Il suffit d'une personne qui a envie de s'investir dans le circuit-court". Plusieurs outils de type blog, magazine ou réseaux sociaux, ont été créés à des fins pédagogiques et relationnelles, ainsi qu'une application pour Iphone. En juin 2016 (2), ce réseau compte 850 ruches en France et en Europe (3), 135 000 client-es acti-ves, 5000 producteurs, productrices et artisan-es. Le volume d'affaires était de plus de 17 millions d'euros sur les 10 premiers mois de 2014 avec 627 ruches (4). Parmi les actionnaires, quelques géants du web, par ailleurs actionnaires de média (comme Xavier Niel), et quatre Fonds d'investissement (5).

UNE RÉUSSITE CONTROVERSÉE

Le réseau des Amap (6) et certains observat-rices accusent la SAS de surfer sur la vague de l'économie collaborative tout comme Uber, Airbnb ou Blablacar et de s'enrichir du travail des responsables locaux. Tiffany Blandin souligne : "Sans salaire à leur verser, ni de locaux à payer, la maison mère peut ouvrir autant de ruches qu'elle le souhaite, sans avoir à remettre de l'argent sur la table" (7). LRQDO est accusée aussi de présenter comme "en direct", des ventes avec intermédiaires, pour des produits moins locaux qu'une AMAP, sans obligation d'agriculture bio, ni justification de la provenance des produits.

DES DÉFENSEURS MOTIVÉS

Pour les fournisseur-es satisfaits, LRQDO est un débouché complétant les réseaux plus impliquants des AMAP avec contrat et des groupements d'achat autogérés. L'image sociale et solidaire est relayée passionnément par les reines, souvent porteuses de valeurs altruistes et

motivées pour changer les habitudes de consommation. Relayée aussi par certains acteurs du monde alternatif comme le gratuit gardois *Greenouille* : "L'argent est parfois au service de beaux projets" (8). Du côté des entrepreneurs, *L'Observatoire du Management Alternatif* salue : "le modèle économique de l'entreprise très intéressant" (9) et la revue *LSA*, destinée aux acteurs du commerce de la grande distribution célèbre "La start up qui cartonne chez les locavores" "la plus originale et la plus prometteuse de la distribution alimentaire" (10).

UN SYSTÈME MARCHAND VERTUEUX ?

Peut-on compter sur les actionnaires pour partager l'altruisme des reines ? LRQDO peut certes être un bon moyen d'initier la population à manger local et à sortir des supermarchés. En quelque sorte une prémisse pour aller ensemble localement vers une consommation plus responsable en étant épaulé-e par un réseau international. Le tout sans changer les habitudes d'achat rapide et peu impliquant. On peut s'interroger néanmoins sur le fait que l'outil de production appartient à des personnes qui ne sont ni les consommat-rices, ni les product-rices, ni les salarié-es, ainsi que sur l'utilisation que les actionnaires feront de ce fichier client en pleine expansion. Ce ne serait pas la première fois qu'un phénomène émergent de la société civile serait mis au service de la vaste entreprise de recyclage des valeurs dont le système marchand a besoin pour perdurer (11). Nous aurions alors affaire à un Cheval de Troie, faisant adhérer au modèle en vogue, un risque de servir le système marchand en croyant s'en affranchir.

A. Strid ■

(2) Equanum SAS : "pressbook.pdf" juin 2016 et <https://laruchequiditoui.fr/fr/p/team>

(3) Italie, Espagne, Suisse, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni, Allemagne, Danemark.

(4) Médiapart : "La Ruche qui dit oui ! a-t-elle le melon ?" - déc. 2014.

(5) Actionnaires et investisseurs : Xavier Niel (fondateur d'Internet Free, Free mobile et co-propriétaire du groupe Le Monde/Le Nouvel Observateur/Télérama/Médiapart...), Christophe Duhamel (Marmiton.org), Marc Simoncini et Marie-Christine Levet (Meetic Zilok, Sense) et Kima Ventures - USV : (Twitter, Tumblr et plateforme d'e-commerce Etsy, Kickstarter) etc...

(6) AMAP : Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne

(7) "La Ruche Qui Dit Oui ! Ubérise-t-elle le système AMAP ?" sur <https://reporterre.net> juin 2016

(8) *Greenouille* n°2 jan/fev 2016 dans : "La Ruche Qui Dit Oui, on t'aime bien !".

(9) Bottolier-Depois François : "La Ruche Qui Dit Oui !" janvier 2012 *Observatoire du Management Alternatif*.

(10) *LSA*, 4 septembre 2014 "La Ruche Qui Dit Oui ! la start up qui cartonne chez les locavores".

(11) La SNCF a racheté le site de co-voiturage Blablacar, le loueur de voitures entre particuliers Ouicar et le spécialiste de l'auto partage Move About. Cf "La Ruche Qui Dit Oui ! Des éco-millionnaires, des bobos et les gogos de la farce" Olivier et Sophia Larmi sur <http://www.netoyens.info>.



▲ Roland Desbordes

Cachez ces thyroïdes que je ne saurais voir !

Le Levothyrox, hormone de substitution de la thyroïde, est devenu le médicament sur ordonnance le plus vendu en France. Mais officiellement, cette hausse pharamineuse n'a rien à voir avec les accidents nucléaires. Un avis que ne partage pas la CRIIRAD, laboratoire indépendant sur la radioactivité. Entretien avec Roland Desbordes son président.

Silence : Le 26 avril 2016, l'Institut de veille sanitaire a publié un rapport sur la catastrophe de Tchernobyl qui prétend que les maladies de la thyroïde ne sont en hausse que parce que l'on a fait des progrès dans leur détection (sur-diagnostic). Cette vision a été contestée par différentes structures dont la CRIIRAD en dénonçant des biais méthodologiques. Quelles sont les critiques que vous avez faites ?

Roland Desbordes : L'étude InVS (1) compare l'incidence du cancer de la thyroïde chez les personnes exposées aux retombées de Tchernobyl et chez les personnes qui n'ont pas été exposées mais elle se "trompe" dans la composition des cohortes. Par exemple, ont été classés dans la cohorte des personnes épargnées par Tchernobyl, les personnes qui sont nées entre le 1^{er} juillet 1986 et le 1^{er} janvier 1987. Or, elles ont été exposées aux retombées radioactives à l'état de fœtus et à un stade de développement où leur thyroïde était active. Ces personnes ont donc bel et bien été contaminées, et à un moment où elles étaient extrêmement vulnérables aux effets des rayonnements ionisants. Comment des spécialistes peuvent commettre de telles erreurs ?

L'InVS met en doute la réalité même de l'augmentation de l'incidence mais se dispense de répondre aux arguments de ceux et celles qui concluent au contraire à la réalité de cette augmentation. Par exemple, une thèse portant sur 201 cancers de la thyroïde recensés

en Corse entre 1985 et 2006 montre que les microcancers de découverte fortuite, asymptomatiques et sans complications, ne représentent que 8 % des cas, ce qui ne saurait expliquer l'explosion des cas enregistrée au cours des dernières décennies.

De façon plus globale, c'est toute l'approche épidémiologique de l'InVS que nous mettons en cause : tout se passe comme si l'objectif était de masquer l'effet des polluants cancérigènes (radioactifs ou autres) plutôt que de les révéler. Si l'on veut vraiment savoir, il faut changer radicalement d'approche et se doter d'outils adaptés.

Au vu des données en votre possession, quelles sont les conséquences réelles du nuage de Tchernobyl, 30 ans après ?

Après 15 à 20 ans d'efforts, la CRIIRAD est parvenue à faire reconnaître le niveau réel des retombées radioactives sur le territoire français mais le volet sanitaire reste tabou. La censure continue de s'exercer et sans accès aux données, il est impossible d'établir un bilan des conséquences sanitaires. Les autorités sont parvenues à bloquer les recherches sur les effets les plus manifestes. Par exemple sur le pic d'hypothyroïdies néonatales enregistré en 1986 dans les régions PACA et Corse : 23 cas en 1986 alors qu'au cours de 10 années précédentes, la moyenne était de 9 cas par an, soit 14 cas en excès. Tout au long des années, nous avons interpellé les autorités et demandé que toute la lumière soit faite : en vain. La collectivité territoriale de Corse

(1) InVS : Institut de Veille Sanitaire, remplacé en 2016 par l'Agence nationale de santé publique.



Bruno Chareyron / Criirad



▲ Mesures de la radioactivité dans le Mercantour en juillet 2015

a commandé il y a quelques années une étude épidémiologique à des spécialistes italiens. Quand ils ont demandé les chiffres des hypothyroïdies néonatales, les responsables français leur ont répondu qu'il n'y avait pas de données disponibles avant 1990. C'est un mensonge éhonté : le dépistage est obligatoire depuis 1978 ! Cela montre combien le dossier reste verrouillé. Reconnaître un impact des retombées radioactives sur la santé des nouveau-nés serait reconnaître la responsabilité de l'État et de tous ceux qui en 1986 ont affirmé qu'aucune mesure de protection n'était nécessaire.

En ce qui concerne les cancers, où les facteurs de causalité et de confusion sont nombreux, il est encore plus facile d'entretenir le doute. La contamination; elle; est une certitude, tout comme le caractère cancérigène et mutagène des produits radioactifs que la population française a inhalés et surtout ingérés.

Vous avez essayé d'interpeller en vain l'InVS, les malades de la thyroïde ont été déboutés lors de leur procès contre les responsables du SCPRI (2) de l'époque. Quelles sont les démarches encore possibles pour faire sortir au grand jour la vérité sur ce dossier ?

Nous avons interpellé, début juin 2016, le ministère de la Santé qui est le ministère de tutelle de l'InVS, en lui demandant d'obtenir la publication de TOUTES les données relatives à l'incidence du cancer de la thyroïde et la correction des biais qui conduisent à masquer l'impact de Tchernobyl. Il nous a indiqué début septembre 2016 que le dossier était étudié par la Direction Générale de la Santé. Si nous n'avons pas de réponse dans un délai raisonnable, c'est que le ministère aura choisi de fermer les yeux sur les fautes de raisonnements qui entachent les travaux de l'InVS. Le silence des autorités sera un aveu de complicité.

Il sera alors temps de conduire de nouvelles actions. À ce jour, le premier objectif est de ne pas

laisser sans réaction la publication de l'InVS et d'empêcher, une fois encore, les services officiels de refermer le dossier Tchernobyl.

Que pensez-vous de la situation à Fukushima où l'évacuation des populations a été restreinte et où les cas de cancers de la thyroïde actuellement constatés chez des enfants sont aussi attribués au sur-diagnostic ?

Le dépistage systématique a effectivement un impact sur l'incidence du cancer de la thyroïde mais cela ne signifie pas qu'il explique à lui seul l'augmentation des cas de cancers diagnostiqués. Au début des années 90, de nombreux officiels, AIEA (3) en tête, maintenaient de la même façon que l'épidémie des cancers de la thyroïde dans les territoires contaminés par Tchernobyl n'était pas réelle. Contrer définitivement cette désinformation a pris près de 10 ans. Et le rôle de Tchernobyl n'est reconnu que pour les enfants ; pour les adultes, les organismes officiels continuent d'invoquer le dépistage.

L'histoire va se répéter au Japon : pour incriminer les retombées radioactives de Fukushima, on exigera que le lien de causalité soit démontré avec une certitude de plus de 95 % ! Un objectif d'autant plus difficile à atteindre que l'on ignore quelles doses de rayonnements les victimes de la catastrophe ont réellement reçues pendant la phase critique. L'industrie nucléaire est passée maître dans la stratégie du doute et ce n'est pas au pollueur mais à ses victimes qu'incombe la charge de la preuve. Il faut donc soutenir les travaux de rares chercheurs indépendants et être très vigilants sur les études conduites en liaison avec des structures pro nucléaires comme l'AIEA et la CIPR (4). Pour ces structures, comme pour les États nucléarisés, il est essentiel de gommer la dimension catastrophique de l'accident et de normaliser la vie en zone contaminée.

Entretien réalisé par Michel Bernard ■

Pour en savoir plus

■ CRIIRAD, 29, cours Manuel de Falla, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50 <http://www.criirad.org/euratom/niveaux-de-references.pdf>

(2) SCPRI : Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants, dépendant du Ministère de la santé, existant jusqu'en 1994.

(3) AIEA : Agence Internationale de l'Énergie Nucléaire

(4) CIPR : Commission Internationale de Protection Radiologique



▲ CALM ("Comme À La Maison"), une expérience d'immersion à domicile pour mieux se familiariser avec la société d'accueil

"Accueillir des réfugié-es renforce notre société"

Accueillir des personnes migrantes, demandeuses d'asile ou réfugiées, est à la portée de tout le monde, sans besoin d'être expert-es en la matière. L'association Singa met en lien des Français-es et des migrant-es autour de centres d'intérêt ou de métiers partagés, ou encore d'activités artistiques et sportives. Et ça marche !

NADJIB EST ALGÉRIEN. IL EST VENU aider *Silence* à plier la revue pour l'envoi aux abonné-es, et aimerait participer à la rédaction. De même que Zayane, d'origine somalienne, et Apkar, originaire de Russie (1). Tous trois discutent de tout et de rien avec les autres bénévoles présent-es sur place.

régionale Rhône-Alpes-Auvergne de *Singa*. Ce projet n'est qu'un des nombreux programmes mis en place par l'association depuis 2011, avec un succès croissant.

LA RENCONTRE, ÉLIXIR POUR DÉPASSER LES BARRIÈRES À L'INTÉGRATION ?

A l'origine de l'aventure *Singa*, il y a trois jeunes qui partagent le constat du cloisonnement entre la société civile et les réfugié-es en France. Plusieurs barrières empêchent la plupart de vivre une intégration correcte dans la société : la méconnaissance des codes socio-culturels, de la langue, des rouages de l'administration française, et le manque de réseaux sociaux et professionnels. Pourquoi ces barrières sont-elles vécues comme infranchissables ? La réponse est peut-être dans ce rapport du HCR (3) qui, en 2013, expliquait que seules 12% des personnes réfugié-es en France connaissaient un-e Français-e ! La réponse semble donc en découler : c'est en rencontrant des Français-es que les personnes pourront, à leur contact, mieux connaître les codes culturels et les fonctionnements administratifs, apprendre la langue, et se créer des réseaux socio-professionnels. C'est porté par ce constat que ces jeunes créent, en 2011, au départ en région parisienne, l'association *Singa* (4).

QUAND LES RÉFUGIÉ-ES AIDENT LES ASSOCIATIONS

La plupart vivent dans des centres d'accueil des demandeurs d'asile et réfugié-es aux abords de Lyon, et leur quotidien est fait d'attente face à l'administration. Beaucoup aimeraient apporter leur contribution à la société française en s'impliquant bénévolement dans des associations. C'est pourquoi la branche lyonnaise de l'association *Singa* en partenariat avec l'association *Anciela* (2) a organisé fin octobre 2016 un premier forum de rencontres entre une vingtaine d'associations locales et près de 170 personnes migrantes désireuses de s'engager. Associations de réparation de vélos, de couture, de cuisine, de jardinage, émission de radio, sont pris-es d'assaut par les participant-es qui souhaitent leur apporter leur aide. "Nous avons tellement l'habitude de penser que nos associations françaises ne peuvent qu' "aider les réfugié-es" qu'il nous est difficile de penser l'inverse : les réfugié-es peuvent aussi aider nos associations !", explique Fanny Auber, coordinatrice

(1) Leurs prénoms ont été modifiés.

(2) L'association *Anciela*, basée à Lyon, accompagne les engagements et les initiatives des citoyen-nes en faveur d'une société écologique et solidaire. *Anciela*, 110, Grande rue de la Guillotière, 69007 Lyon, entrée au 1 rue Claude Boyer, tél : 09 72 38 60 50, www.anciela.info.

(3) Haut Commissariat aux Réfugié-es, lié à l'ONU.

(4) Terme qui signifie "prêter" en bambara.



▲ Jeu de piste culturel et solidaire organisé par Singa - PariSolidari-thé

FAVORISER L'ENTREPRENARIAT ET MISER SUR LE NUMÉRIQUE

Au départ, le projet tournait beaucoup autour de l'intégration professionnelle des personnes arrivant en France. Il s'agissait de favoriser l'entrepreneuriat, pour des personnes dont certaines étaient dans leur pays responsables d'entreprise, propriétaires de boutiques ou vendeuses sur les marchés. A leur arrivée, personne ne leur a dit que cela était possible aussi ici. C'est pourquoi Singa souhaite créer autour d'elles et eux un "écosystème" fait de graphistes, webmasters, entrepreneurs, etc., qui les accompagnent dans leurs projets. (5)

Parallèlement, un autre constat a été fait : plus de 80% des personnes demandeuses d'asile et réfugiées sont "connectées" aux NTIC (6) lorsqu'elles arrivent. Il s'agissait donc d'être en phase avec les moyens de communication utilisés par les réfugiés-es. C'est le sens de l'application *Waya*, qui a pour but de répondre en de nombreuses langues aux questions pratiques (repas, hébergement) ou administratives que peuvent se poser des migrant-es arrivant sur le territoire français, ou encore d'espaces de travail partagé ouverts à des réfugiés-es à Paris.

En 2015 a été organisé un "Hackathon", journée réunissant réfugiés-es et développeurs web, designers, graphistes, associations, pour partir de problèmes rencontrés et voir comment le numérique peut y répondre. C'est de là qu'est sortie la plateforme CALM (Comme A La Maison).

L'ACCUEIL AU CALM : COMME A LA MAISON

L'idée est la suivante : de la même manière que nous envoyons nos jeunes en séjours d'immersion linguistique en Grande-Bretagne, de même de telles expériences d'immersion peuvent aider

une personne arrivant en France à s'emparer des codes socio-culturels de la société d'accueil, à se familiariser avec sa langue, son fonctionnement administratif, etc. (7)

Au départ en juillet 2015, une vingtaine de familles s'étaient proposées pour de l'hébergement. Puis avec la diffusion massive de la photo du petit Aylan échoué sur une plage, les médias se sont emparés de l'initiative, et en septembre 2015, Singa faisait face à 8000 propositions d'hébergement ! Cet afflux n'a pas été gérable sur le moment. De fait également, la plateforme n'a pas pu fonctionner de manière autogérée par les utilisateurs et utilisatrices, du fait de la complexité des paramètres à prendre en compte. Aujourd'hui c'est Singa qui met en relation chaque foyer (8) avec un-e réfugié-e, avec plusieurs étapes : première rencontre dans un lieu neutre, signature d'une convention, projet de vie, suivi de la cohabitation, service d'interprétariat si besoin. (9)

Dans la plupart des cas, l'expérience se passe très bien, elle est vécue comme un fort enrichissement mutuel et débouche sur des amitiés qui perdurent. Il n'est pas rare que, pour la personne réfugiée, le foyer d'accueil devienne comme un pilier, un lieu chaleureux où il ou elle se sent en famille. Pour les accueillant-es, l'expérience rime souvent avec confrontation, questionnements, enrichissement. Il arrive qu'il y ait des tensions d'ordre culturel, dans ce cas Singa peut faire intervenir des médiateurs ou médiatrices interculturel-les.

DES BINÔMES, DES ATELIERS, DES CONCERTS...

Le projet est loin de se limiter à l'accueil à domicile. La connexion entre Français-es et réfugiés-es se fait également par la création de binômes par passions, métiers ou intérêts partagés, ainsi que par groupes pratiquant ensemble

Accueillir des personnes réfugiées dans une association

Quelques conseils donnés par Singa pour l'accueil de personnes réfugiées dans nos associations.

Les réfugiés-es sont souvent vus à travers le filtre de leur statut ou de leur passé, ce qui peut être limitant voire douloureux pour elles et eux. Il est donc recommandé d'éviter la question : pourquoi avez-vous quitté votre pays ? Eviter également les séries de questions, qui pourraient rappeler un interrogatoire : où habitez-vous ? avez-vous des enfants ? combien ? etc.

Ce qui peut aider au contraire : plutôt parler de soi pour commenter, ou bien de notre société : y a-t-il des choses qui vous choquent ici ? Et privilégier une approche par compétences, envies, projets.

(5) L'idée initiale était de mettre en place une plateforme de microcrédit, mais le projet a vite été abandonné faute de moyens financiers.

(6) Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

(7) L'idée était que cela ne réponde pas à un besoin d'hébergement d'urgence mais dans le fait, c'est souvent aussi le cas.

(8) Famille, couple, personne seule ou colocation.

(9) Aujourd'hui, l'ensemble des propositions n'a toujours pas pu être traité. Depuis septembre 2015, il y a eu environ 250 expériences d'hébergement en Ile-de-France. A Lyon, 200 foyers se sont proposés mais seuls 35 ont déjà pu passer à la pratique. L'hébergement peut durer entre trois et douze mois selon les cas.



▲ Singa organise des moments d'échanges culturels, linguistiques, etc.

DK

Témoignages d'accueil à la maison

Nils et sa compagne Aurore ont accueilli un réfugié de Syrie pendant 3 mois. Malgré les cours intensifs de français qu'il suivait -et ses progrès notables !-, la barrière de la langue est restée une contrainte non négligeable dans la communication au quotidien et dans le tissage des liens. Nils et Aurore ont trouvé l'expérience enrichissante humainement et prévoient de la renouveler.

"Ça m'a apporté un regard différent", témoigne quant à lui Daniel, qui accueille chez lui un réfugié politique originaire du Darfour (Soudan). "Au fur et à mesure des liens se tissent, à travers des conversations ; préparer le repas ensemble c'est très sympa", témoigne-t-il.

des activités sportives, culturelles ou artistiques. A Lyon il existe le *Singa blabla*, temps de discussion en français, ainsi que des activités partagées de natation, football, Qi Gong,... Chaque lundi, un Erythréen emmène qui veut le suivre faire de la course à pied dans les rues de la ville. A Montpellier, des ateliers réunissent les personnes autour de la naturopathie ou encore de l'écriture. A Lille, le projet *Talents* est axé sur les débouchés professionnels. Mais à chaque fois, le but n'est pas l'activité en elle-même : celle-ci reste fondamentalement un motif pour se rencontrer.

L'association organise également des événements plus larges, comme la *Singa night* à Paris qui a réuni des concerts d'artistes réfugiés-es et français-es, ou la scène ouverte à Lyon (10).

Dans cette même ville, les soirées *Inspire* réunissent Français-es et réfugiés-es autour des histoires, des témoignages, des projets que ces dernier-es ont envie de partager, à l'image de Rina, Albanaise, qui a témoigné de son écriture d'un livre sur les proverbes albanais pour mieux faire connaître sa culture. Et les *Singa tour* sont des visites de Lyon guidées par des réfugiés-es, qui racontent leurs histoires de la ville, en faisant des liens avec leurs pays, leurs religions, etc.

RECRÉER UN MOUVEMENT SOCIAL D'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS-ES

Forte d'une dizaine de salarié-es, la plupart en Ile-de-France, et d'autant de personnes en stages ou service civique, *Singa* arrive à avancer en partie par l'autofinancement (11). Le reste est assuré par des dons, ainsi que par des subventions publiques (12), des fondations privées d'entreprise et du mécénat.

Comment une association s'organise-t-elle pour mener autant de projets en même temps ? C'est là tout l'enjeu et la difficulté. N'y a-t-il pas un risque d'éparpillement à vouloir mener autant de projets de front ? Cette multiplicité permet-elle de conserver la qualité de chaque projet et de réaliser un suivi suffisamment solide de chacun d'entre eux ?

Autre obstacle, l'association a eu du mal à se faire reconnaître comme un interlocuteur crédible dans l'aide aux personnes migrantes. Les associations plus anciennes se sont évertuées à se professionnaliser, ce qui est compréhensible face à la complexité de l'accompagnement administratif en particulier. Mais cela a aussi cloisonné, de sorte que l'accueil des demandeu-ses d'asile semble ne plus être accessible à tout-un-chacun. Jeune association sans une grande expérience, *Singa* a cherché au contraire à rapprocher l'accueil des réfugiés-es de la société civile, d'en faire un mouvement social. Elle prône également une approche véritablement horizontale : on ne parle plus ici de parrains ou marraines, mais de binômes, à égalité. "On est complémentaires", estime Fanny Auber, qui résume la démarche de l'association : "Nous considérons qu'accueillir les personnes réfugiées renforce notre société".

Guillaume Gamblin ■

(10) Sur laquelle 12 groupes ou artistes se sont succédés, avec trois jours d'ateliers cuisine avant l'événement qui ont été aussi riches en rencontres que la soirée elle-même.

(11) Formations à l'inter-culturel, prestations auprès d'entreprises,...

(12) Telles que le fonds "La France s'engage" et des aides de la mairie de Paris.



▲ *Coursier à vélo*

Uberisation : la fin du salariat ?

Des taxis aux hôtels en passant par les services de livraison à vélo, la fameuse ubérisation de l'économie semble connaître un fort développement aujourd'hui. Ian Dufour, inspecteur du travail dans le Rhône et secrétaire national du syndicat des inspecteurs du travail SNTEFP-CGT, nous aide à décrypter ce phénomène et sa place dans l'économie actuelle.

Silence : Quel constat faites-vous concernant l'évolution des conditions de travail aujourd'hui en France ?

Ian Dufour : La "loi travail" vient s'ajouter aux quelques 170 réformes du marché du travail en France depuis 2000, qui ont toutes eu pour objectif de permettre une plus grande flexibilité des conditions de travail. Ces dernières se sont dégradées : 3,5 millions de personnes travaillaient la nuit en 2012, un million de plus qu'en 1991. Il y a eu une augmentation du travail le dimanche. Le nombre d'accidents du travail est reparti à la hausse (625 000) depuis 2013 notamment dans le secteur du service à la personne (lombalgies). Le nombre de maladies professionnelles a augmenté de 3,4 % sur les dix dernières années, du fait des nouvelles pratiques de management, de la nouvelle organisation du travail. On recense entre 2600 et 5500 cancers d'origine professionnelle chaque année. 10% des travailleurs sont exposés à des substances cancérigènes. L'intensification des rythmes, les contraintes de temps, ont augmenté les risques psycho-sociaux, le stress, et on estime à plus de 400 les suicides liés à l'activité professionnelle chaque année.

Dans ce contexte, quelles craintes avez-vous concernant les impacts de la loi travail sur les droits des travailleurs ?

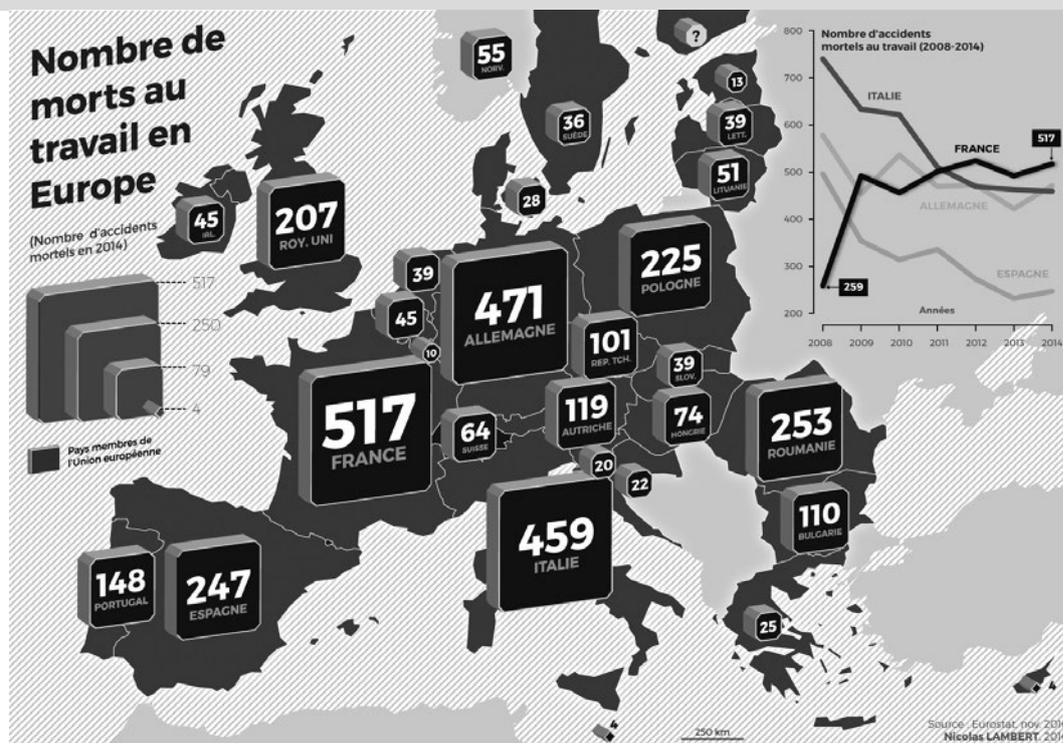
Concernant la loi travail, ses décrets sont en cours de publication, elle n'a pas été encore appliquée, on

ne peut en être qu'au stade des craintes. On sait que celle-ci va davantage flexibiliser et donc dégrader les conditions de travail. Du fait de la réduction par accord dérogatoire des délais de prévenance (qui passent de 7 à 3 jours pour des modifications d'horaires), ainsi que des heures supplémentaires moins payées et de facilités pour licencier, on peut s'attendre à davantage de stress, à moins de contestation car moins de sécurité de l'emploi.

Quelles sont selon vous les conséquences du développement des nouvelles formes de travail à la tâche que l'on nomme "ubérisation" sur les nouvelles générations de travailleurs qui les adoptent ?

On assiste en effet à une multiplication des plateformes de type "uber" et du travail indépendant et à la tâche, dans des secteurs aussi divers que les taxis, les librairies, les hôtels, la garde d'animaux, les déménagements,...

L'ubérisation crée une relation économique triangulaire : la plateforme numérique joue le rôle d'intermédiaire entre le consommateur et le prestataire. En théorie, ces derniers ne sont pas des salariés mais des sous-traitants. Ce qui signifie, pour prendre l'exemple des livreurs à vélo pour *Foodora* ou *Deliveroo* qui se multiplient dans les grandes villes, qu'ils et elles ne bénéficient pas de protection sociale, du respect des durées maximales de travail, de progression salariale



via une convention collective, pas de droit de grève, ni de représentation du personnel. Il n'y a pas de visite de la médecine du travail, ni de protection en matière de respect de la santé au travail.

Si la plateforme numérique qui sert d'intermédiaire n'est pas contente du service des cyclistes (un système de notation est parfois utilisé), elle peut les déconnecter. Pas de droit au chômage bien sûr, pas plus que de congés payés. Beaucoup ne parviennent pas au SMIC horaire. En juin 2015, *Uber* a décidé de baisser unilatéralement par sms ses tarifs de 20% !

En tant qu'inspecteur du travail, il m'apparaît généralement dans ce type de situation un faisceau d'indices en faveur d'un état de subordination du prestataire vis-à-vis de la plateforme.

Les travailleur-ses sont dépendant-es économiquement de la plateforme, ils et elles ont très peu de pouvoir de négociation des prix, le recrutement se fait parfois par CV, avec des chartes en termes d'habillement, de comportements.

Des tribunaux aux Etats-Unis et en France ont, au regard des relations de subordination et d'intégration à un service organisé, reconnu l'existence d'un vrai contrat de travail. Mais ces jurisprudences pourraient être remises en cause par la loi travail qui mentionne que les plateformes numériques ne sont pas de nature à établir un lien de subordination.

Mais l'ubérisation ne répond-t-elle pas aux aspirations actuelles d'une certaine jeunesse ?

Le développement des plateformes numériques repose sur le mythe de la "liberté", mais la réalité est différente. Le phénomène de rejet supposé par la jeunesse de la subordination via un contrat de travail, dû à une légitime aspiration à la liberté, a malheureusement été récupéré

par ces plateformes numériques. Ainsi que par Emmanuel Macron, grand promoteur de ces nouvelles formes néolibérales de travail à la tâche, qui s'adresse beaucoup aux jeunes de banlieue victimes de discriminations à l'embauche. Mais plutôt que de leur offrir un statut précaire, on ferait mieux de lutter contre les discriminations.

Politiquement, il est intéressant de se poser la question de quel nouveau statut du travail salarié pourrait permettre plus de liberté dans le cadre d'un contrat de travail. La CGT travaille sur un nouveau statut du travail salarié permettant d'articuler cette aspiration avec la nécessaire continuité des garanties et des protections liées au droit du travail.

L'ubérisation des services est-elle la fin annoncée du salariat ?

Attention, la flexibilité à laquelle je faisais allusion au début de cet entretien ne veut pas dire augmentation des contrats précaires. La part des personnes embauchées en CDD stagne en France autour de 12,5% alors que le CDI concerne 86% des salarié-es. On n'assiste donc pas à la fin du CDI. La précarisation est une réalité, mais c'est surtout le statut du CDI qui est précarisé.

Il existe une idée commune selon laquelle nous assisterions à la fin du salariat. La formule "subordination contre protection" ne ferait plus recette. Mais au regard des chiffres, la réalité est autre. Au-delà des effets d'annonce, les salarié-es représentent 89% des activ-es occupé-es. Aujourd'hui, environ 50 000 personnes sont "ubérisées", soit 0,2% de la population active. Il y a 1,5 millions d'auto-entrepreneur-es, surtout des jeunes.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

Voyage d'une retraitée électrosensible à travers la France et ses ondes

Marie-Claude, qui souffre d'électrohypersensibilité, est partie 3 mois, sac au dos, à travers la France, pour aller voir les grandes marées.

(...) Plus d'une fois, j'étais au bord des larmes dans les offices de tourisme, pour me chercher un lieu pour dormir. Le personnel a vraiment fait ce qu'il a pu... et en plus tous ces bureaux sont équipés avec cette "mitraillette électronique" qu'est wifi et qui me terrasse (mal-être, irritation des yeux, de la peau, acouphènes, etc). Partout, dans les moyens de transport, des gens le regard rivé sur leurs appareils. Dans les bus, je me mettais à l'arrière, dans les trains, j'essayais de me trouver un endroit isolé. Partout aussi, tant parmi le personnel des transports publics que parmi les voyageurs/euses, beaucoup de compréhension. J'expliquais mon cas avec la petite carte de Next-Up fixée au sac à dos "Je suis EHS, s'il vous plait, merci d'éteindre votre mobile". (...) **Marie-Claude Sudan** Suisse

Quelles initiatives positives dans les banlieues ?

A propos de l'article "Quand des jeunes de banlieue prennent la parole", *Silence* n°449. Cet article m'a fait vivement réagir ! (...) Attention de ne pas décourager les lecteurs de Silence avec ce genre d'articles blablateurs sans effet sur les réalités qui nous préoccupent... Que Silence continue de nous parler de ceux qui agissent collectivement pour améliorer leur vie et leur environnement. Que Rokhaya Diallo nous parle de ces actions (s'il y en a ?).

Chantal Balez
Var

Silence raciste ?

Vous mettez un point d'honneur à utiliser les formes masculines et féminines de chaque mot dans vos articles, quitte à parfois alourdir le texte... mais je vous trouve beaucoup plus légers en ce qui concerne les minorités "raciales" (p. 22 du numéro 450) : biologiquement, le terme n'est pas fondé, minorité "ethnique" serait plus juste et bien plus élégant !

Nathalie Rollet
Bas-Rhin

Silence : merci de nous avoir alerté-es ! Oui en effet il s'agit d'une regrettable erreur qui va à l'encontre de nos valeurs et de nos combats, et qui nous montre que nous ne sommes jamais assez vigilant-es sur les mots utilisés.

Comment Laurent Wauquiez pourrait tuer les Alpes

Nous sommes au cœur de "Auvergne Rhône Alpes" la plus grande région montagneuse d'Europe. Pour tous ceux qui aiment et qui rêvent des Alpes, en France et en Europe, ce matin alors que j'étais immergé dans cet univers de beauté, j'ai ressenti de la honte face aux agissements de Laurent Wauquiez le nouveau président de cette région. S'il continue dans le même sens, nous risquons de massacrer cette richesse inestimable que représentent ces expériences de vie en pleine montagne...

J'ai repassé dans ma tête les décisions de Laurent Wauquiez présent ces derniers mois et concernant la montagne :

- la suppression brutale et totale de la subvention à *Mountain Wilderness*, association nationale de protection de la montagne... sans même un courrier ou un coup de fil pour prévenir. Du très grand mépris. Et des baisses très fortes pour la plupart des associations de protection de la nature.

- la multiplication par 40 (!) des subventions pour encourager et favoriser la chasse aux animaux en montagne et ailleurs. Alors que beaucoup s'accordent à dire qu'il faut faciliter l'accès de tous à la montagne en 4 saisons, cette décision sonne comme un violent rejet de tous ceux qui ont besoin de nature (mais qui n'ont pas forcément envie d'y aller avec un fusil).

- la décision de mobiliser plus de 200 millions d'euros pour installer des milliers de canons à neige en montagne. Alors que l'avenir de la montagne ne peut être que riche d'une vraie diversité d'activités en pleine nature, on concentre tous les moyens sur une mono activité... Un enfermement, un vrai frein pour l'avenir du tourisme montagnard et une nouvelle dégradation pour l'écosystème en montagne !

- la volonté d'élargir les routes et d'agrandir les parkings dans les hautes vallées alpines pour encourager la circulation automobile vers les grandes stations... alors que la montagne souffre déjà de beaucoup trop de pollutions ! Là encore du mépris doublé d'arrogance.



Dirk Weller



DR

- et cette semaine encore Laurent Wauquiez s'est invité brutalement dans le travail collectif mené par plusieurs députés pour préparer la "nouvelle loi montagne". Un seul objectif pour Wauquiez, permettre l'urbanisation sans limite des stations d'altitudes... - et j'en oublie très certainement...

Frédi Meignan
Président de *Mountain Wilderness*

La militarisation de l'école ne date pas d'hier

Suite à l'article "Quand l'armée distribue des bonbons à l'école" (Silence n°450 p.30), Marie-Noël Hauser, de Moselle, nous envoie des extraits des "Archives des instituteurs" qui montrent comment la militarisation de l'école était déjà très forte à la fin du 19^e siècle :

"Le journal officiel publie en 1881 un décret créant des bataillons scolaires. A partir de 12 ans, les garçons seront regroupés en unités militaires, avec uniformes et fusils. Le succès est immédiat. (...) Tout établissement public d'instruction primaire comptant de deux cent à six cent élèves, âgés de douze ans et au-dessus, pourra, sous le nom de bataillons scolaires, rassembler ses élèves pour des exercices gymnastiques et militaires pendant toute la durée de leur scolarité. (...) Pour les exercices de tir à la cible, les élèves des bataillons scolaires, âgés de 14 ans au moins, et que l'instructeur en chef aura désigné comme aptes à y prendre part, seront conduits au stand ou au champ de tir, et y seront exercés avec le fusil scolaire spécial" (...).

Aujourd'hui les bataillons scolaires sont organisés presque partout. Ils l'ont été d'abord sur notre frontière de l'est, sur le territoire de Belfort, dans le département des Vosges, du Doubs, de la Haute-Saône, de Meurthe-et-Moselle, de la Marne. L'enseignement militaire est donné dans l'école à Lyon, Dunkerque, Cherbourg, Grenoble, La Rochelle, Périgueux, Bordeaux (...). Ceux qui ont vu manœuvrer à Paris le bataillon du 5^{ème} arrondissement à la fête du 14 juillet, ne doutent pas que l'enfant ne puisse, sans difficulté, arriver à l'âge du service militaire en connaissant parfaitement l'exercice, le tir, l'école de peloton, et même l'école de bataillon, ayant l'habitude de la marche et de la discipline". (Pascal Beurdeley, *L'Ecole nouvelle*, 1884).

A Belfort, Alstom prendra-t-elle le train de la décroissance ?

Pour ce qui est de l'annonce de la fermeture du site Alstom Belfort, celle-ci a surpris tout le monde ici. C'est le site historique d'Alstom (c'était la SACM avant), c'est un site moderne avec beaucoup de savoir-faire et des investissements importants venaient d'être réalisés (nouvelle voie d'essais). C'est le site français de fabrication des motrices de trains, difficile donc de comprendre...

L'annonce du gouvernement de la commande de 15 TGV pour sauver le site est aussi surprenante, surtout pour rouler sur des lignes classiques. Difficile de croire que le gouvernement n'était pas au courant du projet de la direction quand l'état détient 20 % du capital. Ça reste quand même une bonne nouvelle pour les salariés de Belfort.



Ce même gouvernement a libéralisé le transport en car (loi Macron) qui fragilise mécaniquement le transport ferroviaire. Enfin les gouvernements successifs n'ont pas fait grand-chose pour développer le fret et le ferroutage (nécessaire pour les enjeux écologiques).

La décroissance, c'est, entres autres, d'aller moins vite, moins loin, moins souvent et moins lourd. Le TGV ne répond pas vraiment à ça. Il profite surtout aux hommes et femmes d'affaires, aux personnes aisées, en roulant sur des LGV financées par l'argent public (provenant de l'ensemble des contribuables).

Nous pensons que ce dont nous avons besoin, c'est de nouveaux trains Intercités :

- Pouvant rouler sur des lignes classiques,
- Modulables en fonction du nombre de passagers (ce n'est pas le cas des TGV)
- Légers pour permettre des arrêts fréquents dans les gares des centre villes (pas dans des gares TGV excentrées),
- Adaptés à l'intermodalité avec de grands espaces pour les vélos,
- Adaptés aux personnes à mobilité réduite (accès facile),
- Avec motorisation électrique ou diesel (certaines grandes lignes ne sont toujours pas électrifiées),

Ce type de train pourrait satisfaire les besoins de mobilité d'une majorité de personnes, l'emploi en France et concilier les enjeux écologiques. Le futur train d'Alstom, le Cordia Liner y répond en partie.

Etienne Mangin

Association belfortaine d'information sur les limites à la croissance (ABILC)

Réflexion sur Alstom

(...) S'agissant de la commande de 15 TGV, voilà à mon avis une vraie fausse bonne idée.

Pourquoi je porte ce jugement :

- les rames TGV-A, destinées aux circulations ouest surtout, dont la construction a débuté en fin 1986 (mise en service vers 89) devraient commencer à être radiées au profit des nouvelles rames achetées pour la LGV Atlantique Paris-Bordeaux. Elles ont à peine 30 ans. C'est la durée minimale des marchés, mais comme ce matériel est encore en bon état, il pourrait se refaire une santé et être remis à niveau pour moins cher que d'acheter du neuf,
- toutefois je suis quand même contre l'utilisation régulière des matériels TGV sur lignes classiques. En effet, les courbes et contre-courbes rencontrées sur les faisceaux de gare ont des rayons pouvant descendre à 90 voire 80 mètres. C'est trop peu pour un TGV qui roule habituellement sur des LGV de 3000 mètres de rayon environ. Le cahier des charges exige un passage en courbe sans risque, de 120 mètres de rayon et en roulant au pas.

Les rames qui ont fait des parcours sur voies classiques, ont subi des dégradations dont la réparation était réalisée en atelier SNCF. Ceci ne me paraît pas souhaitable dans la répétition. Point négatif aussi : comment et pourquoi les représentants de la SNCF au CA d'Alstom n'ont pas été au courant de ce qui se passait ??? Une question qui restera sans réponse je suppose.

(...)

Bernard Weidmann

Franche-Comté

Essais

■ **La liberté**, Jacques Langlois, éd. *Libertaires*, 2016, 142 p. 13 €. Partant de réflexions philosophiques et politiques sur la liberté, l'auteur élargit la question à la démocratie et la possibilité de changer le système. Il se lance en fin d'ouvrage sur des pistes de transition (changer par les alternatives en partant du bas). C'est parfois ardu.

■ **Calendrier des semis biodynamiques 2017**, 2016, 120 p. 10 €. Pour connaître les périodes favorables à la culture des légumes racines, fleur, feuille ou fruit, selon la position de la lune.

■ **L'écologie politique au Brésil**, Agripa Faria Alexandre, traduction de Pascal Reuillard, éd. *L'Harmattan*, 2016, 132 p. 15,50 €. Depuis le sommet de Rio en 1992, l'écologie politique doit faire face à la notion de développement durable. Ce dernier permettrait d'améliorer la société capitaliste actuelle. Les écologistes doivent aussi faire face à la croissance sans limites de ce pays (et aux destructions qui vont avec), au poids du discours sur la modernité, le progrès... Une réflexion sur les courants de pensée "verts" à partir d'entretien avec 262 animateurs d'ONG.

■ **L'an 501, la conquête continue**, Noam Chomsky, éd. *Ecosociété*, 2016 [1993], 408 p. 20 €. En 1993, cet imposant livre sortait pour rappeler que la prospérité occidentale s'est construite aux dépens des peuples amérindiens. Vingt-cinq après, le livre est réédité et réactualisé par son auteur. Un incontournable pour comprendre comment le colonialisme des Etats-Unis continue à s'exercer sous de nouvelles formes.

■ **Un autre anarchisme est possible**, André Bernard, *Les éditions libertaires*, 2016, 128 p., 13 €. Une suite de réflexions sur l'anarchisme aujourd'hui, avec toujours le souci de voir les rapprochements possibles avec la non-violence.

■ **Des droits pour la nature**, Collectif, éd. *Utopia*, 2016, 204 p. 10 €. La nature a d'abord été ignorée par notre droit. Elle a tendance de plus en plus à être considérée comme un objet (marchandisation). Les autrices et auteurs de ce livre abordent à partir de points de vue différents la difficulté que l'on éprouve à considérer la nature comme sujet et à remettre en cause le rôle central de l'humain. Compte-rendu d'une rencontre qui s'est tenue pendant la COP21 à Paris.

■ **Comment les économistes réchauffent la planète**, Antonin Pottier, éd. *du Seuil*, 2016, 326 p. 13 €. Les économistes aiment à faire des prévisions chiffrées. Alors que la mer monte, ils calculent quelles taxes mettre en place. L'auteur montre avec brio comment en oubliant le réel, les économistes contribuent à brouiller les cartes sur la question du réchauffement climatique et comment cela conduit à ne rien faire... Ce livre ne fait qu'entreouvrir le débat sur d'autres solutions.

■ **Garde-faune en France, une carrière au service de la nature**, Jean-Luc Marandon, éd. *L'Harmattan*, 2016, 288 p. 24 €. Garde-faune au sein de l'Office national de la Chasse et de la Faune sauvage, l'auteur présente son métier de conservateur de la faune et de la flore, et les difficultés à faire respecter la loi face à certaines catégories de chasseurs.

B. D.

■ **La forêt des renards pendus**, Nicolas Dumontheuil, éd. *Futuropolis*, 2016, 138 p. 21 €. En Scandinavie, un braqueur sachant que son complice va sortir de prison, part dans le nord pour y planquer son or. Il se fait passer pour un chercheur d'or et son butin sera remis en circulation progressivement. De rencontre en rencontre, un univers fantaisiste prend forme, loin de la civilisation. Très drôle.

■ **Le bateau-usine**, Gô Fujio d'après le livre de Takiji Kobayashi, éd. *Akata*, 2016, 184 p. 8 €. En 1929, sort le livre *Le bateau-usine* qui est immédiatement censuré. Il raconte la vie d'esclavage qui sévit sur les bateaux de pêche géants. L'auteur sera arrêté et décèdera en garde à vue en 1933. Le livre est aujourd'hui largement diffusé au Japon pour dénoncer la précarité qui prend aujourd'hui de nouvelles formes. L'adaptation en BD renforce encore l'horreur de ces prisons flottantes.

Sexy, Linky ?

Nicolas Bérard



Que faut-il penser du déploiement actuel du nouveau compteur électrique Linky ? L'auteur essaie de faire un tour de la question. Si nous pouvons le suivre sur les questions économiques (Enedis cherche d'abord à gagner de l'argent), écologiques (pourquoi changer des compteurs qui marchent) et sociétales (les données peuvent servir à alimenter des banques de données géantes), la première partie de l'ouvrage sur les conséquences sur la santé ne fait que relayer des craintes qui n'ont pas de bases scientifiques (pour le moment). MB.

Ed. L'Age de faire, 2016, 72 p. 4 €

Débrayage en cours...

La Trouvaille



La coopérative *La Trouvaille* joue une conférence gesticulée autour de l'exploitation au travail, forme nécessaire du capitalisme. Dans ce qui ressemble à un livre, mais se subdivise en quatre parties, on trouve un CD avec le spectacle, un livret qui présente le texte, un autre qui donne les sources de son inspiration ; les anecdotes collectées au fil des années, des sources historiques, enfin un dernier livret explique comment a été mis en place le spectacle en répartissant moments drôles et moments pédagogiques. On passe ainsi du rôle du manager à la nécessité de se ménager pour lutter contre la souffrance au travail. Les autrices n'oublient pas de parler de leur expérience de coopérative autogérée et des limites rencontrées. Un sacré travail qui montre bien la puissance que peut provoquer une enquête et un compte-rendu s'appuyant sur les outils de l'éducation populaire. MB.

www.la-trouvaille.org, 2016, 25 €

Portraits

Faux-la-Montagne

Edmond Baudoin, Laetitia Carton



Invité par Laetitia Carton, réalisatrice et conseillère municipale, Edmond Baudoin est venu à Faux-la-Montagne, petit village de 400 habitants dans la Creuse, pour y faire le portrait des habitants. 61 se sont prêtés au jeu, de 5 à 91 ans. Laetitia Carton en a profité pour leur demander pourquoi ils et elles habitaient là, comment ils et elles vivent l'arrivée de nombreuses néo-ruraux (c'est là que se trouvent Ambiance Bois, Télé-Millevaches, la Navette, IPSN...) et comment ils et elles envisagent le futur. A travers les récits de chacun-e, on découvre l'acceptation plus ou moins facile des autres et les conflits exprimés ou sous-jacents entre "natifs" et "babos" (babas bohèmes). Un

panorama des opinions qui montre comment se complètent ou s'affrontent des différences culturelles et politiques. Une démarche émouvante et passionnante. MB.

Ed. Constance social Club, 2016, 192 p. 16 €

Les enfants des ogres

Galiane



Galiane, après avoir suivi des études de médecine alternative, comprend mieux les rouages de la "mémoire traumatique". Dans ce livre elle témoigne des actes pédophiles qu'un curé lui a fait subir dans sa jeunesse. Elle a également rencontré dans son entourage d'autres personnes victimes des ogres (incestes) et relaie ici la parole de ses amis. C'est écrit avec beaucoup de cœur et cela prend aux tripes. En rompant la loi du silence, elle accompagne le mouvement actuel contre la banalisation de ces pratiques qui selon les connaissances que l'on a aujourd'hui en psychologie, provoquent perte de confiance, comportements à risques, anorexie, recours aux drogues, prostitution et suicides... Un livre à faire circuler, car il peut en aider beaucoup à reprendre courage. MB.

Ed. du Dauphin, 2016, 160 p. 15 €

Le maniement des larmes

Nicolas Lambert



Troisième volet de la trilogie "Bleu-blanc-rouge" qui s'attaque à "l'adémocratie" française à travers les trois piliers que sont la Françafrique, le nucléaire, et ici les ventes d'armes. Ce théâtre documentaire reprend des conversations téléphoniques de ministres de la République autour des malversations des contrats d'armement, ou encore des témoignages tels que celui de cet ex-membre de la DGSE qui conclut que "nos gouvernements successifs, sous l'influence du complexe militaro-industriel, font plus d'efforts pour protéger le secret de leurs ventes que celui de nos armes". Edifiant. GG

Avec les dessins de Otto T. Ed. L'échappée, 2016, 128 p., 10 €

Simone Weil ou l'expérience de la nécessité

Geneviève Azam et Françoise Valon



Née en 1909 (ne pas confondre avec la femme politique Simone Veil), philosophe agrégée, d'abord enseignante, puis ouvrière syndicaliste, communiste anti-stalinienne, mystique chrétienne, elle a traversé les années 1920 et 30 comme une étoile filante, de L'école émancipée aux Forges de Basse Indre, en passant par la guerre d'Espagne et la préparation de la Résistance à Londres, avant de s'éteindre en

1943. Cette personnalité inouïe laisse une œuvre philosophique et des écrits politiques visionnaires. Ainsi écrivait-elle en 1933 : "Il est clair que l'expansion capitaliste... se heurtera aux limites de la surface terrestre... Les hommes se reproduisent, non le fer... Quand le chaos aura atteint ses bornes, notre civilisation périra et l'humanité... repartira sur une voie nouvelle qu'il nous est impossible de prévoir. Quelle tâche plus noble... que celle de faire l'inventaire de la civilisation présente ?". Voici un opuscule truffé de réflexions décapantes. MD

Ed. Le passager clandestin, coll. Les précurseurs de la décroissance, 2016, 102 p. 8 €.

La situation désespérée du présent me remplit d'espoir

Dany-Robert Dufour



Notre époque est habitée par trois délires politiques mortifères qui butent sur le réel et génèrent l'exact inverse de ce qu'ils cherchaient, estime l'auteur. Le délire occidental libéral se caractérise par l'incitation à vouloir toujours plus, sans fin. Il aboutit au risque de tout perdre (lien social, conditions de la vie humaine sur Terre). Le délire théo-fasciste de l'islamisme jihadiste lui répond en voulant restaurer une pureté absolue... mais se transforme en souillure et horreur absolue. Ils génèrent ensemble un délire identitaire néo-fasciste obsédé par la pureté raciale souillée à restaurer. L'auteur ne voit d'issue que sur la mince ligne de crête du convivialisme. Au croisement de la philosophie et de la psychologie, son texte vivant et inspirant laisse néanmoins perplexe quand il remet en cause l'enseignement du genre qui dénierait la différence sexuelle par exemple. GG

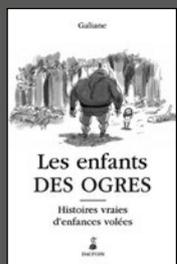
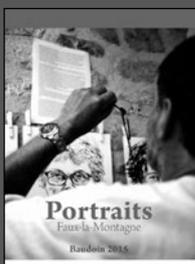
Ed. Le bord de l'eau, 2016, 204 p. 17 €.

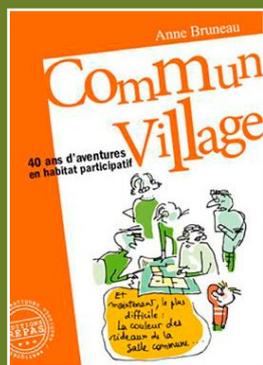
Chronique d'un jardin solidaire

Olivier Pinalie



Dans le 20^e arrondissement de Paris, en mai 2000, l'auteur découvre un terrain vague dans lequel il va s'investir pour y créer un jardin. Le jardin est le lieu de rencontres de populations du quartier, jeunes désœuvrés, dealers, clochards, enfants, familles... que l'auteur arrive plus ou moins bien à faire coopérer. Cela devient plus ambitieux avec l'arrivée de subventions. Une convention d'occupation précaire est signée avec la mairie, résultat d'un chemin tortueux vers la légalité. En 2005, malgré les pétitions, les bulldozers débarquent pour y construire un gymnase... avec un jardin bien ordonné sur le toit. Le récit montre comment





Commun village

40 ans d'aventures en habitat participatif

Anne Bruneau

Dans les années 1970, une première vague d'habitat participatif a vu le jour. A partir de témoignages collectés dans 24 lieux, l'autrice, écrivaine et metteuse en scène, en a reconstitué un et raconte son histoire : la constitution du groupe, les hésitations autour du projet, l'aide d'un architecte, le montage financier, le partage de l'espace, puis l'installation, les différences de modes de vie, le bruit, les enfants, les invité-es, les engagements politiques et sociaux, les divergences, les conflits, les divorces, les départs, l'arrivée de nouveaux habitants qui n'ont pas l'historique, le vieillissement... C'est riche en anecdotes souvent émouvantes, cela montre bien l'importance de prendre son temps pour des décisions, les attitudes bienveillantes, les difficultés à faire vivre un projet sur des décennies. Cela se dévore en quelques heures et donne envie d'aller à la rencontre de ces lieux qui aujourd'hui font rêver de nouvelles générations. MB.

Ed. Repas, 2016, 140 p. 17 €

l'élan initial, les difficiles rapports avec les gens du quartier, laissent peu à peu la place à l'institutionnalisation, quitte à y perdre son âme. D'une expérience populaire autogérée à la récupération politique. Facile à lire et instructif. MB.
Ed. CNT-RP, 2016, 244 p. 12 €

Romans

La vie idéale

Jon Raymond



Dans ce roman à l'écriture agréable, Damon et Amy, jeune couple en difficulté, se lance dans le retour à la terre, s'installant dans une ferme bio connue pour sa production de yaourt et de miel. On va suivre l'évolution du couple à travers celle du collectif de la ferme. En répondant à l'appel d'offres d'une grosse multinationale, ils vont se lancer dans le coaching d'entreprise. On s'éloigne donc rapidement des valeurs de l'écologie pour plonger dans le développement personnel au service du capitalisme vert. Dommage. FV.

Traduction de Nathalie Bru, éd. Albin Michel, 2016, 320 p.

B. D.

La petite fille et la cigarette

Sylvain Moizie et Benoît Duteurtre



Dans un futur proche, la protection des enfants est fondamentale et la cigarette interdite partout. Plusieurs histoires se rejoignent : celle d'un condamné à mort qui demande, en s'appuyant sur la loi, à fumer une dernière cigarette ; celle d'un employé de mairie qui s'enferme dans les toilettes pour en griller une. Un jour que ce dernier oublie de fermer le verrou, une petite fille ouvre la porte. Enfin, à la télévision, les islamistes ont lancé une émission "Martyre Academy" où le perdant sera décapité. Jouant avec les codes graphiques (toute déclaration liée au tabac est entourée d'un bandeau noir), mélangeant habilement les histoires, l'auteur nous entraîne dans une histoire contemporaine d'une rare densité. L'absurde poussé à l'extrême. On est accroché d'un bout à l'autre et on rit jaune (la nicotine sur les dents ?) MB.

Ed. La Boîte à bulles, 2016, 256 p. 24 €

Nuit noire sur Brest

Damien Cuvillier, Bertrand Galic et Kris



En 1937, en pleine guerre civile espagnole, les sous-marins sont aux mains des Républicains. L'un d'entre eux, victime d'une avarie, se réfugie dans le port de Brest. Le gouvernement du Front populaire tergiverse comme toujours sur l'aide à apporter ou non. Sur le port, militants communistes et anarchistes s'unissent pour protéger le navire tandis qu'un commando fasciste essaie de monter une opération pour s'en emparer. A bord, l'équipage est partagé entre les deux tendances. Qui va récupérer le sous-marin ? Cette histoire authentique est racontée avec brio et suspens dans cet ouvrage. MB.

Ed. Futuropolis, 2016, 80 p. 16 €

Jeu d'ombres

T1 Gazi

Loulou Dedola et Merwan



Dans la banlieue lyonnaise, les tensions sont vives entre jeunes et policiers. Cengiz, étudiant d'origine turque, va réussir à calmer les esprits. Cela attire l'attention des autorités qui y voit une possible démarche pour éviter les dérapages. Mais Cengiz a un frère Sayar, ex-caïd du quartier, actuellement en prison en Turquie pour trafic de drogue. Ce frère lui ouvre certaines portes, mais en ferme d'autres. Une histoire qui pose de nombreuses questions sur la violence et sur les possibilités d'y répondre par d'autres moyens. MB.

Ed. Glénat, 2016, 64 p. 15 €

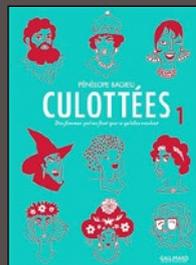
Culottées

Pénélope Bagieu



Ces quinze courtes histoires de "femmes qui ne font que ce qu'elles veulent" nous entraînent à la découverte de destins parfois illustres, mais mal connus, tels que ceux de Josephine Baker, la reine Nzinga et la prix Nobel de la paix libérienne Leymah Gbowee et d'autres, parfois moins célèbres, ou oubliées, tels que Clémentine Delait, "femme à barbe" vosgienne, Agnodyce, gynécologue grecque ou Lozen, guerrière et chaman des Amériques. Des destins parfois tragiques (comme les sœurs Mirabal en République dominicaine) et parfois joyeux (comme la "sirène" Annette Kellerman), retracés avec émotion et une touche de légèreté qui apporte toujours le sourire. On est séduit-es du début à la fin par ces histoires de femmes puissantes malgré les obstacles et on attend le tome 2 avec impatience. GG.

Ed. Gallimard, 2016, 144 p., 19,5 €.



What the Future

Mo/CDM



La famille Future vit dans un prochain avenir, dans un monde ultra-connecté... et tout aussi pollué. Mo/CDM pousse le bouchon très loin dans le domaine des "progrès" technologiques. Chaque petite histoire bénéficie d'une chute plus ou moins réaliste... mais qui a le mérite de nous faire rire et réfléchir sur les dérives actuelles. Amis du transhumanisme et des amitiés via internet, geek et followers des réseaux sociaux, bienvenue dans le monde de demain (ou pas). FV.

Ed. *Fluide Glacial*, 2016, 72 p. 14 €.

Beaux livres

Auprès de nos arbres

Charlotte Piérot et Pascale Bigay



En 2015, les habitant-es de Saint-Etienne ont été invité-es à décorer un arbre. Près d'un millier de personnes ont participé, et 150 arbres ont été décorés pendant l'hiver 2015-2016.

Ce livre présente la diversité des démarches : commerçants, écoles, artistes, maisons de retraite... autant d'actions artistiques simples ou complexes. Ce livre de photographies présente le résultat extrêmement diversifié de toutes ces installations. MB.

Ed. *Association Tatou Juste*, 2015, 176 p. 27 €

Jeunes

Les mangues resteront vertes

Christophe Léon



A travers un récit pour ados — mais recommandé aux adultes ignorants du fait historique récent (1975-1980) — un épisode de la vie d'une petite Réunionnaise de 10 ans, narré à la première personne. Un jour, les représentants de l'administration française sont venus dans son village prendre des enfants dans chaque famille en racontant à leurs parents moitié crédules-moitié terrorisés qu'on les leur rendrait instruits, munis d'un emploi et en parfaite santé. Et voilà comment la petite Odélyse s'est trouvée déportée au fin fond de la Creuse. Oh ! la famille d'accueil n'était pas maltraitante. Elle n'était pas tombée comme d'autres de ces enfants chez les "Thénardier". Mais deux ans de tristesse plus tard, à cause du vieux cousin célibataire, le drame éclate... Une fiction romanesque émouvante, fort bien écrite qui évoque de façon véridique ce scandale feutré des "années Michel Debré". MD

Ed. *Talents hauts/Amnesty International*, 2016, 158 pages, 14 €.

Musique

Minianina

Arnaud Ribot



Arnaud Ribot est un garnement qui nous balade avec des mélodies chantantes et berçantes.

Douze chansons légères de prime abord, mais pourtant quasi irréprochables quant à leur construction et leur poésie qui nous parlent d'amour, d'espoir et de coquinerie au petit matin. Les textes évoquent notre quotidien, nos humeurs et nos coups de tendresse.

Après un mini album 5 titres qui nous mettaient en appétit, ce premier album laisse espérer une longue carrière de chansonnier à Arnaud Ribot qui nous arrose de bons mots et d'une fraîcheur musicale qui nous emporte dès le premier accord. Les interventions mesurées de la clarinette posent une ambiance quelques fois jazz et accompagnent de doux sourires et pensées. JP.

Autoproduction, www.arnaudribot.fr, 2016, 12 titres, 39 mn, 12 €

Films

Un nouveau Dreyfus ?

Cyrille Martin



Le 11 mars 2004, plusieurs bombes explosent à Madrid, faisant 191 morts et 1755 blessés. Un des suspects, Jamal Zougam, est arrêté et est jugé trois ans plus tard. La justice espagnole le condamne à la prison à perpétuité. Le documentaire se concentre surtout sur le traitement médiatique en France des attentats et l'affaire judiciaire. Pourquoi un tel silence de la part de la presse française ? Certes, cela se passe en Espagne et non en France. Le public francophone peut se sentir moins concerné par les événements. Mais cela pose question sur notre production médiatique qui ne prend plus le temps d'analyser et énonce des faits sans les vérifier. Si comparer ce procès à celui d'Alfred Dreyfus peut sembler étonnant, ce documentaire a le mérite de montrer comment cette course éfrénée à l'information ne rend pas les citoyen-nes plus éclairés. MaD

2015, 1 h 12, disponible en ligne sur nouveaudreyfus.net.

Nous avons également reçu... 2/2

B. D.

■ **Exarcheia, l'orange amère**, Dimitri Mastoros et Nicolas Wouters, éd. *Futuropolis*, 2016, 200 p. 24 €. Dans Exarcheia, le quartier anarchiste d'Athènes, les comités de quartier doivent lutter contre l'invasion des drogués. Les réfugiés ont aussi compris qu'il est possible de vivre là protégés de la police. Le héros, Nikos, va essayer de négocier leur départ d'un immeuble de son oncle. La tante se rappelle ses jours sur les barricades du temps de la dictature. Un vieux chien mord tous les uniformes qui passent. Malheureusement, on ne comprend pas trop où le scénario veut en venir. C'est frustrant.

■ **Couleur de peau : miel, tome 4**, Jung, éd. *Soleil*, 2016, 144 p. 18 €. Suite du récit autobiographique de l'auteur, enfant coréen adopté en Belgique. De la situation des mères célibataires en Corée qui abandonnent toujours leurs enfants, aux situations racistes que rencontre une personne asiatique en Europe. Difficile et beau débat sur l'identité.

■ **Le temps des sauvages**, Sébastien Goethals, d'après le roman de Thomas Gunzig, éd. *Futuropolis*, 2016, 272 p. 26 €. Dans un monde violent où tout a été privatisé, y compris les gènes humains, il y a quelques fraudes. Pour avoir provoqué la mort de leur mère, un surveillant de grand magasin va être poursuivi par ses enfants-loups. Un univers apocalyptique qui dénonce l'évolution que prend aujourd'hui une société de consommation prête à tout vendre.

Jeunesse

■ **Un portrait au poil**, Anne-Caroline Pandolfo, éd. *Talents Hauts*, 2016, 26 p., 12,5 €. Dès 4 ans. Léon propose aux animaux de peindre leur portrait... mais cela fait ressurgir tous leurs complexes. Le chameau se trouve tout cabossé, l'éléphant n'aime pas son nez qui pend par terre... Mais si Léon les peint plus laids qu'ils ne le sont, leur réaction sera alors toute différente... Un point de départ pour discuter de la norme et des complexes.

■ **Pas une**, Georges Printemps, Fabio Peissl, éd. *Chant d'Orties*, 2016, 32 p., 16 €. Dès 6 ans. Pas une larme ne sort jamais de yeux de cet enfant. Ses parents s'inquiètent et cherchent des solutions. L'enfant aussi, mais pas les mêmes. On est séduit par les collages inventifs, parfois quasi-surréalistes, qui illustrent cette histoire.

■ **Ça suffit, Mammouth !** Micaela Chirif, Issa Watanabe, éd. *Père Fouettard*, 2016, 36 p., 16 €. Dès 4 ans. Le jeune héros de cette histoire sait quels sont les inconvénients de la vie quotidienne avec un mammouth : il en a un à la maison ! Cela donne lieu à des scènes cocasses, et finalement ce mammouth bien encombrant se révèle un compagnon attendrissant... à l'image d'un petit frère ou d'une petite sœur ?

Beau livre

■ **Hey 4 degrees Art**, Collectif, sous la direction de Anne & Julien, Zoé Forget, éd. *Ankama*, 2016, 224 p. 39,90 €. Le titre de l'ouvrage évoque le risque de réchauffement climatique (4 °C). 102 artistes de 20 pays offrent une ou deux œuvres autour de la Charte de la Terre et réagissent par écrit à cette Charte. Malheureusement, le parti pris d'"art figuratif contemporain" donne un résultat assez glauque. Pas à la hauteur du projet.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.





Quoi de neuf ?

Silence recherche un/une Journaliste secrétaire de rédaction

Profil de poste

Au sein d'une équipe salariée de 5 personnes, vous travaillerez en binôme avec un autre journaliste à la coordination de rédaction de la revue. L'équipe salariée est en grande partie autogérée, tout en étant en lien permanent avec le CA et les bénévoles, et en prenant en compte leur implication dans le travail commun.

Coordination de rédaction

Vous aurez en charge la collecte d'informations, la mise en forme de brèves, de courriers, d'annonces, la rédaction d'articles, la coordination de dossiers, de partenariats rédactionnels, la co-animation d'un comité de rédaction composé de salarié-es et de bénévoles.

Secrétariat de rédaction

Vous aurez en charge la collecte des articles, leur mise en forme finale. Vous assurerez le lien avec des correcteurs et correctrices.

Collaboration à la maquette

Vous collecterez les illustrations nécessaires (photos, dessins). Vous préparerez le "chemin de fer" pour le maquettiste et procéderez à la relecture de la maquette avant l'envoi en imprimerie.

Activités transversales au sein de l'équipe salariée

Vous participerez de manière égalitaire aux tâches collectives (pliage mensuel, standard téléphonique, suivi des courriels, accueil des visiteurs, gestion du courrier, ménage, comptes-rendus de réunions...). Vous serez également susceptible de prendre en charge des projets liés au

développement de la revue, en collaboration avec les autres membres de l'équipe.

Vos compétences

Vous vous sentez proche des valeurs portées par la revue et êtes impliqué-e dans des activités et des pratiques abordées dans celle-ci.

Vous avez de l'expérience dans l'écriture d'articles, de résumés d'informations, de recherche de sources, d'entretiens. Vous écrivez avec aisance, clarté et rapidité. Vous maîtrisez l'orthographe et la syntaxe. Vous êtes curieux-se.

Vous êtes capable d'écoute et de bienveillance au sein d'un groupe, et êtes intéressé-e par la résolution non-violente des conflits. Vous aimez travailler de manière collective tout en sachant être créatif-ve, autonome. Vous êtes capable de prendre des initiatives et de concrétiser des projets. Vous avez fait des études plutôt scientifiques. Vous êtes capable de rigueur, d'organisation et savez gérer les priorités.

Vous avez une affinité pour la photographie, le graphisme, le dessin, l'art contemporain, la lecture, la BD...

Vous êtes capable de vous exprimer clairement à l'oral en public. Etre à l'aise dans une ou des langues étrangères est également un plus.

Vous êtes à l'aise avec les outils informatiques, en particulier le traitement de texte et l'internet.

Conditions

Contrat à Durée Indéterminée, à partir du 24 avril 2017.

Temps de travail : 27h30 par semaine.

Taux horaire : 12,84 € brut

Participation aux frais de transports, tickets restaurants, mutuelle santé.

Poste situé à Lyon.

Merci d'envoyer pour votre candidature :

- votre CV
- une lettre de motivation
- une sélection d'articles déjà publiés.

par mail : candidature@revuesilence.net

ou par courrier à l'adresse de Silence

Date limite de candidature : 20 janvier 2017.

Rejoignez un relai local

> **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram

Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr

> **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr

> **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr

> **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84

> **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83

> **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30

> **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Pantières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

> **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mplerik@free.fr, tél. : 06 04 03 06 42

> **Haute-Vienne.** Brig Laugier, 25, rue Ledru Rollin, 87300 Bellac

> **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85

> **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr

> **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

> **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com

> **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

> **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Agnes DUCA 8 les parichets 77120 Beauthell, pvuillaume75@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Partenaires



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdu nucléaire.org



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr

Médias libres

Silence est membre de la Coordination permanente des médias libres. www.medias-libres.org

Silence, c'est vous aussi...

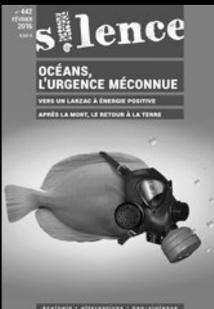
Venez nous voir les 19 et 20 janvier !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert.

Prochaines expéditions : 16 et 17 février, 16 et 17 mars, 13 et 14 avril...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 15h30 les mercredis 25 janvier (pour le n° de mars), 22 février (pour le n° d'avril), 22 mars (pour le n° de mai)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.



Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques
- 418 Sortir de la démesure
- 422 Décolonisons nos luttes
- 426 D'autres formes de démocratie
- 428 La forêt brûle
- 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflo : pour mieux se loger ?
- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 437 Energies renouvelables, un virage à prendre

- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 439 Écologie et féminisme : même combat ?
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 448 Tout le monde en selle !
- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps : conquérir son autonomie

Numéros régionaux

- 414 Ain
- 419 Picardie
- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- 452 Champagne-Ardenne

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Livres



L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €*

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.



Manuel de transition, 212 p. - 20 €**

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €***

Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'advienne les changements souhaités.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

France métropolitaine

Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 20 €

Particulier 1 an 46 €

Bibliothèque, association... 1 an 60 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 74 €

Petit budget 1 an 32 €

5 abonnements Découverte offerts 100 €

Autres pays et Dom-tom

Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 27 €

Particulier 1 an 55 €

Bibliothèque, association... 1 an 68 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 85 €

Petit budget 1 an 39 €

Groupés à la même adresse

par 3 ex. 1 an 115 €

par 5 ex. 1 an 173 €

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

8 € par trimestre (abonnement petit budget)

11 € par trimestre (abonnement normal)

..... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Dessins-témoins d'une journaliste kurde emprisonnée

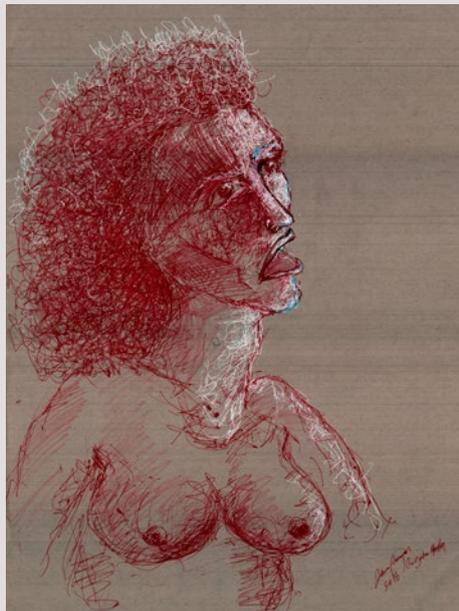
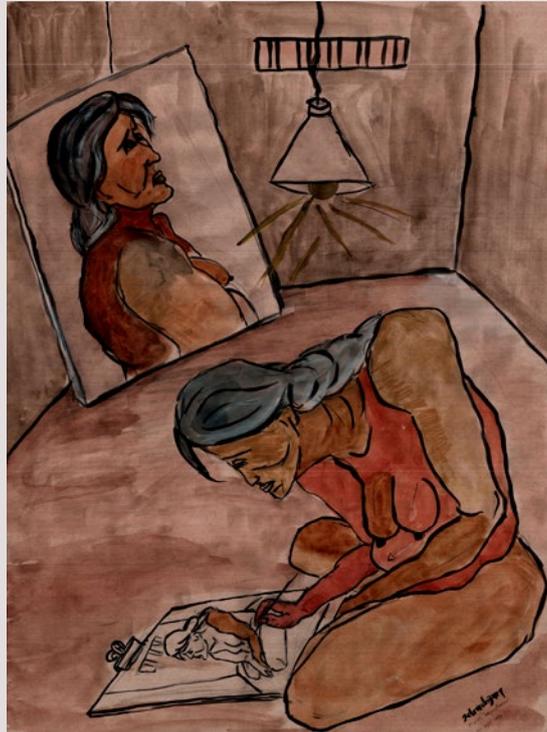
Zehra Dogan est une femme, kurde, journaliste, travaillant au sein de l'agence de presse Jinha, agence 100% féminine, féministe et progressiste. Pas grand chose pour plaire au régime d'Erdogan... Zehra a été emprisonnée au cours de l'été 2016, accusée d'appartenir à une organisation illégale. Du fond de sa cellule, elle continue à faire son métier en dessinant.

Ses dessins témoignent de la situation faite aux centaines de journalistes et intellectuel·les arrêté·es et emprisonné·es en Turquie. A l'initiative d'un groupe de journalistes, la Platform 24 s'emploie à tenir à jour et à publier leurs noms, connus ou pas. Listes terribles et très difficiles à actualiser, entre les gardes à vue prolongées, les libérations conditionnelles suivies de réincarcération, les emprisonnements pour terrorisme et en attente d'un juge disponible etc.

Terribles aussi les dessins de Zehra, croquis en direct de l'horreur, qu'il faut regarder pour ne pas l'oublier, et n'oublier aucune des victimes politiques du gouvernement turc.



Refik Tekin, journaliste, blessé par balles



On peut trouver d'autres dessins de Zehra Dogan sur Kedistan, web magazine qui fait un remarquable travail d'information sur le Moyen-Orient, la Turquie en particulier, dans un esprit original, libertaire, féministe et "félin". www.kedistan.net